



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PORTER À CONNAISSANCE DE L'ÉTAT

**Élaboration d'un plan local d'urbanisme
(inter)communal**

Service Connaissance, Aménagement et Urbanisme

Bureau Urbanisme et Planification Territoriale

JANVIER 2023

VOLET DÉPARTEMENTAL

Table des matières

1. Introduction.....	6	3.4. Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET).....	42
2. Textes et procédures.....	7	3.5. La Charte du Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges.....	42
2.1. Les principes fondamentaux de l'urbanisme.....	7	3.6. Le SDAGE et les SAGE.....	43
2.2. Contenu du plan local d'urbanisme (PLU).9		3.7. Le Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI).....	43
A) Le rapport de présentation.....	9	3.8. Les Plans d'Exposition au Bruit (PEB).....	44
B) Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).....	10	3.9. Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE).....	44
C) Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP).....	11	3.10. Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET).....	45
D) Le règlement.....	12	3.11. Le Schéma départemental d'Accueil des Gens du Voyage (SDAGV).....	45
a) Affectation des sols et destination des constructions.....	13	3.12. Le schéma départemental des carrières	46
b) Qualité urbaine, architecturale, environnementale paysagère.....	16	3.13. Le Plan régional de l'Agriculture Durable (PRAD).....	47
2.3. Association ou consultations de différentes personnes publiques ou autres organismes.....	23	3.14. Le Plan Pluriannuel Régional de Développement Forestier (PPRDF).....	47
2.4. Documents d'urbanisme applicables aux territoires frontaliers.....	25	3.15. Le programme Local de l'Habitat (PLH).47	
2.5. L'élaboration du PLU.....	26	4. Les principales politiques portées par l'État en matière de planification durable des territoires.....	49
A) Prescription.....	27	4.1. La sobriété foncière.....	49
B) Débat.....	27	A) Modalités de mesure de l'artificialisation.....	49
C) Arrêt du projet de PLU.....	27	B) Période de 2021 à 2031.....	49
D) Enquête publique.....	28	C) Calendrier.....	50
E) Approbation du PLU.....	29	4.2. L'habitat.....	50
F) Caractère exécutoire du PLU.....	29	A) Politique de la ville.....	51
2.6. Évaluation du PLU.....	31	B) Logement locatif social.....	51
2.7. Évaluation environnementale.....	32	C) Lutte contre l'habitat indigne et très dégradé.....	51
A) La procédure.....	32	4.3. Transports et déplacements.....	53
a) Évolution de la procédure d'évaluation environnementale.....	32	A) Le plan de déplacement urbain (PDU)...	53
b) Procédure liée à l'évaluation environnementale des PLU.....	32	B) Les transports exceptionnels.....	54
B) Les articles du code de l'urbanisme.....	33	C) L'accessibilité pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite.....	56
2.8. La procédure d'élaboration d'un PLU ou PLUI.....	35	D) La sécurité routière.....	56
3. Documents supérieurs.....	36	E) Les réseaux numériques.....	57
3.1. Le Schéma de Cohérence Territoriale.....	38		
3.2. La règle de l'urbanisation limitée.....	40		
3.3. La Loi Montagne.....	40		

5. La prévention des risques, les nuisances et les contraintes.....	58
5.1. Les risques naturels.....	58
A) Le risque inondation.....	58
B) Le risque remontée de nappe.....	59
C) Le risque coulées d'eaux boueuses.....	60
D) Le risque mouvement de terrain et sur-risque sismique.....	60
E) Le risque sismique.....	61
5.2. Les risques technologiques.....	63
A) Le risque minier.....	63
B) Le risque nucléaire.....	63
C) Le risque industriel.....	64
5.3. Divers.....	66
A) Le transport de matières dangereuses par voies terrestres.....	66
B) Le transport de matières dangereuses par canalisations.....	69
C) L'exposition au plomb.....	71
D) L'exposition au radon.....	71
E) Les servitudes d'utilité publique.....	71
F) Les nuisances sonores.....	72
G) Les sites et sols pollués.....	72
H) La gestion des déchets.....	74
I) Pollution de l'air extérieur.....	75
J) Nuisances liées à l'activité agricole.....	75
K) Moustique tigre.....	76
L) Champs électromagnétiques.....	76
6. La protection des milieux naturels et de la biodiversité.....	77
6.1. Les réserves naturelles.....	77
A) Les réserves naturelles nationales.....	77
B) Les réserves naturelles régionales.....	78
a) <i>Les sites haut-rhinois.....</i>	<i>78</i>
b) <i>Les conservatoires d'espaces naturels.....</i>	<i>78</i>
6.2. Les réserves biologiques.....	78
6.3. Les arrêtés de protection du biotope.....	79
6.4. Les réserves de chasse et de faune sauvage.....	80
6.5. Les sites inscrits et les sites classés hors ensemble urbain.....	80
6.6. Les espaces naturels sensibles.....	82
6.7. Natura 2000.....	82

6.8. Les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF).....	88
6.9. Les zones humides.....	90
A) Généralités.....	90
a) <i>Contexte juridique.....</i>	<i>90</i>
b) <i>Conséquences en matière de planification.....</i>	<i>90</i>
c) <i>Identification des zones humides.....</i>	<i>90</i>
d) <i>Préservation des zones humides.....</i>	<i>91</i>
B) Mise en œuvre de la séquence « éviter-réduire-compenser ».....	91
C) Application à l'élaboration du PLU.....	91
a) <i>À l'échelle du territoire communal ou intercommunal.....</i>	<i>92</i>
b) <i>sur les zones destinées à recevoir des constructions et des aménagements.....</i>	<i>92</i>
c) <i>Les outils du PLU pour préserver les zones humides.....</i>	<i>93</i>
6.10. La trame verte et bleue.....	95
6.11. Les plans nationaux d'actions en faveur d'espèces menacées.....	97
A) La protection de l'habitat du hamster commun (<i>Cricetus Cricetus</i>).....	98
7. Les forêts.....	100
7.1. Les forêts de protection.....	100
7.2. Les espaces boisés classés.....	100
8. La protection et la gestion de la ressource en eau.....	102
8.1. L'eau potable.....	102
8.2. Les cours d'eau.....	102
8.3. Le traitement des eaux usées.....	103
8.4. La gestion des eaux pluviales.....	104
A) Les principes de la gestion des eaux pluviales.....	105
B) Intégrer l'eau pluviale à l'aménagement du territoire.....	105
C) Nouvelle doctrine régionale.....	106
9. La préservation et la mise en valeur des paysages et du patrimoine.....	106
9.1. Les sites inscrits et les sites classés (ensembles urbains).....	106
9.2. Les monuments historiques.....	106
9.3. L'atlas des paysages alsaciens.....	107

9.4. La qualité des entrées de ville.....	108	11. Divers.....	111
9.5. La loi Architecture et Patrimoine.....	109	11.1. Les friches industrielles, commerciales ou autres.....	111
10. Autres prescriptions.....	110	11.2. La dématérialisation des documents d'urbanisme.....	111
10.1. La commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF).....	110		

1. Introduction

Dès lors qu'une collectivité territoriale entreprend l'élaboration ou la révision de son plan local d'urbanisme, le préfet, en application des articles L.132-1 et R.132-2 du code de l'urbanisme, porte à sa connaissance, les dispositions législatives et réglementaires applicables au territoire concerné.

À ce titre, il communique notamment les directives territoriales d'aménagement et de développement durables, les dispositions relatives aux zones de montagne, les servitudes d'utilité publique, le schéma régional de cohérence écologique, le plan régional de l'agriculture durable et le plan pluriannuel régional de développement forestier.

En ce qui concerne les projets des collectivités territoriales et de l'État, le préfet communique les projets d'intérêt général et les opérations d'intérêt national.

Le préfet fournit également les études techniques nécessaires à l'exercice par les collectivités territoriales de leur compétence en matière d'urbanisme dont dispose l'État, notamment les études en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement.

Au cours de l'élaboration du document, le préfet communique à la collectivité territoriale tout élément nouveau.

Le porter à connaissance est tenu à la disposition du public. En outre, tout ou partie de ses pièces peut être annexé au dossier d'enquête publique.

2. Textes et procédures

2.1. Les principes fondamentaux de l'urbanisme

Article L.101-1 du Code de l'urbanisme :

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.

Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L.101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.

Article L.101-2 du Code de l'urbanisme :

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain et rural maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;*
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;*
- e) Les besoins en matière de mobilité ;*

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes,

des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

6° bis La lutte contre l'artificialisation des sols, avec un objectif d'absence d'artificialisation nette à terme ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales.

Article L.101-2-1 du Code de l'urbanisme :

L'atteinte des objectifs mentionnés au 6° bis de l'article L. 101-2 résulte de l'équilibre entre :

1° La maîtrise de l'étalement urbain ;

2° Le renouvellement urbain ;

3° L'optimisation de la densité des espaces urbanisés ;

4° La qualité urbaine ;

5° La préservation et la restauration de la biodiversité et de la nature en ville ;

6° La protection des sols des espaces naturels, agricoles et forestiers ;

7° La renaturation des sols artificialisés.

L'artificialisation est définie comme l'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol, en particulier de ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques, ainsi que de son potentiel agronomique par son occupation ou son usage.

La renaturation d'un sol, ou désartificialisation, consiste en des actions ou des opérations de restauration ou d'amélioration de la fonctionnalité d'un sol, ayant pour effet de transformer un sol artificialisé en un sol non artificialisé.

L'artificialisation nette des sols est définie comme le solde de l'artificialisation et de la renaturation des sols constatées sur un périmètre et sur une période donnés.

Au sein des documents de planification et d'urbanisme, lorsque la loi ou le règlement prévoit des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols ou de son rythme, ces objectifs sont fixés et évalués en considérant comme :

a) Artificialisée une surface dont les sols sont soit imperméabilisés en raison du bâti ou d'un revêtement, soit stabilisés et compactés, soit constitués de matériaux composites ;

b) Non artificialisée une surface soit naturelle, nue ou couverte d'eau, soit végétalisée, constituant un habitat naturel ou utilisée à usage de cultures.

Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application du présent article. Il établit notamment une nomenclature des sols artificialisés ainsi que l'échelle à laquelle l'artificialisation des sols doit être appréciée dans les documents de planification et d'urbanisme.

2.2. Contenu du plan local d'urbanisme (PLU)

Article L.151-1 du Code de l'urbanisme :

Le plan local d'urbanisme respecte les principes énoncés aux articles L.101-1 à L.101-3.

Article L.151-2 du Code de l'urbanisme :

Le plan local d'urbanisme comprend :

- 1° Un rapport de présentation ;*
- 2° Un projet d'aménagement et de développement durables ;*
- 3° Des orientations d'aménagement et de programmation ;*
- 4° Un règlement ;*
- 5° Des annexes.*

Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques. Ces documents graphiques peuvent contenir des indications relatives au relief des espaces auxquels il s'applique.

Article L.151-3 du Code de l'urbanisme :

Lorsqu'il est élaboré par un établissement public de coopération intercommunale compétent, le plan local d'urbanisme peut comporter des plans de secteur qui couvrent chacun l'intégralité du territoire d'une ou plusieurs communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le plan de secteur précise les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que le règlement spécifiques à ce secteur.

Une ou plusieurs communes membres d'une communauté de communes ou d'une communauté d'agglomération peuvent demander à être couvertes par un plan de secteur. Après un débat au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, celui-ci délibère sur l'opportunité d'élaborer ce plan.

Lorsque l'élaboration d'un plan de secteur a été décidée, l'avis sur ce plan de la ou des communes dont il couvre le territoire est sollicité avant l'approbation du plan local d'urbanisme par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale.

A) Le rapport de présentation

Article L.151-4 du Code de l'urbanisme :

Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.

En zone de montagne, ce diagnostic est établi également au regard des besoins en matière de réhabilitation de l'immobilier de loisir et d'unités touristiques nouvelles.

Il analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'arrêt du projet de plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.

Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités.

B) Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Article L.151-5 du Code de l'urbanisme :

Le projet d'aménagement et de développement durables définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Pour la réalisation des objectifs de réduction d'artificialisation des sols mentionnés aux articles L.141-3 et L.141-8 ou, en l'absence de schéma de cohérence territoriale, en prenant en compte les objectifs mentionnés à la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article L.4251-1 du code général des collectivités territoriales, ou en étant compatible avec les objectifs mentionnés au quatrième alinéa du I de l'article L.4424-9 du même code, à la seconde phrase du troisième alinéa de l'article L.4433-7 dudit code ou au dernier alinéa de l'article L.123-1 du présent code, et en cohérence avec le diagnostic établi en application de l'article L.151-4, le projet d'aménagement et de développement durables fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il ne peut prévoir l'ouverture à l'urbanisation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers que s'il est justifié, au moyen d'une étude de densification des zones déjà urbanisées, que la capacité d'aménager et de construire est déjà mobilisée dans les espaces urbanisés. Pour ce faire, il tient compte de la capacité à mobiliser effectivement les locaux vacants, les friches et les espaces déjà urbanisés pendant la durée comprise entre l'élaboration, la révision ou la modification du plan local d'urbanisme et l'analyse prévue à l'article L.153-27.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

Lorsque le territoire du plan local d'urbanisme intercommunal comprend au moins une commune exposée au recul du trait de côte, les orientations générales mentionnées aux 1° et 2° du présent article prennent en compte l'adaptation des espaces agricoles, naturels et forestiers, des activités humaines et des espaces urbanisés exposés à ce recul.

C) Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

Article L.151-6 du Code de l'urbanisme :

Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports, les déplacements et, en zone de montagne, sur les unités touristiques nouvelles.

En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les orientations d'aménagement et de programmation d'un plan local d'urbanisme élaboré par un établissement public de coopération intercommunale comportent les orientations relatives à l'équipement commercial, artisanal et logistique mentionnées aux 1^{er} et 2^o de l'article L.141-5 et déterminent les conditions d'implantation des équipements commerciaux, artisanaux et logistiques qui, du fait de leur importance, sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'aménagement du territoire et le développement durable, conformément à l'article L.141-6.

Article L.151-6-1 du Code de l'urbanisme :

Les orientations d'aménagement et de programmation définissent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, un échancier prévisionnel d'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de réalisation des équipements correspondant à chacune d'elles, le cas échéant.

Article L.151-6-2 du Code de l'urbanisme :

Les orientations d'aménagement et de programmation définissent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur les continuités écologiques.

Article L.151-7 du Code de l'urbanisme :

I. – Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :

1^o Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain, favoriser la densification et assurer le développement de la commune ;

2^o Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;

3^o (Abrogé) ;

4^o Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, renaturer, restructurer ou aménager ;

5^o Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;

6^o Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L.151-35 et L.151-36 ;

7^o Définir les actions et opérations nécessaires pour protéger les franges urbaines et rurales. Elles peuvent définir les conditions dans lesquelles les projets de construction et d'aménagement situés en limite d'un espace agricole intègrent un espace de transition végétalisé

non artificialisé entre les espaces agricoles et les espaces urbanisés, ainsi que la localisation préférentielle de cet espace de transition.

II. – En zone de montagne, ces orientations définissent la localisation, la nature et la capacité globale d'accueil et d'équipement des unités touristiques nouvelles locales.

III. – Dans les zones exposées au recul du trait de côte, les orientations d'aménagement et de programmation peuvent définir les actions et les opérations, ainsi que leur échéancier prévisionnel, nécessaires pour réorganiser le territoire au regard de la disparition progressive des aménagements, des équipements, des constructions et des installations.

Article L.151-7-1 du Code de l'urbanisme :

Outre les dispositions prévues à l'article L.151-7, dans les zones d'aménagement concerté, les orientations d'aménagement et de programmation peuvent :

1° Définir la localisation et les caractéristiques des espaces publics à conserver, à modifier ou à créer ;

2° Définir la localisation prévue pour les principaux ouvrages publics, les installations d'intérêt général et les espaces verts.

Article L.151-7-2 du Code de l'urbanisme :

Lorsque l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou la commune est compétent en matière de plan local d'urbanisme et pour approuver le dossier de création de la zone d'aménagement concerté, la délibération d'approbation du plan local d'urbanisme contenant des orientations d'aménagement et de programmation peut valoir acte de création de la zone d'aménagement concerté, selon des conditions définies par décret en Conseil d'État.

D) Le règlement

Le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du Code de l'urbanisme et portant modernisation du contenu des plans locaux d'urbanisme détaille et précise les différentes modalités d'expression de la règle offertes aux auteurs de PLU pour une meilleure adaptation du règlement d'urbanisme aux réalités locales et aux exigences du projet de territoire. La création d'une sous-section du Code de l'urbanisme dédiée au contenu du règlement, des règles et des documents graphiques a pour objet de rappeler la constitution du règlement aux auteurs et utilisateurs du PLU, et de les guider vers les nouveaux attendus :

- le règlement contient exclusivement les règles générales et servitudes d'utilisation des sols destinées à la mise en œuvre du projet d'aménagement et de développement durables (R.151-9) ;
- les règles peuvent être écrites et graphiques (R.151-11) ;
- les diverses possibilités de modalités d'écriture de la règle sont déclinées pour répondre au mieux aux enjeux locaux : les règles peuvent consister à définir de façon qualitative un résultat à atteindre, dès lors que le résultat attendu est exprimé de façon précise et vérifiable (R.151-12). Les règles générales peuvent être assorties de règles alternatives qui en permettent une application circonstanciée à des conditions locales particulières (R.151-13).

Le rôle du règlement est de traduire des objectifs stratégiques définis dans le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du PLU.

Article L.151-8 du Code de l'urbanisme :

Le règlement fixe, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés aux articles L.101-1 à L.101-3.

a) Affectation des sols et destination des constructions

Article L.151-9 du Code de l'urbanisme :

Le règlement délimite les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger.

Il peut préciser l'affectation des sols selon les usages principaux qui peuvent en être faits ou la nature des activités qui peuvent y être exercées et également prévoir l'interdiction de construire.

Il peut définir, en fonction des situations locales, les règles concernant la destination et la nature des constructions autorisées.

Article L.151-10 du Code de l'urbanisme :

Le règlement peut délimiter les secteurs dans lesquels la délivrance du permis de construire peut être subordonnée à la démolition de tout ou partie des bâtiments existants sur le terrain où l'implantation de la construction est envisagée.

Article L.151-11 du Code de l'urbanisme :

I. – Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières, le règlement peut :

1° Autoriser les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;

2° Désigner, en dehors des secteurs mentionnés à l'article L.151-13, les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le changement de destination est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévue à l'article L.112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, et, en zone naturelle, à l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

II. – Dans les zones agricoles ou forestières, le règlement peut autoriser les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. L'autorisation d'urbanisme est soumise pour avis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Article L.151-12 du Code de l'urbanisme :

Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières et en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Les dispositions du règlement prévues au présent article sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L.112-1 du code rural et de la pêche maritime.

Article L.151-13 du Code de l'urbanisme :

Le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :

1° Des constructions ;

2° Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

3° Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L.112-1 du code rural et de la pêche maritime.

Leur caractère exceptionnel s'apprécie, entre autres critères, en fonction des caractéristiques du territoire, du type d'urbanisation du secteur, de la distance entre les constructions ou de la desserte par les réseaux ou par les équipements collectifs.

Article L.151-14 du Code de l'urbanisme :

Le règlement peut délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels les programmes de logements comportent une proportion de logements d'une taille minimale qu'il fixe.

Article L.151-15 du Code de l'urbanisme :

Le règlement peut délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme est affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale.

Article L.151-16 du Code de l'urbanisme :

Le règlement peut identifier et délimiter les quartiers, îlots et voies dans lesquels est préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers les commerces de détail et de proximité, et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer cet objectif.

Il peut également délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels la préservation ou le développement d'infrastructures et d'équipements logistiques est nécessaire et

définir, le cas échéant, la nature de ces équipements ainsi que les prescriptions permettant d'assurer cet objectif.

L'arrêté du 10 novembre 2016 définit les destinations et sous-destinations de constructions pouvant être réglementées par le règlement national d'urbanisme et les règlements des PLU (R.151-27) :

La destination de constructions « exploitation agricole et forestière » comprend deux sous-destinations :

- « exploitation agricole » qui recouvrent les constructions destinées à l'exercice d'une activité agricole ou pastorale et notamment les constructions destinées au logement du matériel, des animaux et des récoltes ;
- « exploitation forestière » qui recouvre les constructions et entrepôts notamment de stockage du bois, des véhicules et des machines permettant l'exploitation forestière.

La destination de constructions « habitation » comprend deux sous-destinations :

- « **logement** » qui recouvre les constructions destinées au logement principal secondaire ou occasionnel des ménages à l'exclusion des hébergements couverts par la sous-destination « hébergement ». La sous-destination logement recouvre notamment les maisons individuelles et les immeubles collectifs ;
- « **hébergement** » qui recouvre les constructions destinées à l'hébergement dans les résidences ou foyers avec service. Cette sous-destination recouvre notamment les maisons de retraite, les résidences universitaires, les foyers de travailleurs et les résidences autonomie.

La destination de constructions « commerce et activité de service » comprend six sous-destinations :

- « **artisanat et commerce de détail** » qui recouvre les constructions commerciales destinées à la présentation et vente de bien directe à une clientèle ainsi que les constructions artisanales destinées principalement à la vente de bien ou services ;
- « **restauration** » qui recouvre les constructions destinées à la restauration ouverte à la vente directe pour une clientèle commerciale ;
- « **commerce de gros** » qui recouvre les constructions destinées à la présentation et la vente de bien pour une clientèle professionnelle ;
- « **activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle** » qui recouvre les constructions destinées à l'accueil d'une clientèle pour la conclusion directe de contrat de vente de services ou de prestations de services et accessoirement la présentation de biens ;
- « **hébergement hôtelier et touristique** » qui recouvre les constructions destinées à l'hébergement temporaire de courte ou moyenne durée proposant un service commercial ;
- « **cinéma** » qui recouvre toute construction répondant à la définition d'établissement de spectacles cinématographiques mentionnée à l'article L.212-1 du code du cinéma et de l'image animée accueillant une clientèle commerciale.

La destination de constructions « équipements d'intérêt collectif et services publics » comprend six sous-destinations :

- « **locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés** » qui recouvre les constructions destinées à assurer une mission de service public. Ces constructions peuvent être fermées au public ou ne prévoir qu'un accueil limité du public. Cette sous-destination comprend notamment les constructions de l'État, des collectivités territoriales, de leurs groupements ainsi que les constructions des autres personnes morales investies d'une mission de service public ;

- **« locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés »** qui recouvre les constructions des équipements collectifs de nature technique ou industrielle. Cette sous-destination comprend notamment les constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics, les constructions techniques conçues spécialement pour le fonctionnement de réseaux ou de services urbains, les constructions industrielles concourant à la production d'énergie ;
- **« établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale »** qui recouvre les équipements d'intérêts collectifs destinés à l'enseignement ainsi que les établissements destinés à la petite enfance, les équipements d'intérêts collectifs hospitaliers, les équipements collectifs accueillant des services sociaux, d'assistance, d'orientation et autres services similaires ;
- **« salles d'art et de spectacles »** qui recouvre les constructions destinées aux activités créatives, artistiques et de spectacle, musées et autres activités culturelles d'intérêt collectif.
- **« équipements sportifs »** qui recouvre les équipements d'intérêts collectifs destinés à l'exercice d'une activité sportive. Cette sous-destination comprend notamment les stades, les gymnases ainsi que les piscines ouvertes au public ;
- **« autres équipements recevant du public »** qui recouvre les équipements collectifs destinés à accueillir du public afin de satisfaire un besoin collectif ne répondant à aucune autre sous-destination définie au sein de la destination « équipements d'intérêt collectif et services publics ». Cette sous-destination recouvre notamment les lieux de culte, les salles polyvalentes, les aires d'accueil des gens du voyage.

La destination de constructions « autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire » comprend les quatre sous-destinations suivantes :

- **« industrie »** qui recouvre les constructions destinées à l'activité extractive et manufacturière du secteur primaire, les constructions destinées à l'activité industrielle du secteur secondaire ainsi que les constructions artisanales du secteur de la construction ou de l'industrie. Cette sous-destination recouvre notamment les activités de production, de construction ou de réparation susceptibles de générer des nuisances ;
- **« entrepôt »** qui recouvre les constructions destinées au stockage des biens ou à la logistique ;
- **« bureau »** qui recouvre les constructions destinées aux activités de direction et de gestion des entreprises des secteurs primaires, secondaires et tertiaires ;
- **« centre de congrès et d'exposition »** qui recouvre les constructions destinées à l'événementiel polyvalent, l'organisation de salons et forums à titre payant.

b) Qualité urbaine, architecturale, environnementale paysagère

Article L.151-17 du Code de l'urbanisme :

Le règlement peut définir, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions.

Article L.151-18 du Code de l'urbanisme :

Le règlement peut déterminer des règles concernant l'aspect extérieur des constructions neuves, rénovées ou réhabilitées, leurs dimensions, leurs conditions d'alignement sur la voirie et de distance minimale par rapport à la limite séparative et l'aménagement de leurs abords, afin de contribuer à la qualité architecturale, urbaine et paysagère, à la mise en valeur du patrimoine et à l'insertion des constructions dans le milieu environnant.

Article L.151-19 du Code de l'urbanisme :

Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et identifier, localiser et délimiter les quartiers, îlots, immeubles bâtis ou non bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation leur conservation ou leur restauration. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L.421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.

Article L.151-20 du Code de l'urbanisme :

Dans les secteurs bâtis des zones urbaines issus d'une opération d'aménagement d'ensemble d'un domaine boisé, antérieure au XXe siècle, et ayant conservé leur caractère remarquable de parc, le règlement peut comporter des dispositions réglementant la surface de plancher des constructions en fonction de la taille des terrains si la préservation de la qualité des boisements et espaces verts le justifie.

Article L.151-21 du Code de l'urbanisme :

Le règlement peut définir des secteurs dans lesquels il impose aux constructions, travaux, installations et aménagements de respecter des performances énergétiques et environnementales renforcées qu'il définit. À ce titre, il peut imposer une production minimale d'énergie renouvelable, le cas échéant, en fonction des caractéristiques du projet et de la consommation des sites concernés. Cette production peut être localisée dans le bâtiment, dans le même secteur ou à proximité de celui-ci.

Article L.151-22 du Code de l'urbanisme :

I. – Le règlement peut imposer une part minimale de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables, éventuellement pondérées en fonction de leur nature, afin de contribuer au maintien de la biodiversité et de la nature en ville.

II. – Dans les communes appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants figurant sur la liste prévue à l'article 232 du code général des impôts et dans les communes de plus de 15 000 habitants en forte croissance démographique figurant sur la liste prévue au dernier alinéa du II de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation, le règlement définit, dans les secteurs qu'il délimite, une part minimale de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables, selon les modalités prévues au I du présent article.

III. – Les dispositions des règlements des plans locaux d'urbanisme prises en application des I et II s'appliquent aux projets soumis à autorisation d'urbanisme au titre du présent code, à l'exclusion des projets de rénovation, de réhabilitation ou de changement de destination des bâtiments existants qui n'entraînent aucune modification de l'emprise au sol.

Article L.151-23 du Code de l'urbanisme :

Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L.421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.

Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent.

Article L.151-24 du Code de l'urbanisme :

Le règlement peut délimiter les zones mentionnées à l'article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales concernant l'assainissement et les eaux pluviales.

Article L.151-25 du Code de l'urbanisme :

Dans les zones à protéger en raison de la qualité de leurs paysages, le règlement peut déterminer les conditions dans lesquelles les possibilités de construction résultant des règles qu'il fixe pour l'ensemble de la zone pourront être transférées en vue de favoriser un regroupement des constructions sur d'autres terrains situés dans un ou plusieurs secteurs de la même zone.

Dans ces secteurs, les constructions ne sont autorisées qu'après de tels transferts, les possibilités de construire propres aux terrains situés dans ces secteurs s'ajoutant alors aux possibilités transférées.

Le règlement fixe la densité maximale de construction dans ces secteurs.

En cas de transfert, la totalité du terrain dont les possibilités de construction sont transférées est frappée de plein droit d'une servitude administrative d'interdiction de construire constatée par un acte authentique publié au fichier immobilier. Cette servitude ne peut être levée que par décret pris sur avis conforme du Conseil d'État.

Article L.151-26 du Code de l'urbanisme :

Le règlement peut imposer, dans des secteurs qu'il délimite au sein des secteurs situés à proximité des transports collectifs, existants ou programmés, une densité minimale de constructions.

Article L.151-27 du Code de l'urbanisme :

Dans les zones d'aménagement concerté, le règlement peut déterminer la surface de plancher dont la construction est autorisée dans chaque îlot, en fonction, le cas échéant, de la nature et de la destination des bâtiments.

Dans lesdites zones, le règlement peut aussi déterminer une densité minimale de constructions, le cas échéant déclinée par secteur.

Article L.151-28 du Code de l'urbanisme :

Le règlement du plan local d'urbanisme ou du document d'urbanisme en tenant lieu peut prévoir, dans le respect des autres règles établies par le document et notamment les servitudes d'utilité publique visées à l'article L.151-43 et sous réserve des dispositions de l'article L.151-29 :

1° Des secteurs situés dans les zones urbaines à l'intérieur desquels un dépassement des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol est autorisé pour permettre l'agrandissement ou la construction de bâtiments à usage d'habitation. Ce dépassement, fixé pour chaque secteur, ne peut excéder 20 % pour chacune des règles concernées. L'application du dépassement ainsi autorisé ne peut conduire à la création d'une surface de plancher supérieure de plus de 20 % à la surface de plancher existante ;

2° Des secteurs à l'intérieur desquels la réalisation de programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux au sens de l'article L.302-5 du Code de la construction et de l'habitation bénéficie d'une majoration du volume constructible tel qu'il résulte des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol. Cette majoration, fixée pour chaque secteur, ne peut excéder 50 %. Pour chaque opération, elle ne peut être supérieure au rapport entre le nombre de logements locatifs sociaux et le nombre total des logements de l'opération ;

3° Dans les zones urbaines ou à urbaniser, un dépassement des règles relatives au gabarit qui peut être modulé mais ne peut excéder 30 %, pour les constructions faisant preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale ou qui sont à énergie positive. Un décret en Conseil d'État détermine les conditions d'application de la majoration ;

4° Des secteurs à l'intérieur desquels la réalisation de programmes de logements comportant des logements intermédiaires, définis à l'article L.302-16 du code de la construction et de l'habitation, bénéficie d'une majoration du volume constructible qui résulte des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol. Cette majoration, fixée pour chaque secteur, ne peut excéder 30 %. Pour chaque opération, elle ne peut être supérieure au rapport entre le nombre de logements intermédiaires et le nombre total de logements de l'opération.

Article L.151-29 du Code de l'urbanisme :

Les dispositions du 1° de l'article L.151-28 ne sont pas applicables dans les zones A, B et C des plans d'exposition au bruit mentionnées à l'article L.112-7.

Le dépassement prévu au 3° de l'article L.151-28 ne peut excéder 20 % sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ou protégé au titre des abords définis au titre II du livre VI du code du patrimoine, dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable classé en application du titre III du même livre VI, dans un site inscrit ou classé en application des articles L.341-1 et L.341-2 du code de l'environnement, à l'intérieur du cœur d'un parc national délimité en application de l'article L.331-2 du même code ou sur un immeuble protégé en application de l'article L.151-19 du présent code. Il ne peut permettre de déroger aux servitudes d'utilité publique mentionnées à l'article L.151-43.

La majoration prévue au 4° de l'article L.151-28 ne s'applique pas aux logements mentionnés à l'article 199 novovicies du code général des impôts.

L'application du 1° de l'article L.151-28 est exclusive de celle des 2° à 4° du même article.

L'application combinée des 2° à 4° de l'article L.151-28 ne peut conduire à autoriser un dépassement de plus de 50 % du volume autorisé par le gabarit de la construction.

Article L.151-29-1 du Code de l'urbanisme :

Les projets soumis à autorisation de construire bénéficiant d'une dérogation accordée en application des 2° et 3° de l'article L.151-28 et dont la réalisation présente un intérêt public du point de vue de la qualité ainsi que de l'innovation ou de la création architecturales peuvent obtenir une dérogation supplémentaire, selon le cas, soit du volume constructible, soit des règles relatives au gabarit, dans les limites fixées au présent article.

Les projets soumis à autorisation de construire bénéficiant d'une dérogation accordée en application du 4° du même article L. 151-28 et dont la réalisation présente un intérêt public du point de vue de la qualité ainsi que de l'innovation ou de la création architecturales peuvent obtenir une dérogation supplémentaire, selon le cas, soit de l'emprise au sol, soit de la hauteur, dans les limites fixées au présent article.

L'autorité compétente pour délivrer l'autorisation de construire peut, par décision motivée, après avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture mentionnée à l'article L.611-2 du code du patrimoine, accorder les dérogations supplémentaires prévues au présent article, dans la limite de 5 %.

Article L.151-30 du Code de l'urbanisme :

Lorsque le règlement prévoit des obligations en matière de stationnement des véhicules motorisés, il fixe des obligations suffisantes pour les vélos pour les immeubles d'habitation et de bureaux, dans le respect des conditions prévues à l'article L.113-18 du Code de la construction et de l'habitation.

Article L.151-31 du Code de l'urbanisme :

Lorsque le règlement impose la réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés, cette obligation est réduite de 15 % au minimum en contrepartie de la mise à disposition de véhicules électriques munis d'un dispositif de recharge adapté ou de véhicules propres en auto-partage.

Article L.151-32 du Code de l'urbanisme :

Lorsque les conditions de desserte par les transports publics réguliers le permettent, le règlement peut fixer un nombre maximal d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés à réaliser lors de la construction de bâtiments destinés à un usage autre que d'habitation.

Article L.151-33 du Code de l'urbanisme :

Lorsque le règlement impose la réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés, celles-ci peuvent être réalisées sur le terrain d'assiette ou dans son environnement immédiat.

Lorsque le bénéficiaire du permis ou de la décision de non-opposition à une déclaration préalable ne peut pas satisfaire aux obligations résultant du premier alinéa, il peut être tenu quitte de ces obligations en justifiant, pour les places qu'il ne peut réaliser lui-même, soit de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation et situé à proximité de l'opération, soit de l'acquisition ou de la concession de places dans un parc privé de stationnement répondant aux mêmes conditions.

Lorsqu'une aire de stationnement a été prise en compte dans le cadre d'une concession à long terme ou d'un parc privé de stationnement, au titre des obligations prévues aux articles L.151-30 et L.151-32, elle ne peut plus être prise en compte, en tout ou en partie, à l'occasion d'une nouvelle autorisation.

Article L.151-33-1 du Code de l'urbanisme :

Le règlement peut imposer la réalisation d'aires de livraisons permettant de tenir compte des besoins logistiques liés à l'utilisation de la construction.

Article L.151-34 du Code de l'urbanisme :

Le règlement peut ne pas imposer la réalisation d'aires de stationnement lors de la construction :

1° De logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'État ;

1° bis De logements locatifs intermédiaires mentionnés à l'article L.302-16 du code de la construction et de l'habitation ;

2° Des établissements assurant l'hébergement des personnes âgées mentionnés au 6° du I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

3° Des résidences universitaires mentionnées à l'article L.631-12 du code de la construction et de l'habitation.

Article L.151-35 du Code de l'urbanisme :

Il ne peut, nonobstant toute disposition du plan local d'urbanisme, être exigé pour les constructions destinées à l'habitation mentionnées aux 1° à 3° de l'article L.151-34 la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement.

Toutefois, lorsque les logements mentionnés aux 1° à 3° de l'article L.151-34 sont situés à moins de cinq cents mètres d'une gare ou d'une station de transport public guidé ou de transport collectif en site propre et que la qualité de la desserte le permet, il ne peut, nonobstant toute disposition du plan local d'urbanisme, être exigé la réalisation de plus de 0,5 aire de stationnement par logement.

L'obligation de réaliser des aires de stationnement n'est pas applicable aux travaux de transformation ou d'amélioration de bâtiments affectés à des logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'État, y compris dans le cas où ces travaux s'accompagnent de la création de surface de plancher, dans la limite d'un plafond fixé par décret en Conseil d'État.

Pour la mise en œuvre des plafonds mentionnés aux premier et deuxième alinéas, la définition des établissements assurant l'hébergement des personnes âgées et des résidences universitaires mentionnés aux 2° et 3° de l'article L.151-34 est précisée par décret en Conseil d'État.

Article L.151-36 du Code de l'urbanisme :

Pour les constructions destinées à l'habitation, autres que celles mentionnées aux 1° à 3° de l'article L.151-34, situées à moins de cinq cents mètres d'une gare ou d'une station de transport public guidé ou de transport collectif en site propre et dès lors que la qualité de la desserte le permet, il ne peut, nonobstant toute disposition du plan local d'urbanisme, être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement.

Article L.151-36-1 du Code de l'urbanisme :

Nonobstant toute disposition du plan local d'urbanisme, l'obligation de réaliser des aires de stationnement n'est pas applicable aux travaux de transformation ou d'amélioration effectués sur des logements existants qui n'entraînent pas de création de surface de plancher supplémentaire, lorsque ces logements sont situés dans une commune appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants figurant sur la liste prévue à l'article 232 du code général des impôts ou dans une commune de plus de 15 000 habitants en forte croissance démographique figurant sur la liste prévue au dernier alinéa du II de l'article L.302-5 du code de la construction et de l'habitation.

Article L.151-37 du Code de l'urbanisme :

Le plan local d'urbanisme peut augmenter le plafond défini à l'article L.111-19 pour le fixer à un niveau compris entre les trois quarts et la totalité de la surface de plancher affectée au commerce.

Article L.151-38 du Code de l'urbanisme :

Le règlement peut préciser le tracé et les caractéristiques des voies de circulation à conserver, à modifier ou à créer, y compris les rues ou sentiers piétonniers et les itinéraires cyclables, les voies et espaces réservés au transport public.

Il peut également délimiter les zones qui sont ou peuvent être aménagées en vue de la pratique du ski et les secteurs réservés aux remontées mécaniques en indiquant, le cas échéant, les équipements et aménagements susceptibles d'y être prévus.

Article L.151-39 du Code de l'urbanisme :

Le règlement peut fixer les conditions de desserte par les voies et réseaux des terrains susceptibles de recevoir des constructions ou de faire l'objet d'aménagements.

Article L.151-40 du Code de l'urbanisme :

Le règlement peut imposer aux constructions, travaux, installations et aménagements dans les secteurs qu'il ouvre à l'urbanisation de respecter, en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques, des critères de qualité renforcés, qu'il définit.

Article L.151-41 du Code de l'urbanisme :

Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

1° Des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics dont il précise la localisation et les caractéristiques ;

2° Des emplacements réservés aux installations d'intérêt général à créer ou à modifier ;

3° Des emplacements réservés aux espaces verts à créer ou à modifier ou aux espaces nécessaires aux continuités écologiques ;

4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements qu'il définit ;

5° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des servitudes interdisant, sous réserve d'une justification particulière, pour une durée au plus de cinq ans dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global, les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement. Ces servitudes ne peuvent avoir pour effet d'interdire les travaux ayant pour objet l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension limitée des constructions existantes.

6° Des emplacements réservés à la relocalisation d'équipements, de constructions et d'installations exposés au recul du trait de côte, en dehors des zones touchées par ce recul.

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements.

Article L.151-42 du Code de l'urbanisme :

Dans les zones d'aménagement concerté, le règlement peut préciser :

1° La localisation et les caractéristiques des espaces publics à conserver, à modifier ou à créer ;

2° La localisation prévue pour les principaux ouvrages publics, les installations d'intérêt général et les espaces verts.

2.3. Association ou consultations de différentes personnes publiques ou autres organismes

Article L.132-7 du Code de l'urbanisme :

L'État, les régions, les départements, les autorités organisatrices prévues à l'article L.1231-1 du code des transports, les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de programme local de l'habitat, les collectivités territoriales ou les établissements publics mentionnés à l'article L.312-3 du présent code, les établissements publics chargés d'une opération d'intérêt national ainsi que les organismes de gestion des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux sont associés à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme dans les conditions définies aux titres IV et V.

Il en est de même des chambres de commerce et d'industrie territoriales, des chambres de métiers, des chambres d'agriculture et, dans les communes littorales au sens de l'article L.321-2 du code de l'environnement, des sections régionales de la conchyliculture. Ces organismes assurent les liaisons avec les organisations professionnelles intéressées.

Il en est de même du gestionnaire d'infrastructure ferroviaire ayant au moins un passage à niveau ouvert au public dans l'emprise du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme.

Article L.132-9 du Code de l'urbanisme :

Pour l'élaboration des plans locaux d'urbanisme sont également associés, dans les mêmes conditions :

1° Les syndicats d'agglomération nouvelle ;

2° L'établissement public chargé de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation du schéma de cohérence territoriale lorsque le territoire objet du plan est situé dans le périmètre de ce schéma ;

3° Les établissements publics chargés de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation des schémas de cohérence territoriale limitrophes du territoire objet du plan lorsque ce territoire n'est pas couvert par un schéma de cohérence territoriale.

Article L.132-11 du Code de l'urbanisme :

Les personnes publiques associées :

1° Reçoivent notification de la délibération prescrivant l'élaboration du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme ;

2° Peuvent, tout au long de cette élaboration, demander à être consultées sur le projet de schéma de cohérence territoriale ou de plan local d'urbanisme ;

3° Émettent un avis, qui est joint au dossier d'enquête publique, sur le projet de schéma ou de plan arrêté.

Article L.132-13 du Code de l'urbanisme :

Pour l'élaboration des plans locaux d'urbanisme, sont consultés à leur demande :

1° Les associations locales d'usagers agréées dans des conditions définies par décret en Conseil d'État ;

2° Les associations de protection de l'environnement agréées mentionnées à l'article L.141-1 du code de l'environnement ;

3° L'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune en charge de l'élaboration du plan est membre, lorsque cet établissement n'est pas compétent en matière de plan local d'urbanisme ;

4° Les établissements publics de coopération intercommunale voisins compétents en matière d'élaboration du plan d'urbanisme ;

5° Le représentant de l'ensemble des organismes mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ;

6° Les représentants des professions et des usagers des voies et modes de transport ainsi que les associations de personnes handicapées ou dont la mobilité est réduite lorsque le plan local d'urbanisme tient lieu de plan de mobilité ;

7° Les communes limitrophes.

Article L.132-16 du Code de l'urbanisme :

Les dépenses exposées par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale pour les études, l'élaboration, la modification et la révision de leurs documents d'urbanisme ainsi que pour la numérisation du cadastre sont inscrites en section d'investissement de leur budget.

Elles ouvrent droit aux attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.

2.4. Documents d'urbanisme applicables aux territoires frontaliers

Article L.131-10 du Code de l'urbanisme :

Les documents d'urbanisme applicables aux territoires frontaliers prennent en compte l'occupation des sols dans les territoires des États limitrophes.

Article L.104-7 du Code de l'urbanisme :

Les documents d'urbanisme mentionnés aux articles L.104-1 et L.104-2 dont la mise en œuvre est susceptible de produire des effets notables sur l'environnement d'un autre État membre de l'Union européenne sont transmis aux autorités de cet État, à la demande de celles-ci ou à l'initiative des autorités françaises. L'autorité compétente pour approuver un des documents d'urbanisme mentionnés aux articles L.104-1 et L.104-2 en informe le public, l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement et, le cas échéant, les autorités des autres États membres de l'Union européenne consultés, et met à leur disposition le rapport de présentation établi en application des articles L.104-4 et L.104-5, qui comporte notamment des indications relatives à la manière dont il a été tenu compte des consultations auxquelles il a été procédé ainsi que les motifs qui ont fondé les choix opérés par le plan ou le document, compte tenu des diverses solutions envisagées.

L'État intéressé est invité à donner son avis dans un délai fixé par décret en Conseil d'État.

Article R.104-26 du Code de l'urbanisme :

Lorsqu'un document d'urbanisme mentionné à la section 1 en cours d'élaboration est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'un autre État membre de l'Union européenne, ou lorsque cet autre État en fait la demande, l'autorité compétente transmet un exemplaire du dossier sur lequel est consulté le public aux autorités de cet État, en leur indiquant le délai qui ne peut dépasser trois mois dont elles disposent pour formuler leur avis. En l'absence de réponse dans ce délai, l'avis est réputé émis.

L'autorité compétente en informe le ministre des affaires étrangères.

Lorsque l'autorité n'est pas un service de l'État, elle saisit le préfet qui procède à la transmission.

Ces dispositions ne font pas obstacle aux consultations prévues à l'article R.132-5.

Convention d'Espoo :

La République Fédérale d'Allemagne, la République Française et la Confédération Helvétique ont ratifié la convention de la Commission Économique pour l'Europe de l'ONU sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière conclue le 25 février 1991 (dite Convention d'Espoo).

les États frontaliers concernés doivent notifier à leurs voisins concernés tout projet majeur à l'étude s'il est susceptible d'avoir un impact transfrontalier significatif et préjudiciable à l'environnement.

A ce titre, le préfet transmettra aux états allemands et suisses les projets des collectivités transfrontalières lorsqu'elles sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'environnement des états voisins.

2.5. L'élaboration du PLU

Article L.153-8 du Code de l'urbanisme :

Le plan local d'urbanisme est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de :

1° L'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale, en collaboration avec les communes membres. L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale arrête les modalités de cette collaboration après avoir réuni une conférence intercommunale rassemblant, à l'initiative de son président, l'ensemble des maires des communes membres ;

2° La commune lorsqu'elle n'est pas membre d'un tel établissement public, le cas échéant en collaboration avec l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.

Article L.153-9 du Code de l'urbanisme :

I. – L'établissement public de coopération intercommunale mentionné au 1° de l'article L.153-8 peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence. Lorsque la procédure a été engagée par une commune, l'accord de celle-ci est requis. L'établissement public de coopération intercommunale se substitue de plein droit à la commune ou à l'ancien établissement public de coopération intercommunale dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée avant la date de sa création, de sa fusion, de la modification de son périmètre ou du transfert de la compétence.

II. – L'établissement public de coopération intercommunale mentionné au I de l'article L.153-6 peut également délibérer pour étendre à la totalité de son territoire une procédure d'élaboration ou de révision, en application du 1° de l'article L.153-31, d'un plan local d'urbanisme intercommunal engagée avant la date du transfert de cette compétence, de la modification de son périmètre ou de sa création, y compris lorsque celle-ci résulte d'une fusion. Cette possibilité est ouverte si le projet de plan local d'urbanisme intercommunal n'a pas été arrêté. Cette délibération précise, s'il y a lieu, les modifications apportées aux objectifs définis dans la délibération initiale et expose les modalités de concertation complémentaires prévues. Cette délibération est notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9. Un débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables est organisé au sein du nouvel établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent, dans les conditions prévues à l'article L.153-12, avant l'arrêt du projet de plan local d'urbanisme intercommunal étendu à l'ensemble de son territoire.

L'établissement public de coopération intercommunale peut, dans les mêmes conditions qu'au premier alinéa du présent II, fusionner deux ou plusieurs procédures d'élaboration ou de révision de plans locaux d'urbanisme intercommunaux.

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu préexistants continuent le cas échéant à bénéficier des reports de délais mentionnés aux articles L.174-5 et L.175-1 jusqu'à l'approbation du plan local d'urbanisme intercommunal, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2019.

Article L.153-10 du Code de l'urbanisme :

La commune nouvelle compétente en matière de plan local d'urbanisme ou de document en tenant lieu peut décider d'achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'ur-

banisme ou de document en tenant lieu applicable sur le territoire des anciennes communes qui aurait été engagée avant la date de création de la commune nouvelle. La commune nouvelle se substitue de plein droit aux anciennes communes dans tous les actes et délibérations afférents aux procédures engagées avant la date de sa création.

A) Prescription

Article L.153-11 du Code de l'urbanisme :

L'autorité compétente mentionnée à l'article L.153-8 prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme et précise les objectifs poursuivis et les modalités de concertation, conformément à l'article L.103-3.

La délibération prise en application de l'alinéa précédent est notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9.

L'autorité compétente peut décider de surseoir à statuer, dans les conditions et délai prévus à l'article L.424-1, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan dès lors qu'a eu lieu le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable.

B) Débat

Article L.153-12 du Code de l'urbanisme :

Un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux ou du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L.151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme.

Lorsque le plan local d'urbanisme est élaboré par un établissement public de coopération intercommunale, le débat prévu au premier alinéa du présent article au sein des conseils municipaux des communes membres est réputé tenu s'il n'a pas eu lieu au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme.

Article L.153-13 du Code de l'urbanisme :

Lorsque le plan local d'urbanisme est élaboré par une commune qui n'est ni membre d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme ni membre d'une autorité organisatrice au sens de l'article L.1231-1 du Code des transports et qui est située à moins de quinze kilomètres de la périphérie d'une agglomération de plus de 50 000 habitants, le maire recueille l'avis de l'autorité organisatrice au sens de l'article L.1231-1 du Code des transports sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables.

Le présent article n'est pas applicable aux communes situées en Île-de-France.

C) Arrêt du projet de PLU

Article L.153-14 du Code de l'urbanisme :

L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal arrête le projet de plan local d'urbanisme.

Article L.153-15 du Code de l'urbanisme :

Lorsque l'une des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau.

Lorsque le projet de plan local d'urbanisme est modifié pour tenir compte de cet avis et que la commune consultée sur cette modification émet un avis favorable ou n'émet pas d'avis dans un délai de deux mois, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale arrête le projet modifié à la majorité des suffrages exprimés. Dans tous les autres cas, le projet de plan local d'urbanisme est arrêté à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Article L.153-16 du Code de l'urbanisme :

Le projet de plan arrêté est soumis pour avis :

1° Aux personnes publiques associées à son élaboration mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 ;

2° A la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L.112-1-1 du code rural et de la pêche maritime lorsque le projet de plan local d'urbanisme couvre une commune ou un établissement public de coopération intercommunale situés en dehors du périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé et a pour conséquence une réduction des surfaces des espaces naturels, agricoles et forestiers ;

3° Au comité régional de l'habitat et de l'hébergement prévu à l'article L.364-1 du code de la construction et de l'habitation lorsque le projet de plan local d'urbanisme tient lieu de programme local de l'habitat ;

4° A la formation spécialisée de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, lorsque le projet de plan local d'urbanisme prévoit la réalisation d'une ou plusieurs unités touristiques nouvelles locales dans les conditions prévues au II de l'article L.151-7 du présent code. L'avis porte uniquement sur les unités touristiques locales.

Article L.153-17 du Code de l'urbanisme :

Le projet de plan arrêté est également soumis à leur demande :

1° Aux communes limitrophes ;

2° Aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés ;

3° A la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévue à l'article L.112-1-1 du Code rural et de la pêche maritime.

D) Enquête publique

Article L.153-19 du Code de l'urbanisme :

Le projet de plan local d'urbanisme arrêté est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire.

Article L.153-20 du Code de l'urbanisme :

Lorsque l'enquête concerne une zone d'aménagement concerté, elle vaut enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux prévus dans la zone à condition que le dossier soumis à l'enquête comprenne les pièces requises par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

E) Approbation du PLU

Article L.153-21 du Code de l'urbanisme :

À l'issue de l'enquête, le plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par :

1° L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à la majorité des suffrages exprimés après que les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire ou de la commission d'enquête aient été présentés lors d'une conférence intercommunale rassemblant les maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale et, le cas échéant, après que l'avis des communes sur le plan de secteur qui couvre leur territoire a été recueilli ;

2° Le conseil municipal dans le cas prévu au 2° de l'article L.153-8.

Article L.153-22 du Code de l'urbanisme :

Le plan local d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public.

F) Caractère exécutoire du PLU

Article L.153-23 du Code de l'urbanisme :

Lorsque le plan local d'urbanisme porte sur un territoire couvert par un schéma de cohérence territoriale approuvé, il est exécutoire dès lors qu'il a été publié et transmis à l'autorité administrative compétente de l'État dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Article L.153-24 du Code de l'urbanisme :

Lorsque le plan local d'urbanisme porte sur un territoire qui n'est pas couvert par un schéma de cohérence territoriale approuvé, ou lorsqu'il comporte des dispositions tenant lieu de programme local de l'habitat, il est publié et transmis à l'autorité administrative compétente de l'État dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales. Il devient exécutoire à l'issue d'un délai d'un mois à compter de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'État.

Article L.153-25 du Code de l'urbanisme :

Lorsque le plan local d'urbanisme porte sur un territoire qui n'est pas couvert par un schéma de cohérence territoriale approuvé, l'autorité administrative compétente de l'État notifie, dans le délai d'un mois prévu à l'article L.153-24, par lettre motivée à l'établissement public de coopération intercommunale ou à la commune, les modifications qu'il estime nécessaire d'apporter au plan lorsque les dispositions de celui-ci :

1° Ne sont pas compatibles avec les prescriptions particulières de massif prévues à l'article L.122-26 et, en l'absence de celles-ci, avec les dispositions particulières aux zones de montagne et au littoral mentionnées à l'article L.131-1 ;

2° Compromettent gravement les principes énoncés à l'article L.101-2, sont contraires à un projet d'intérêt général, autorisent une consommation excessive de l'espace, notamment en ne prévoyant pas la densification des secteurs desservis par les transports ou les équipements collectifs, ou ne prennent pas suffisamment en compte les enjeux relatifs à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques ;

3° Font apparaître des incompatibilités manifestes avec l'utilisation ou l'affectation des sols des communes voisines ;

4° Sont manifestement contraires au programme d'action de la zone de protection naturelle, agricole et forestière du plateau de Saclay visé à l'article L.123-25 ;

5° Comprennent des dispositions applicables aux entrées de ville incompatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité urbaine, architecturale et paysagère ;

6° Sont de nature à compromettre la réalisation d'un programme local de l'habitat, d'un schéma de cohérence territoriale, d'un schéma de secteur ou d'un schéma de mise en valeur de la mer en cours d'établissement ;

7° Font apparaître une ou des incompatibilités manifestes avec l'organisation des transports prévue par l'autorité organisatrice des transports territorialement compétente.

Le plan local d'urbanisme ne devient exécutoire qu'après l'intervention, la publication et la transmission à l'autorité administrative compétente de l'État des modifications demandées.

Article L.153-26 du Code de l'urbanisme :

Lorsque le plan local d'urbanisme comporte des dispositions tenant lieu de programme local de l'habitat, l'autorité administrative compétente de l'État notifie, dans le délai d'un mois prévu à l'article L.153-24, par lettre motivée à l'établissement public de coopération intercommunale, les modifications qu'il estime nécessaire d'apporter au plan lorsque les dispositions de celui-ci ne répondent pas aux objectifs de répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements, de renouvellement du parc immobilier et d'accroissement du nombre de logements et de places d'hébergement nécessaires, en application des dispositions de l'article L.302-2 du Code de la construction et de l'habitation, ou ont fait l'objet d'un avis défavorable ou de réserves émises par le comité régional de l'habitat et de l'hébergement.

Le plan local d'urbanisme ne devient exécutoire qu'après l'intervention, la publication et la transmission à l'autorité administrative compétente de l'État des modifications demandées.

A compter du 1^{er} janvier 2023, conformément aux dispositions de l'article L.153-23 du Code de l'urbanisme, le PLU sera exécutoire après transmission au préfet et publication sur le Géoportail de l'Urbanisme.

2.6. Évaluation du PLU

Article L.153-27 du Code de l'urbanisme :

Six ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur ou sa modification en application du présent article, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, après avoir sollicité l'avis de ses communes membres, ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L.101-2 et, le cas échéant, aux articles L.1214-1 et L.1214-2 du code des transports.

L'analyse des résultats porte également, le cas échéant, sur les unités touristiques nouvelles mentionnées à l'article L.122-16 du présent code. Dans les communes mentionnées à l'article L.121-22-1, cette analyse porte en outre sur la projection du recul du trait de côte.

L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant après que celui-ci a sollicité l'avis de ses communes membres ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan.

L'analyse des résultats peut inclure le rapport relatif à l'artificialisation des sols mentionné à l'article L.2231-1 du code général des collectivités territoriales. Dans ce cas, la délibération prévue au troisième alinéa du présent article vaut débat et vote au titre du troisième alinéa de l'article L.2231-1 du Code général des collectivités territoriales. Dans les communes mentionnées au même article L.121-22-1, cet avis porte sur l'opportunité de réviser ou de modifier ce plan.

Article L.153-28 du Code de l'urbanisme :

Lorsque le plan local d'urbanisme tient lieu de programme local de l'habitat, l'évaluation porte également sur les résultats de l'application de ce plan au regard des objectifs prévus à l'article L.302-1 du Code de la construction et de l'habitation.

L'autorité administrative compétente de l'État peut, après la délibération prévue au deuxième alinéa de l'article L.153-27, demander les modifications qu'elle estime nécessaire d'apporter au plan lorsque ce dernier ne répond pas aux objectifs définis à l'article L.302-2 du Code de la construction et de l'habitation. Dans un délai d'un mois, l'établissement public de coopération intercommunale fait connaître à l'autorité administrative compétente de l'État s'il entend procéder aux modifications. À défaut d'accord ou à défaut d'une délibération approuvant les modifications demandées dans un délai d'un an à compter de la demande de modifications, l'autorité administrative compétente de l'État engage la mise en compatibilité du plan.

Article L.153-29 du Code de l'urbanisme :

Lorsque le plan local d'urbanisme tient lieu de programme local de l'habitat, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale réalise, trois ans au plus tard à compter de la délibération portant approbation ou révision de ce plan, un bilan de l'application des dispositions de ce plan relatives à l'habitat au regard des objectifs prévus à L.302-1 du Code de la construction et de l'habitation. Ce bilan est transmis à l'autorité administrative compétente de l'État. Il est organisé tous les trois ans dès lors que le plan n'a pas été mis en révision.

Article L.153-30 du Code de l'urbanisme :

Lorsque le plan local d'urbanisme tient lieu de plan de mobilité, il donne lieu aux évaluations et aux calculs prévus à l'article L.1214-8-1 du Code des transports lors de son élaboration et lors de l'analyse des résultats du plan prévue à l'article L.153-27.

2.7. Évaluation environnementale

L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme résulte de la transposition française de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. La procédure d'évaluation environnementale constitue une démarche d'intégration des problématiques environnementales tout au long du processus d'élaboration du PLU. Elle implique la réalisation d'un contenu étoffé du rapport de présentation, permettant de rendre lisibles pour le public les choix opérés au regard de leurs éventuels impacts sur l'environnement, et prévoyant la présentation de solutions alternatives.

La loi du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (ASAP) ainsi que le décret du 13 octobre 2021 modifient le régime de l'évaluation environnementale de certains plans et programmes du code de l'urbanisme.

La situation de la collectivité au regard de ce nouveau régime est développée dans le volet local.

A) La procédure

a) *Évolution de la procédure d'évaluation environnementale*

Les procédures d'élaboration ou de révision des PLU doivent faire systématiquement l'objet d'une évaluation environnementale.

L'évaluation des incidences lors de l'élaboration d'un PLU consiste en :

- un contenu étoffé du rapport de présentation, qui prévoit notamment la présentation de solutions alternatives, une description des incidences et leur évaluation
- une présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et dans la mesure du possible, compenser les incidences négatives ;
- une saisine pour avis de l'autorité environnementale ;
- une information plus complète du public (rapport environnemental étoffé et avis de l'autorité environnementale disponibles lors de la consultation du public).

b) *Procédure liée à l'évaluation environnementale des PLU*

L'autorité environnementale sera consultée spécifiquement sur l'évaluation environnementale contenue dans le rapport de présentation et sur la prise en compte de l'environnement par le projet de PLU arrêté, trois mois minimum avant l'ouverture de l'enquête publique. La saisine s'effectue généralement de façon concomitante avec celle des personnes publiques. L'avis de l'autorité environnementale est réputé être sans observation s'il n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter de la date de réception. Il est, le cas échéant, joint au dossier d'enquête publique.

Une fois le PLU approuvé, la collectivité compétente met à disposition de l'autorité environnementale et du public document, qui comporte notamment des indications relatives à la manière dont il a été tenu compte des consultations auxquelles il a été procédé ainsi que les motifs qui ont fondé les choix opérés par le plan ou le document compte tenu des diverses solutions envisagées (article R.104.39 du Code de l'urbanisme).

Le rapport de présentation devra retranscrire la stratégie suivie pour la prise en compte de l'environnement et respecter les exigences du Code de l'urbanisme et de l'article R.414-23 du Code de l'environnement.

La saisine, accompagnée d'un dossier de PLU (papier ou numérique), de l'autorité environnementale sera adressée par la collectivité à :

Monsieur le Président de la MRAE

DREAL – Service Évaluation Environnementale

14 rue du Bataillon de Marche n° 24 – BP 81005 – 67070 STRASBOURG

mrae-saisine.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

B) Les articles du code de l'urbanisme

Article L.104-1 du Code de l'urbanisme :

Font l'objet d'une évaluation environnementale, dans les conditions prévues par la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, ainsi que ses annexes et par le présent chapitre :

- 1° Les directives territoriales d'aménagement et de développement durables ;*
- 2° Le schéma directeur de la région d'Île-de-France ;*
- 3° Les schémas de cohérence territoriale ;*
- 3° bis Les plans locaux d'urbanisme ;*
- 4° Les prescriptions particulières de massif prévues à l'article L.122-26 ;*
- 5° Les schémas d'aménagement régionaux des régions d'outre-mer prévus à l'article L.4433-7 du Code général des collectivités territoriales ;*
- 6° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L.4424-9 du Code général des collectivités territoriales.*

Article R.151-3 du Code de l'urbanisme :

Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation :

- 1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés aux articles L.131-4 à L.131-6, L.131-8 et L.131-9 avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;*
- 2° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;*
- 3° Analyse les incidences notables probables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement, notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages et les interactions entre ces facteurs, et expose les problèmes posés par l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L.414-4 du code de l'environnement ;*
- 4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L.151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou*

national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L.153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L.153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

Lorsque l'approbation du plan local d'urbanisme vaut création d'une zone d'aménagement concerté, la procédure d'évaluation environnementale commune valant à la fois évaluation d'un plan ou d'un programme et d'un projet prévue au II de l'article R.122-25 du Code de l'environnement est mise en œuvre.

Article L.104-4 du Code de l'urbanisme :

Le rapport de présentation des documents d'urbanisme mentionnés aux articles L.104-1 et L.104-2 :

1° Décrit et évalue les incidences notables que peut avoir le document sur l'environnement ;

2° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser ces incidences négatives ;

3° Expose les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de la protection de l'environnement, parmi les partis d'aménagement envisagés, le projet a été retenu.

Article L.104-5 du Code de l'urbanisme :

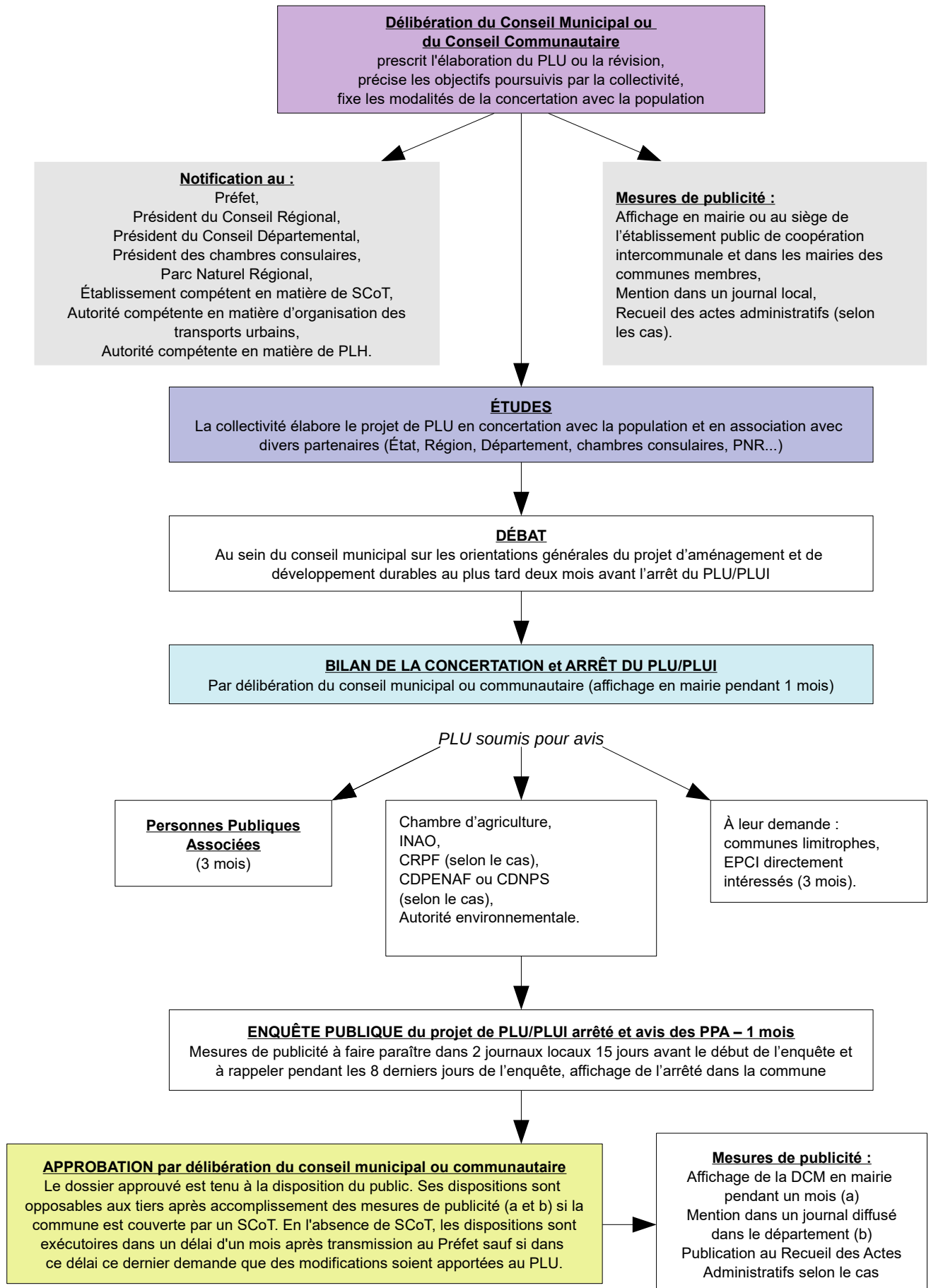
Le rapport de présentation contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le document, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres documents ou plans relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur.

Article L.104-6 du Code de l'urbanisme :

La personne publique qui élabore un des documents d'urbanisme mentionnés aux articles L.104-1 et L.104-2 transmet pour avis à l'autorité environnementale le projet de document et son rapport de présentation.

2.8. La procédure d'élaboration d'un PLU ou PLUI

(Sous l'autorité du Maire ou du président d'un EPCI en cas de PLUI)



3. Documents supérieurs

Les articles L.131-4 à L.131-6 du Code de l'urbanisme présentent les différents documents qui s'imposent au PLU(I) :

Article L.131-4 du Code de l'urbanisme :

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec :

1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L.141-1 ;

2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

3° Les plans de mobilité prévus à l'article L.1214-1 du code des transports ;

4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L.302-1 du code de la construction et de l'habitation.

Le plan local d'urbanisme n'est pas illégal du seul fait qu'il autorise la construction de plus de logements que les obligations minimales du programme local de l'habitat n'en prévoient.

Article L.131-5 du Code de l'urbanisme :

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu sont compatibles avec le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L.229-26 du Code de l'environnement, les plans locaux de mobilité prévus à l'article L. 1214-13-2 du Code des transports et les plans locaux de mobilité prévus pour la région d'Île-de-France à l'article L. 1214-30 du Code des transports.

Article L.131-6 du Code de l'urbanisme :

En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme, les documents en tenant lieu et les cartes communales sont compatibles avec les dispositions mentionnées au 1° et avec les documents énumérés aux 2° à 16° de l'article L.131-1.

Ils prennent en compte les documents mentionnés à l'article L.131-2.

En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu sont également compatibles avec les documents énumérés aux 17° et 18° de l'article L.131-1.

Article L.131-7 du Code de l'urbanisme :

L'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune procède à une analyse de la compatibilité du plan local d'urbanisme[...] avec les documents mentionnés à l'article L. 131-4 et à l'article L. 131-5 et délibère sur son maintien en vigueur, ou sur sa mise en compatibilité, laquelle s'effectue conformément aux dispositions des articles L. 153-45 à L. 153-48 pour le plan local d'urbanisme [...]. En l'absence de schéma de cohérence territoriale, cette analyse et cette délibération portent également sur la compatibilité avec les documents mentionnés aux premier et troisième alinéas de l'article L. 131-6 et sur la prise en compte des documents mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 131-6.

La délibération prévue au premier alinéa est prise au plus tard trois ans après soit l'entrée en vigueur du plan local d'urbanisme, [...] faisant suite à son élaboration ou sa révision, soit la délibéra-

tion portant maintien en vigueur ou mise en compatibilité, en application du présent article, de ces documents d'urbanisme.

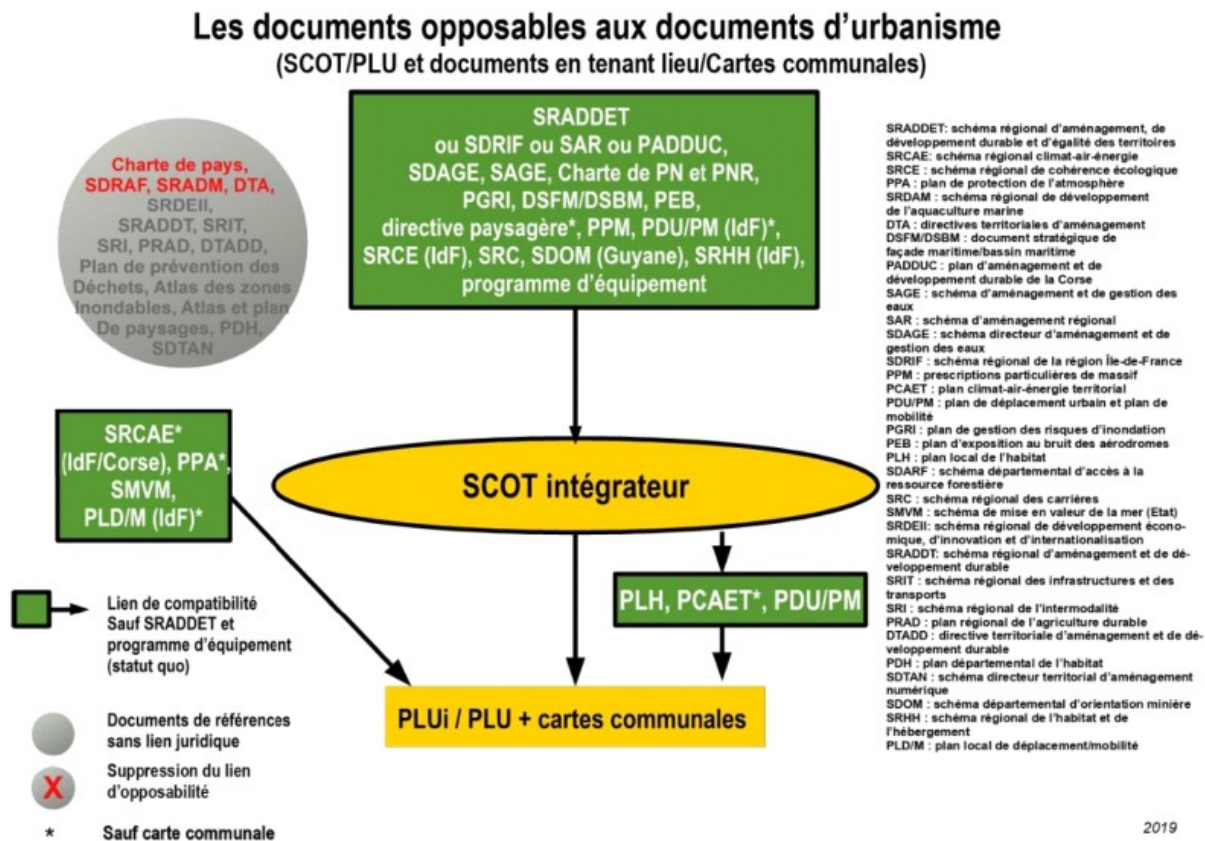
L'analyse de compatibilité et de prise en compte prévue au premier alinéa porte sur les documents entrés en vigueur ou révisés après l'intervention de la délibération adoptant, révisant, maintenant en vigueur ou mettant en compatibilité, en application du présent article, le plan local d'urbanisme, le document en tenant lieu ou la carte communale.

Les personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 qui élaborent ou approuvent des documents avec lesquels le plan local d'urbanisme [...] doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte sont informées de la délibération prévue au premier alinéa.

La délibération prévue au premier alinéa, lorsqu'elle porte sur l'analyse de la compatibilité du plan local d'urbanisme [...] avec le schéma de cohérence territoriale mentionnée au 1° de l'article L. 131-4, est prise au plus tard un an après soit l'entrée en vigueur de ce dernier faisant suite à son élaboration ou sa révision, soit la délibération portant maintien en vigueur ou mise en compatibilité de ce schéma en application de l'article L.131-3.

Jusqu'à la fin de la période mentionnée au cinquième alinéa pour le schéma de cohérence territoriale et de celle mentionnée au deuxième alinéa pour les autres documents, le plan local d'urbanisme [...] n'est pas illégal du seul fait que certaines de ses dispositions ne prendraient pas en compte ou ne seraient pas compatibles avec les documents qui seraient entrés en vigueur dans les conditions prévues au cinquième alinéa pour le schéma de cohérence territoriale et au troisième alinéa pour les autres documents.

3.1. Le Schéma de Cohérence Territoriale



Le SCoT fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme en matière d'habitat, de développement économique, de loisirs, de déplacements des personnes et des marchandises, de stationnement des véhicules et de régulation du trafic automobile.

Il fixe, dans le respect des équilibres résultant des principes énoncés aux articles L.101-1 et L.101-2 du Code de l'urbanisme, les orientations générales de l'organisation de l'espace et de la restructuration des espaces urbanisés et déterminent les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces naturels et agricoles ou forestiers.

Il apprécie les incidences prévisibles de ces orientations sur l'environnement.

L'ordonnance du 17 juin 2020 relative à la rationalisation de la hiérarchie des normes applicables aux documents d'urbanisme a renforcé le rôle intégrateur du SCoT et a modifié la hiérarchie des normes (cf schéma « Les documents opposables aux documents d'urbanisme »).

L'évolution d'un SCoT entraîne l'examen de la compatibilité du PLU(I) avec celui-ci. Un an au plus tard après l'entrée en vigueur du SCoT, la commune doit statuer, par délibération, sur le maintien en vigueur du PLU ou sa mise en compatibilité.

Suite à l'adoption de la loi Climat Résilience du 22 août 2021, les documents de planification devront intégrer les objectifs de réduction issus du SRADDET et déclinés dans les schémas de cohérence territoriale. Les échéances d'intégration dans les cartes communales sont détaillés dans le chapitre « Calendrier ».

HAUT-RHIN Périmètres et état d'avancement des SCOT

Légende

-  Limites communales
-  Etat d'avancement des SCOT
-  SCOT en révision
-  Zone blanche
- Emprises des SCOT**
-  Colmar-Rhin-Vosges
-  Montagne-Vignoble-Ried
-  Rhin-Vignoble-Grand Ballon
-  Pays de Saint-Louis et Trois Frontières
-  Scot de la Région Mulhousienne
-  Scot de Sélestat et sa région
-  Sundgau
-  Vallées de la Thur et de la Doller



Date de création : 11-08-2022
 Réalisation : DDT 68 / MIT
 Sources de données :
 - DDT 68/SCAU
 Référentiel :
 - IGN SDART08
 HR_SCOT_COMMUNES.qpx

3.2. La règle de l'urbanisation limitée

La loi SRU du 13 décembre 2000 a institué la règle d'urbanisation limitée. Cette règle, codifiée à l'article L.142-4 du Code de l'urbanisme concerne les communes sur lesquelles ne s'applique pas de SCoT.

Ainsi, pour les plans locaux d'urbanisme, les zones à urbaniser délimitées après le 1er juillet 2002 ainsi que les zones naturelles agricoles ou forestières ne peuvent être ouvertes à l'urbanisation à l'occasion d'une procédure d'élaboration ou d'évolution d'un document d'urbanisme. Pour les cartes communales, les secteurs non-constructibles ne peuvent être ouverts à l'urbanisation.

Dans les communes non couvertes par un document d'urbanisme, hors des parties actuellement urbanisées, les projets mentionnés à l'article L.111-4 du Code de l'urbanisme (3° et 4°), ne peuvent être autorisés.

Une dérogation à la règle (article L.142-5 du Code de l'urbanisme) d'urbanisation limitée reste possible, avec accord du préfet de département, après avis simple de la CDPENAF et, le cas échéant, de l'établissement public compétent en matière de SCoT, à la condition toutefois que l'urbanisation envisagée ne nuise pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques, ne conduise pas à une consommation excessive de l'espace, ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacement et ne nuise pas à une répartition équilibrée entre emplois, habitats, commerces et services.

Le préfet dispose d'un délai de 4 mois après sa saisine pour se prononcer. Au-delà de ce délai, le silence du préfet vaut décision implicite de délivrance de la dérogation (la CDPENAF, saisi par le préfet, dispose de 2 mois pour se prononcer. Au-delà de ce délai, son avis est considéré comme favorable.)

3.3. La Loi Montagne

La loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 dite loi Montagne relative au développement et à la protection de la montagne a un caractère de loi d'aménagement et d'urbanisme. Elle tente d'établir un équilibre entre le développement et la protection de la montagne. Cette « entité géographique spécifique » est subdivisée en « Massifs », correspondant à des zones définies par référence à sa configuration des terrains d'altitude, de dénivelé, de climat et de végétation.


La loi du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne a modifié certaines dispositions de la loi de 1985, notamment celles relatives aux unités touristiques nouvelles à prendre en compte en zone de montagne dans les documents d'urbanisme.

373 communes haut-rhinoises du massif des Vosges et du Jura Alsacien sont classées en Loi Montagne. Ce classement conduit, afin de développer des constructions dispersées dans les zones de montagne, et dans un souci de préservation des espaces et paysages, ainsi que des terres nécessaires aux activités agricoles, pastorales et forestières, à énoncer un principe selon lequel l'urbanisation doit être réalisée en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitation (article L.122-5 du Code de l'urbanisme).

Légende

 Unités communales

Communes en zone de montagne

 Commune entièrement en zone de montagne

 Commune partiellement en zone de montagne

Date de création : 29-09-2021
 Réalisation : DDT 68 / MIT

Le classement d'une commune en zone de montagne est décidé en application du décret n° 61.660 du 23 juin 1961.
 Les communes haut-rhinoises concernées ont été classées par les arrêtés successifs des 26/02/1974, 07/05/1976 et 26/03/1982.
 Ces classements ont été repris dans les lois n° 85-30 du 9 janvier 1985 et 2016-1888 du 20 décembre 2016.

Références
 - IGN BOCARTO®

HR_ZONAGE_MONTAGNE.qpx

3.4. Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET)

Le SRADDET expose la vision stratégique et prospective de la Région Grand Est dans les domaines de l'aménagement du territoire et du développement durable. Il a été approuvé par délibération du Conseil Régional du 22 novembre 2019 et par arrêté du préfet du Grand Est du 24 janvier 2020. Le 17 décembre 2021, une démarche de modification de ce document a été lancée.

Il remplace le schéma régional de cohérence écologique (SRCE), le schéma régional climat-air-énergie (SRCAE), le schéma régional d'aménagement et de développement durable des territoires (SRADDT), le schéma régional de l'intermodalité (SRI) et le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD).

Le SRADDET est articulé autour de deux axes « Changer de modèle pour un développement vertueux de nos territoires » et « Dépasser les frontières et renforcer la cohésion pour un espace européen connecté » et 30 objectifs qui touchent notamment à la consommation d'espace, au maintien des continuités écologiques, à la qualité de l'air, à la gestion des déchets.

Le SRADDET approuvé est consultable sur le site Internet de la Région :

<https://www.grandest.fr/grandestterritoires/>

La loi « Climat et résilience » du 22 août 2021 inscrit la lutte contre l'artificialisation des sols dans les domaines de compétence thématiques du SRADDET. Il devra désormais fixer les objectifs sur le territoire de la région y compris en matière de lutte contre l'artificialisation des sols.

Ces objectifs de lutte contre l'artificialisation doivent être traduits par une trajectoire permettant d'aboutir à l'absence de toute artificialisation nette des sols ainsi que, par tranches de dix années, par un objectif de réduction du rythme de l'artificialisation. Cet objectif est décliné entre les différentes parties du territoire régional.

Les conférences régionales des SCOT devront formuler auprès des SRADDET des propositions de territorialisation de ces objectifs de diminution de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, au plus tard le 22 octobre 2022.

Les régions assureront l'intégration dans leur SRADDET des objectifs de lutte contre l'artificialisation. L'entrée en vigueur de ce document est fixée au plus tard au 22 février 2024.

3.5. La Charte du Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges

Un Parc Naturel Régional est un territoire rural, reconnu au niveau national pour sa forte valeur patrimoniale et paysagère qui s'organise autour d'un projet concerté de développement durable, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine.

Un parc naturel est institué pour différents objectifs :

- protection de l'environnement
- aménagement du territoire
- développement économique et social
- formation et éducation du public

Le fondement de chaque parc repose sur la signature ou l'adhésion libre à une charte librement consentie entre les collectivités locales constitutives d'un parc.

Le Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges a été créé par arrêté ministériel du 5 juin 1989 pour une durée de 10 ans à l'initiative des régions Alsace, Lorraine et Franche-Comté.

Le classement du Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges a été prononcé par décret n° 2012-618 du 2 mai 2012. Est par conséquent classé en Parc Naturel Régional, pour une durée de douze ans à compter de la date de publication du décret, l'ensemble du territoire des communes mentionnées dans ce dernier.

Avec l'ensemble de ses partenaires il a élaboré sa troisième charte qui a pour objectif de proposer un projet de territoire pour une période allant de 2012 à 2024.

La charte du Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges est adoptée par ce décret, auquel elle est annexée et téléchargeable sous : <http://www.parc-ballons-vosges.fr/charte/>

3.6. Le SDAGE et les SAGE

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) est l'outil stratégique de mise en œuvre de la directive européenne cadre sur l'eau. Il fixe des objectifs d'atteinte du bon état des eaux, superficielles et souterraines, et prévoit les dispositions nécessaires pour y parvenir.

Dans le Haut-Rhin, le SDAGE du bassin Rhin-Meuse 2022-2027 a été approuvé par le préfet coordonnateur de bassin par arrêté du 18 mars 2022.

Tous les documents du SDAGE sont consultables sur le site de l'agence de l'eau Rhin-Meuse :

<https://www.eau-rhin-meuse.fr/les-sdage-des-districts-rhin-et-meuse-2022-2027>

En outre, cinq sous-bassins font l'objet d'un SAGE dans le département du Haut-Rhin :

- SAGE Ill-Nappe-Rhin approuvé le 1er juin 2015 : <http://www.sage-ill-nappe-rhin.alsace/sage/documents-sage/> ;
- SAGE Giessen-Liepvrette approuvé le 13 avril 2016 : <https://www.gesteau.fr/sage/giessen-liepvrette> ;
- SAGE Largue approuvé le 17 mai 2016 : <http://www.epage-largue.eu/riviere-largue/sage-largue> ;
- SAGE Doller approuvé le 15 janvier 2020 : <https://www.gesteau.fr/sage/doller> ;
- SAGE Lauch approuvé le 15 janvier 2020 : <https://www.gesteau.fr/sage/lauch>

À noter que le SAGE Thur est caduc faute de révision.

3.7. Le Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI)

Le plan de gestion des risques inondation (PGRI) est l'outil de mise en œuvre de la directive « inondation ». Il vise à :

- coordonner les démarches relatives à la gestion des inondations menées par les différents acteurs à l'échelle d'un bassin ;
- définir des objectifs prioritaires pour prévenir le risque et réduire les conséquences négatives des inondations.

Le PGRI du district Rhin, dont l'ambition est de devenir le document de référence pour la gestion des inondations à l'échelle du bassin, a été approuvé par le préfet coordonnateur de bassin par arrêté préfectoral n° 2022/119 du 21/03/2022.

Ce document est opposable à l'administration et à ses décisions dans le domaine de l'eau. Il a donc une portée directe sur les documents d'urbanisme.

<https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/pgri-des-districts-hydrographiques-rhin-et-meuse-a19941.html>

3.8. Les Plans d'Exposition au Bruit (PEB)

Le Plan d'Exposition au Bruit (PEB) est un document d'urbanisme permettant d'éviter d'exposer de nouvelles populations au bruit. Il est destiné à maîtriser et à encadrer l'urbanisation dans les zones de bruit au voisinage des aéroports en limitant les droits à construire. Le PEB contribue à l'équilibre nécessaire entre respect de l'environnement et transport aérien.

Par une utilisation maîtrisée du foncier, il participe à la démarche de développement durable. Les plans d'exposition au bruit approuvés dans le département du Haut-Rhin sont les suivants :

PEB	Communes concernées
Bâle-Mulhouse	Attenschwiller – Bartenheim – Blotzheim – Buschwiller – Dietwiller – Folgensbourg – Geispitzen – Habsheim – Hagenthal-le-Bas – Hégenheim – Hésingue – Kembs – Michelbach-le-Bas – Ranspach-le-Bas – Rixheim – Saint-Louis – Schlierbach – Sierentz – Wentzwiller.
Mulhouse-Habsheim	Rixheim – Habsheim.
Colmar-Houssen	Colmar – Bennwihr – Houssen – Ingersheim – Ostheim.

Le PEB de la base aérienne de Colmar-Meyenheim a été déclaré illégal par le jugement du tribunal administratif de Strasbourg du 17 janvier 2004. La déclaration d'illégalité a pour effet juridique de rendre inopposables ses dispositions.

3.9. Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE)

Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement de l'État (PPBE) pour les routes nationales de plus de 3 millions de véhicules par an et pour le réseau ferré de plus de 30 000 passages de train par an a été approuvé par arrêté n°00158 – Bruit du 11 décembre 2019.

Le PPBE de l'aéroport de Bâle-Mulhouse a été approuvé par arrêté préfectoral du 20 mars 2019.

Ces arrêtés sont consultables sur le site <http://www.haut-rhin.gouv.fr> (rubrique « Politiques publiques > Environnement, risques naturels et technologiques > Bruit des infrastructures de transports »).

Les actions préventives qui auront été définies par le PPBE devront trouver leur traduction dans les SCOT, PDU et PLU afin que le bruit soit effectivement pris en compte le plus en amont possible des décisions d'aménagement.

La loi SRU (solidarité et renouvellement urbains) a fixé des objectifs de prévention et de réduction des nuisances sonores dues aux transports et aux activités. À cet effet, des outils sont disponibles pour aborder le volet Bruit de tout projet d'urbanisme.

Les cartes de bruit stratégiques publiées sur le site <http://www.haut-rhin.gouv.fr> (rubrique « Politiques publiques > Environnement, risques naturels et technologiques > Bruit des infrastructures de transports »), constituent un élément primordial de diagnostic faisant ressortir les zones de conflit entre une source de bruit et les secteurs urbanisés ou destinés à le devenir.

3.10. Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET)

La loi ENE du 12 juillet 2010 a rendu obligatoire l'adoption d'un plan climat air énergie territorial (PCAET) qui constitue le cadre d'engagement d'un territoire face aux enjeux énergétiques et climatiques :

- pour 2016 pour les EPCI de plus de 50 000 habitants,
- pour 2018 pour les EPCI de plus de 20 000 habitants.

Se sont engagés dans un PCAET :

- Colmar Agglomération ;
- le PETR Rhin Vignoble Grand Ballon, au nom des communautés de communes Centre Haut-Rhin, Pays de Rouffach Vignoble et Chateaux, Pays Rhin Brisach et Région Guebwiller.
- la Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération ;
- la CC Thann-Cernay ;
- La CC Sundgau, adopté le 12 mars 2020 ;
- l'agglomération de Saint Louis Agglomération, adopté le 15/12/2021 ;
- la CC Sud Alsace-Largue ;
- la CC Val d'Argent, engagée dans le PCAET porté par le PETR Alsace-Centrale.

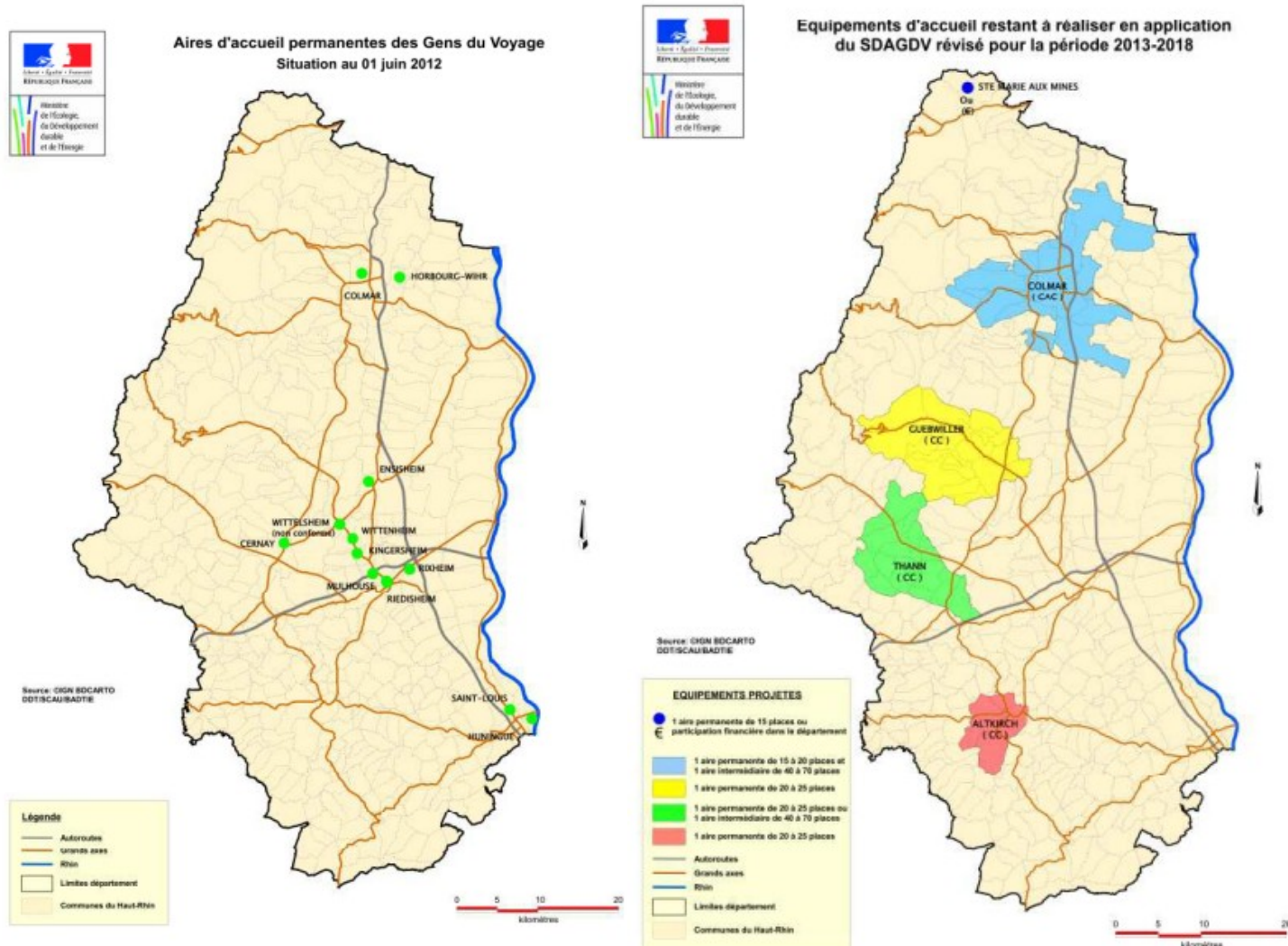
La réalisation de certains objectifs des PCAET passe nécessairement par leur traduction dans le PLU, par exemple : l'optimisation énergétique des bâtiments à travers leur orientation, leur alignement et la construction passive ou à énergie positive ; la réduction d'émission de GES par le développement des transports électriques ; la libération d'espaces pour la production d'énergie renouvelable.

3.11. Le Schéma départemental d'Accueil des Gens du Voyage (SDAGV)

La loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000, relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage, prévoit la mise en œuvre, dans chaque département, d'un dispositif d'accueil des gens du voyage. L'objectif principal du Schéma départemental est de proposer des conditions d'accueil répondant aux besoins des gens du voyage en créant des aires permanentes d'accueil. Il définit les obligations des collectivités et prescrit les aires d'accueil à réaliser ou à réhabiliter, leur destination, leur capacité et leurs communes d'implantation.

Conformément à l'application de la loi précitée, le nouveau Schéma départemental d'accueil des gens du voyage du Haut-Rhin 2013/2018 a fait l'objet d'un arrêté préfectoral signé le 06 mai 2013 par le Préfet et le Président du Conseil départemental.

Les deux cartes ci-après montrent la situation au 1er juin 2012 des aires d'accueil permanentes des gens du voyage et les équipements restant à réaliser pour la période 2013/2018.



3.12. Le schéma départemental des carrières

Le Schéma Départemental des Carrières définit les conditions générales d'implantation des carrières dans le département. Il prend en compte l'intérêt économique national, les ressources et les besoins en matériaux du département et des départements voisins, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la nécessité d'une gestion équilibrée de l'espace, tout en favorisant une utilisation économe des matières premières. Il fixe les objectifs à atteindre en matière de remise en état et de réaménagement des sites.

Le Schéma Départemental des Carrières du Haut-Rhin a été approuvé par arrêté préfectoral n° 2012-304-0005 du 30 octobre 2012.

Le document ainsi que les cartes des enjeux environnementaux sont téléchargeables sous : <http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/les-schemas-departementaux-des-carrieres-r143.html>

La loi ALUR du 24 mars 2014 a réformé les schémas départementaux des carrières instaurés en 1993 en modifiant l'article L.515-3 du Code de l'Environnement. Les schémas régionaux doivent être mis en application au plus tard le 1er janvier 2020.

Le schéma régional des carrières Grand Est est piloté par le préfet de région, est en cours d'élaboration.

3.13. Le Plan régional de l'Agriculture Durable (PRAD)

Le Plan Régional de l'Agriculture Durable (PRAD) pour chaque région est prévu par la Loi de Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche du 27 juillet 2010. Les PRAD permettent de disposer au niveau régional d'une réflexion sur une vision de l'agriculture durable, conciliant efficacité économique et performance écologique, partagée par l'ensemble des acteurs concernés. Ces PRAD fixent, sur une période de 7 ans, les grandes orientations de la politique agricole, agro-alimentaire et agro-industrielle de l'État dans la région en tenant compte des spécificités des territoires ainsi que de l'ensemble des enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

Le PRAD Alsace a été approuvé par arrêté du préfet de Région Alsace le 14 décembre 2012. Il est téléchargeable sous : <http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/Le-PRAD-alsacien-le-PRAD-Champagne>

3.14. Le Plan Pluriannuel Régional de Développement Forestier (PPRDF)

La loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010 a introduit un certain nombre de dispositions applicables au secteur forestier dans l'objectif général de mobiliser plus de bois en dynamisant la filière dans chaque région, tout en respectant les conditions d'une gestion durable des forêts.

L'article L.4-1 du Code forestier, introduit par cette loi, dispose qu'un plan pluriannuel régional de développement forestier (PPRDF) est instauré dans chaque région. Ce plan identifie à l'échelle régionale les massifs forestiers qui justifient, en raison de leur insuffisante exploitation, des actions prioritaires pour la mobilisation du bois. Il analyse les raisons pour lesquelles l'exploitation est insuffisante et définit les actions à mettre en œuvre à court terme pour y remédier. Les actions de ce plan concernent l'animation et les investissements nécessaires pour une mobilisation supplémentaire de bois à court terme (à savoir sur la période 2012-2016).

Le PPRDF pour l'Alsace a été approuvé par arrêté préfectoral le 20 janvier 2012. Il est téléchargeable sous : <http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/Plans-d-actions-et-contrats-de>

Il sera à terme remplacé par le plan régional de la forêt et du bois Grand Est, consultable sous <http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/Projet-de-PRFB>

3.15. Le programme Local de l'Habitat (PLH)

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) est le principal dispositif en matière de politique du logement au niveau local. Il est le document essentiel d'observation, de définition et de programmation des investissements et des actions en matière de politique du logement à l'échelle d'un territoire.

Il est établi par un EPCI compétent pour l'ensemble de ses communes membres sur la totalité de son périmètre. Il définit pour 6 ans les objectifs et les principes d'une politique locale de l'habitat. Celle-ci vise à répondre aux besoins en logements et en hébergements, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées, en assurant une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logement entre les communes et entre les quartiers d'une même commune.

Ces objectifs et ces principes tiennent compte :

- des dynamiques territoriales et de la structuration territoriale. Il permet ainsi la définition et la mise en œuvre d'une politique fondée sur la compréhension des marchés locaux de l'habitat dans leur relation avec les problématiques de déplacement ;
- des dispositifs politiques locaux (SCoT, PDALHPD, accord collectif départemental).

Il indique les moyens, notamment fonciers, mis en œuvre par les communes et par les EPCI pour y parvenir et définit les conditions de mise en œuvre d'un dispositif d'observation de l'habitat. Le PLH comporte un diagnostic, un document d'orientation et un programme d'actions détaillé par secteurs géographiques.

Le PLU doit être compatible avec les dispositions du PLH lorsqu'il existe.

Les intercommunalités de Saint-Louis Agglomération, Mulhouse Alsace Agglomération, Thann-Cernay, et Colmar Agglomération ont un PLH en vigueur.

Le PLH est compatible avec les dispositions du SCoT ; en outre, le PLU doit être compatible avec le PLH.

4. Les principales politiques portées par l'État en matière de planification durable des territoires

4.1. La sobriété foncière

La loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite « loi Climat et Résilience », a inscrit la lutte contre l'artificialisation des sols dans les principes généraux du code de l'urbanisme, avec un objectif d'absence d'artificialisation nette d'ici 2050. Le nouvel article L.101-2-1 du code de l'urbanisme définit l'artificialisation comme « *l'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol, en particulier de ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques, ainsi que de son potentiel agronomique par son occupation ou son usage [...]* ».

A) Modalités de mesure de l'artificialisation

Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent doivent présenter un rapport triennal sur l'artificialisation des sols, qui fait notamment l'objet d'une délibération du conseil communautaire ou du conseil municipal. Le premier rapport doit être réalisé trois ans après l'entrée en vigueur de la loi, soit 2024. Un décret en préparation précisera les indicateurs attendus.

Depuis 2019, le portail national de l'artificialisation des sols, permet, par la mise à disposition des fichiers fonciers, d'évaluer la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers. Ces données seront prochainement complétées par la base de données Occupation des sols à grande échelle (OCSGE), qui permettra de mesurer à une échelle infra-parcellaire le flux et le stock d'artificialisation des sols, et de disposer d'informations fines sur leur occupation et leur usage. La couverture complète du territoire national est prévue pour 2024.

Enfin, les observatoires locaux de l'habitat et du foncier, adossés aux programmes locaux de l'habitat, complètent l'arsenal.

B) Période de 2021 à 2031

En raison de l'absence de données pour mesurer l'artificialisation des sols en cohérence avec cette nouvelle définition, ce sont les données de consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers que la loi prend en compte pour la première tranche décennale 2021-2031, par rapport à la période de référence 2011-2021.

La consommation d'espaces est entendue comme « *la création ou l'extension effective d'espaces urbanisés sur le territoire concerné* » (article 194 de la loi Climat Résilience).

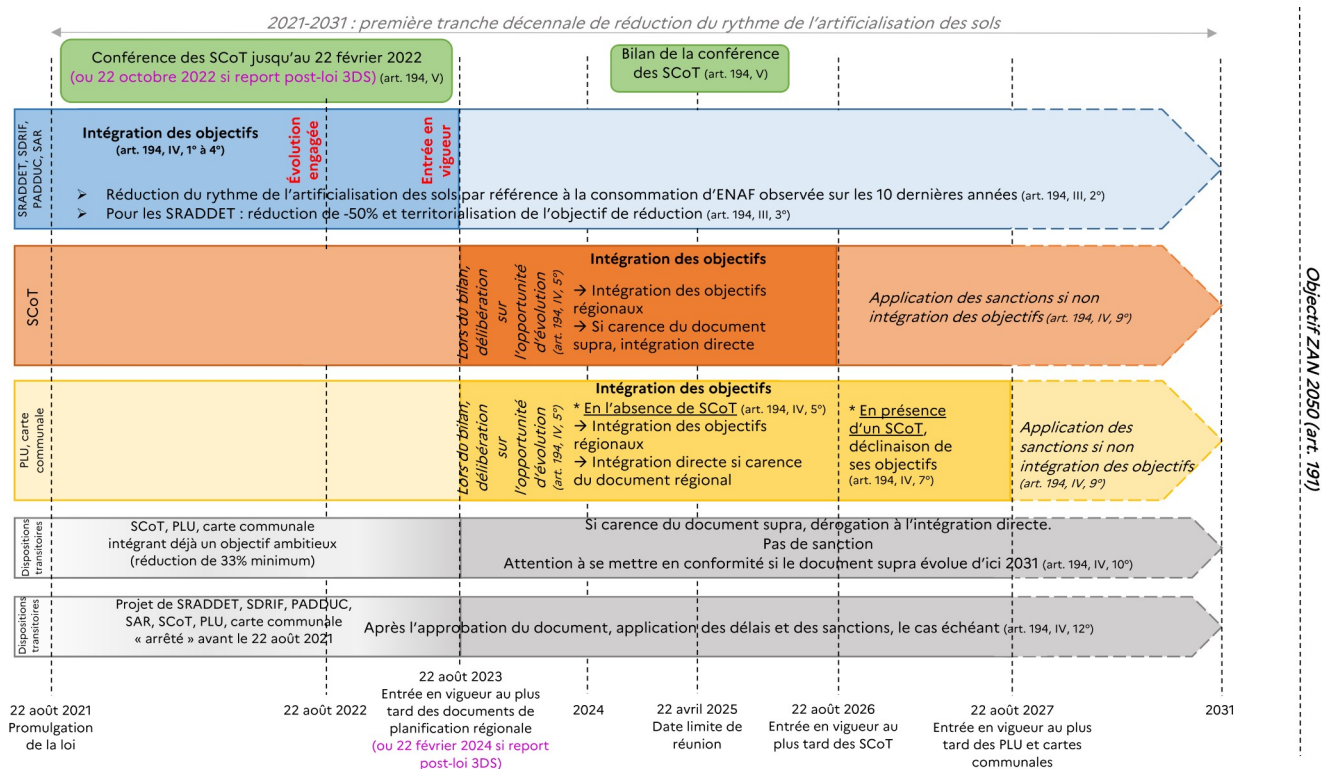
À l'échelle nationale, le rythme de consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers entre 2021 et 2031 doit être réduit de 50 % par rapport à la période 2011-2021.

La consommation d'espace effective passée consiste en un bilan réel du changement effectif d'usage ou d'occupation du sol. La nature des zonages des documents d'urbanisme est sans incidence sur le calcul de la consommation d'espace effective passée.

La consommation d'espace potentielle future fait référence aux objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

C) Calendrier

L'atteinte du zéro artificialisation nette (ZAN) en 2050 nécessite une déclinaison de cet objectif aux différentes échelles de la planification. Le document ci-dessous fait la synthèse des intégrations des objectifs de la loi Climat dans les différents documents d'urbanisme.



Les PLU(I) devront avoir intégré les objectifs de réduction prévus par le SCoT au plus tard le 22 août 2027.

L'absence d'intégration des objectifs de réduction de la loi Climat et Résilience par le SCoT au plus tard le 22 août 2026 a des conséquences sur les PLU(I) : les zones 1AU / 2AU (délimitées après le 01/07/2002) et A / N ne peuvent être ouvertes à l'urbanisation à l'occasion d'une procédure d'évolution.

Si le PLU(I) n'a pas intégré les objectifs de réduction au plus tard le 22 août 2027, aucune autorisation de droit des sols ne peut être délivrée en zone à urbaniser.

4.2. L'habitat

Le PLU doit permettre de répondre aux besoins en logements et en hébergement. Il doit permettre de favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale. Il doit aussi aider à améliorer l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre aux logements. Enfin, il doit prendre en compte le changement climatique au travers de la mise en œuvre de la transition énergétique dans le logement.

L'élaboration du PLU devra se faire sur la base de la détermination d'un besoin en logement, prenant en compte les plans et programmes de hiérarchie supérieure, et permettant de répondre aux enjeux en termes d'habitat (mixité sociale, renouvellement urbain, amélioration du cadre existant, diversité de l'habitat, qualité de l'habitat, transition énergétique).

A) Politique de la ville

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) représentent des quartiers situés en territoire urbain comportant plus de 1000 habitants et présentant un écart de développement économique et social.

La politique de la ville est mise en œuvre par des contrats de ville. Sur la base d'un projet de territoire, elle vise à mettre en œuvre sur les QPV des actions de droit commun concourant à la réalisation des objectifs définis à l'article 1er de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.

Pour les territoires concernés par un QPV et ayant signé un contrat de ville, le PLU doit prendre en considération les objectifs spécifiques de la politique de la ville.

B) Logement locatif social

La loi SRU impose aux communes, dont la population est au moins égale à 3500 habitants et qui sont comprises dans une agglomération de plus de 50 000 habitants comportant au moins une commune de plus de 15 000 habitants, de disposer au moins de 25 % de logements sociaux. Le taux de 25 % est fixé à 20 % pour les communes appartenant à une agglomération ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre pour lesquels le parc de logements existant ne justifie pas un effort de production supplémentaire pour répondre à la demande et aux capacités à se loger des personnes à revenus modestes et des personnes défavorisées.

Depuis le 01/01/2015, le taux fixé à l'ensemble des communes du département du Haut-Rhin est de 20 %. Le PLU doit permettre d'identifier les secteurs à enjeux et définir les orientations d'urbanisme en matière d'habitat. Il doit définir les objectifs relatifs à l'équilibre social de l'habitat et à la production de logements. Les communes ne disposant pas de 20 % de logements sociaux sont soumises à un objectif de rattrapage de 33 % du nombre de logements sociaux à réaliser.

Le PLU pourra :

- délimiter dans les zones urbaines ou à urbaniser des secteurs dans lesquels en cas de réalisation d'un programme de logements un pourcentage de celui-ci est affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale (article L.151-15 du Code de l'urbanisme) ;
- réserver des emplacements en vue de la réalisation dans le respect des objectifs de mixité sociale de programmes de logements que le PLU définit (L.151-41 du CU).
- D'autres mesures peuvent être mises en œuvre :
 - bonification des droits à construire ;
 - périmètres d'attente de projet.

C) Lutte contre l'habitat indigne et très dégradé

L'habitat indigne est défini comme « *les locaux utilisés aux fins d'habitation et impropres par nature à cet usage, ainsi que les logements dont l'état, ou celui du bâtiment dans lequel ils sont situés, expose les occupants à des risques manifestes pouvant porter atteinte à leur sécurité physique ou à leur santé* ».

Il convient que les collectivités s'engagent dans une réflexion anticipée de traitement de l'habitat indigne à une échelle plus globale visant à identifier et mettre en œuvre les processus d'amélioration des logements publics ou privés. Le PLU(i) est un outil mobilisable pour mener une réflexion sur les problématiques d'habitat rencontrées sur le territoire et doit être compatible avec les autres outils de politique de l'habitat.



PRÉFET
DU HAUT-RHIN

Liberté
Égalité
Fraternité

Mise en œuvre de l'art 55
de la loi solidarité et
renouvellement urbain
Situation des communes
au 1er janvier 2020

EPCI

Communes

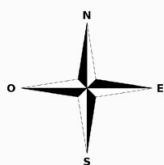
Commune

Déficitaires (- de 20% de LLS)

Excédentaires (+ de 20% de LLS)

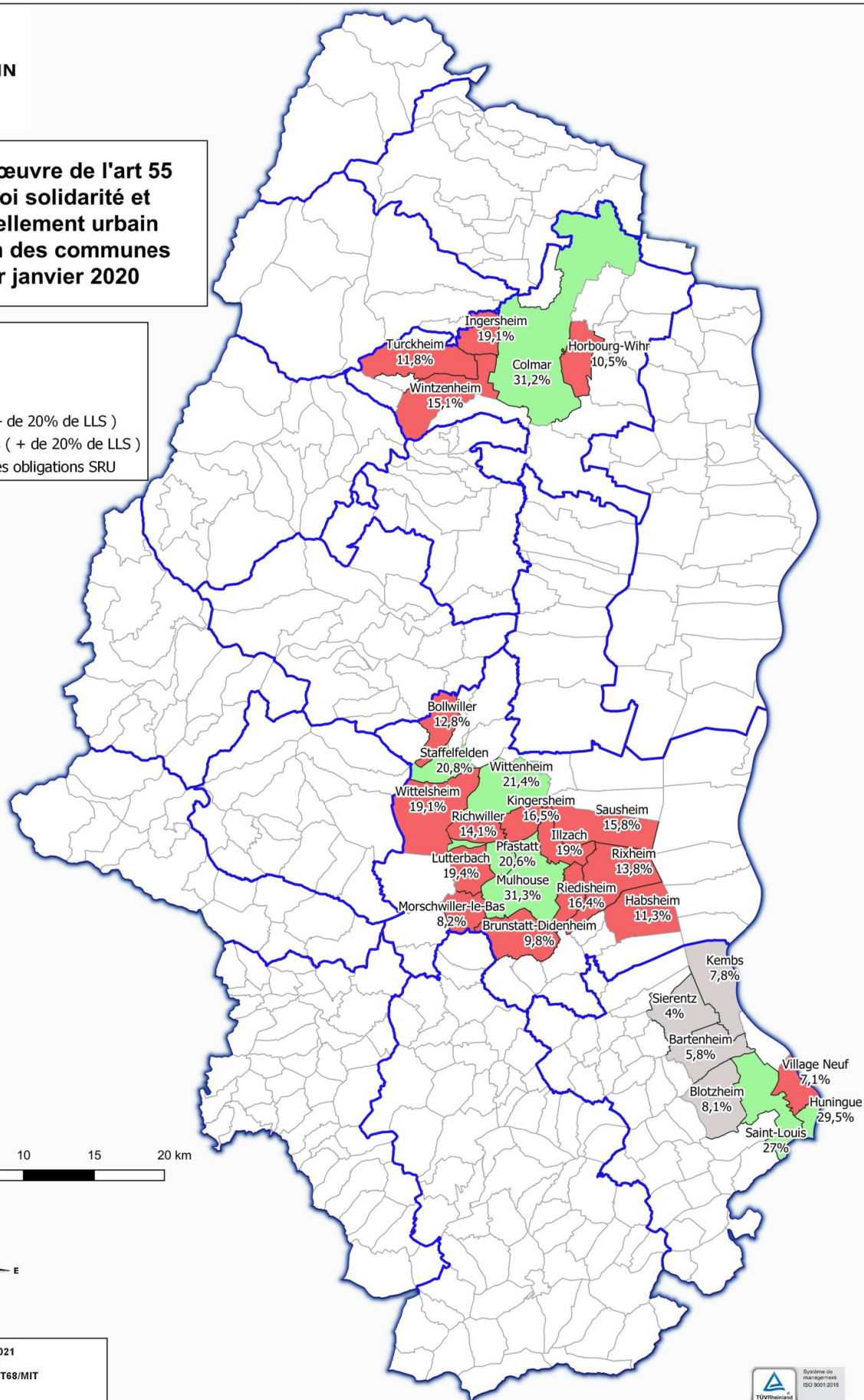
Exemptées des obligations SRU

0 5 10 15 20 km



Date de création : 17-02-2021
Réalisation : DDT 68 / MIT
Sources de données : -DDT68/MIT
Référentiel ©IGN TOPO®

HR_SRU_Logements_Sociaux_01012020.qgz



Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin



4.3. Transports et déplacements

De nombreuses avancées législatives sont intervenues en matière de gestion des déplacements, notamment par rapport à la réduction du trafic automobile. La loi d'orientation des transports intérieurs (LOTI) du 30 décembre 1982 affirme un droit au transport, la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (LAURE) du 30 décembre 1996 introduit un lien urbanisme et déplacement plus fort, en imposant notamment la mise au point d'itinéraires cyclables à l'occasion des réalisations ou des rénovations des voies urbaines, la loi dite Grenelle I du 3 août 2009 donne pour objectif de concevoir l'urbanisme de façon globale et de créer un lien entre densité et niveau de desserte par les transports en commun et enfin la loi solidarité et renouvellement urbains (SRU) du 13 décembre 2000 qui impose une approche urbanisme/déplacements à toutes les échelles de projet ainsi qu'une évaluation des choix d'urbanisme. La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement permet aux PLU de fixer, sous certaines conditions, des normes relatives au stationnement sur le territoire et aux PLUI de contenir un volet spécifique tenant lieu de plan de déplacement urbain.

Les objectifs récents affirmés dans la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 sont la prise en compte des besoins de mobilité, la diminution des obligations de déplacements motorisés et le développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile. Ces objectifs apportent des précisions aux objectifs de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs déjà affirmés en 2010 par la loi Grenelle.

La loi de transition énergétique pour la croissance verte (TEPCV) du 17 août 2015 vise quant à elle la réduction des gaz à effet de serre et introduit notamment la possibilité de mettre en place des plans de mobilité rurale, un outil de concertation et de planification des déplacements adapté aux spécificités de l'espace rural.

Le secteur des transports est celui dont les émissions de gaz à effet de serre augmentent le plus en France : il est urgent d'agir et les alternatives énergétiques sont très limitées. Le Grenelle de l'environnement a ainsi fixé un objectif pour les transports, de retour au niveau des émissions de 1990 à l'horizon 2020.

La collectivité locale a là aussi un rôle important à jouer et faire jouer aux acteurs de son territoire en termes de politique de la mobilité et des déplacements. Parallèlement à l'élaboration du PLU, la commune peut réaliser une étude spécifique portant sur l'ensemble des modes de déplacements, intégrant les dimensions énergétique et climatique, en organisant et limitant les déplacements automobiles. Les conclusions de cette étude permettront de motiver et de justifier les choix d'aménagement de la commune. Par exemple, l'absence de desserte en transports en commun doit conduire à éviter de développer des résidences principales, dont les habitants resteraient otages de la voiture.

Depuis la loi ALUR, le rapport de présentation du PLU doit établir un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités. Le règlement quant à lui doit fixer des obligations minimums pour le stationnement des vélos et maximum pour le stationnement voitures selon la desserte en transports en commun. Les orientations d'aménagements et de programmation doivent préciser les actions et opérations d'aménagement visant à poursuivre les principes et les objectifs énoncés aux L.1214-1 et L.1214-2 du Code des transports.

A) Le plan de déplacement urbain (PDU)

Le plan de déplacement urbain (PDU) est un document de planification qui définit les principes généraux des transports de biens et de personnes, de la circulation (tous modes confondus) et du stationnement dans le périmètre de transports urbains (PTU). Il a pour objectif de réduire la circulation automo-

bile en vue d'améliorer la qualité de l'air ainsi que de réduire les nuisances liées au bruit. Son élaboration est obligatoire pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants.

Le PDU concerne tous les modes de déplacements qui impliquent des voyageurs ou des marchandises :

- véhicules automobiles (véhicules légers et poids lourds) ;
- transports collectifs urbains et au sein du périmètre les transports interurbains ;
- deux roues ;
- piétons.

Le PDU énonce également des principes en matière de stationnement qui devront être repris dans les PLU. Il est élaboré par l'autorité organisatrice du transport urbain (AOTU) et approuvé après consultation des personnes publiques associées, des communes et groupements de communes concernés puis enquête publique. Seuls les PDU en élaboration ou validés figurent dans ces données.

La loi LAURE ou « Loi sur l'Air » rend obligatoire l'élaboration de PDU pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants. Sur les territoires couverts par un PDU, les documents de planification doivent être compatibles au PDU.

L'adoption de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement permet aux PLUI de contenir un volet spécifique tenant lieu de PDU.

La loi ALUR change ces dispositions en rendant la fusion entre PLUI et PDU possible pour tous les EPCI, quelles que soient leurs tailles, en précisant que tout le PLUI tient lieu de PDU (et plus seulement les OAP) et introduit le programme d'orientations et d'actions (POA) qui répertorie toute mesure ou tout élément d'information nécessaire à la mise en œuvre de la politique des transports et des déplacements.

La loi Grenelle II de 2010 donne désormais comme objectif aux documents de planification urbaine de « diminuer les obligations de déplacements ». Le lien que le PDU entretient avec l'urbanisme et la ville se décline aussi plus localement sur le territoire dans des problématiques d'aménagement de l'espace. La loi SRU fait de l'amélioration de la sécurité de tous les déplacements l'un des huit objectifs du PDU.

Deux PDU existent dans le Haut-Rhin : Mulhouse Alsace Agglomération et Colmar Agglomération (les deux documents sont en révision).

B) Les transports exceptionnels

Un transport exceptionnel concerne la circulation en convoi exceptionnel de marchandises, engins ou véhicules dont les dimensions ou le poids dépassent les limites réglementaires et sont susceptibles de gêner la circulation ou de provoquer des accidents.

Ce transport est soumis à une autorisation préalable et à des conditions strictes.

Les itinéraires de transports exceptionnels définis dans le département du Haut-Rhin sont représentés sur la carte ci-après et sont également consultables sous : <http://www.haut-rhin.gouv.fr> (rubrique « Politiques publiques > Transports, déplacements et sécurité routière > Transports exceptionnels > Cartes et contact »).

Ces itinéraires doivent être préservés. Tout aménagement de voirie devra prendre en compte le passage des transports exceptionnels en évitant de créer des obstacles supplémentaires.

ITINERAIRES DE TRANSPORTS EXCEPTIONNELS Département du Haut-Rhin

Légende

Transports exceptionnels
Réseaux routiers

1TE

2TE48

TE94

TE120

Limite communale

Zone urbanisée

Réseaux routiers 1TE et 2TE48 :
réseaux nationaux historiques ouverts aux
convois dits de catégorie 1 et 2 et de moins
de 48 tonnes (réseaux de la carte SETRA
n'ayant pas fait l'objet de réactualisation)
Réseaux routiers TE72, TE 94 et TE120
réseaux ouverts aux convois respectivement,
de moins de 72, 94 et 120 tonnes, et
respectant des critères de charge à l'essieu
et de distance inter-essieux (arrêté
préfectoral du 15 mai 2017).

HR_ITI_TE_2021.ggz
Réalisation : DDT 68 / MIT le 07-10-2021
Sources : DDT 68, DSR
Référentiel ©IGN BD TOPO, IGN BD TE®

Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin

0 2.5 5 km



C) L'accessibilité pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite

La loi 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, prend diverses mesures concernant notamment les constructions, la voirie, les espaces publics et les transports pour favoriser l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Elle prévoit la mise en accessibilité des transports, du bâti et des espaces publics de manière à rendre accessible l'ensemble d'un trajet effectué par une personne dont la mobilité est réduite.

L'ensemble de ces actions doit contribuer à l'amélioration de l'accessibilité pour tout individu et en tout point de territoire. Cette approche globale de l'accessibilité suppose une cohérence d'ensemble et une approche territorialisée des actions à l'échelle d'un quartier, d'une commune, d'une agglomération. La cohérence et l'approche territoriale relèvent notamment du domaine de la planification et d'un de ses principaux outils, le PLU.

L'accessibilité doit être prise en compte à chaque étape d'élaboration du PLU. Les documents de programmation « accessibilité » que sont notamment le plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics ou les schémas directeurs d'accessibilité des services de transport peuvent utilement alimenter le PLU.

Par ailleurs, l'article L.221-1 du Code de l'urbanisme prévoit que sont tenus d'être inscrites dans le PLU les réserves foncières correspondant aux équipements prévus par le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale.

D) La sécurité routière

Conformément aux dispositions des articles L.101-2 et L.151-1 du Code de l'urbanisme, le PLU doit prendre en compte la sécurité publique et en particulier la sécurité routière. En effet, les choix effectués pour le développement de l'urbanisation ont des conséquences directes sur les besoins de déplacements et ainsi sur les conditions de sécurité routière dans la commune. Au-delà des caractéristiques des infrastructures, le document d'urbanisme peut ainsi influencer sur la sécurité routière, par le choix des zones de développement, par les modalités de déplacement offertes aux usagers, par la perception de danger en zone bâtie et par les conditions de fluidité du trafic.

La prise en compte de la sécurité routière dans un PLU doit faire l'objet d'une réflexion :

- en analysant l'impact des créations ou extensions d'équipements générateurs de trafic ;
- en luttant contre l'urbanisation linéaire le long des axes routiers importants, hors agglomération et en zone péri-urbaine y compris la multiplication des accès isolés ;
- en évitant de densifier ou d'ouvrir à l'urbanisation des zones desservies par des points sensibles (proximité de passages à niveau, carrefours accidentogènes, visibilité insuffisante...) dont l'aménagement ne serait pas prévu ou des zones non reliées au centre de la commune par des chemins doux sécurisés (piétons et cycles) ;
- en recherchant, pour les nouvelles zones à urbaniser, le regroupement des accès autour de voies de circulation « apaisée » (zones 30, zones de rencontre) ;
- en adaptant les caractéristiques des voies à urbaniser à l'usage souhaité (zone 30, zone de rencontre...) ;

Des améliorations qualitatives du réseau pourront résulter d'une réflexion sur la fonction et les caractéristiques actuelles des voies :

- en les hiérarchisant entre fonction structurante, itinéraires alternatifs et circulation « apaisée » ;
- en réalisant un diagnostic des différents problèmes pouvant être liés à la sécurité routière, tels que visibilité aux carrefours, protection des usagers vulnérables, compréhension des entrées d'agglomération ;
- en prévoyant le traitement qualitatif de la pertinence de la signalisation en place.

Lors d'un projet d'aménagement, il est recommandé d'associer le référent « sécurité routière » de la commune et de solliciter les données d'accidentalité adéquates auprès de l'État en charge de cette mission.

Cette réflexion permettra le traitement de certaines causes d'insécurité déjà identifiées et d'éviter d'en créer de nouvelles.

E) Les réseaux numériques

L'accès aux technologies de l'information et de la communication est un facteur d'attractivité et de compétitivité d'un territoire. Il convient donc de disposer d'une couverture homogène et efficace afin de permettre un accès à tous les usagers (particuliers et entreprises).

La technologie reposant sur la boucle locale téléphonique présente un inconvénient majeur en raison du débit qui décroît avec la longueur de la ligne. Aujourd'hui, cette technologie ne permet plus d'accroître les débits alors que les besoins des usagers sont toujours plus importants et que les services se multiplient. L'arrivée de la fibre optique constitue une avancée technologique qui permettra d'atteindre des débits de transfert de données sans limite à ce jour. Son développement nécessite de coûteux investissements, en particulier en matière de génie civil. Si les espaces très urbanisés ne connaîtront pas de problème de desserte en très haut débit puisque les investissements seront rapidement rentables, la situation est différente pour les zones moins denses où une action publique sera indispensable pour éviter de créer des fractures numériques. La création ou l'extension de lotissements résidentiels ou de zones d'activités économiques devront désormais intégrer la pose de fourreaux supplémentaires afin de permettre l'accueil de fibres optiques. L'objectif est ainsi d'anticiper la desserte de ces zones en très haut débit. De même il est souhaitable de systématiser la pose anticipée de fourreaux lors de travaux sur le domaine public.

Le PLU devra intégrer des dispositions visant à favoriser le développement du « très haut débit » dans le règlement des zones à urbaniser.

5. La prévention des risques, les nuisances et les contraintes

Dans le domaine des risques, c'est le droit de l'environnement qui joue le rôle de « législation dirigeante » mais le législateur n'a cessé de renforcer les liens avec le droit de l'urbanisme. De ce fait, le droit de l'urbanisme, applicable aux documents d'urbanisme, assure la traduction spatiale des règles de protection établies en application de la législation de l'environnement. Le Code de l'urbanisme comporte ainsi de nombreuses dispositions relatives à la prise en compte des risques dans les documents de planification.

Les plans locaux d'urbanisme déterminent les conditions permettant d'assurer la prévention des risques naturels prévisibles. Ce principe est clairement énoncé dans l'article L.101-2 du Code de l'urbanisme.

La politique de l'État en matière de prévention des risques majeurs a pour objectif d'assurer la sécurité des personnes et des biens dans les territoires exposés à ces risques. Il s'agit d'une politique globale organisée autour de quatre grands axes forts et complémentaires qui sont la prévention, la protection, la prévision et l'information. En définissant les occupations des sols, le PLU constitue un maillon important de cette politique, en termes de prévention et de protection, notamment par une action préventive consistant à éviter l'implantation de constructions et d'activités dans des zones à risque.

Les documents graphiques du PLU font apparaître, s'il y a lieu, les secteurs où les nécessités du fonctionnement des services publics, de l'hygiène, de la protection contre les nuisances et de la préservation des ressources naturelles ou l'existence des risques naturels, tels qu'inondations, incendies de forêt, érosion, affaissements, éboulement, avalanches ou de risques technologiques justifient que soient interdites ou soumises à des conditions spéciales les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, les dépôts, affouillements, forages et exhaussement du sol.

L'article L.562-4 du Code de l'environnement établit que les plans de prévention des risques (PPR) approuvés, valent servitudes d'utilité publique et par conséquent sont annexés au PLU, conformément à l'article L.151-43 du Code de l'urbanisme.

En l'absence de PPR opposables, les documents recensant les aléas ou les niveaux de risque et fixant des prescriptions ou des recommandations doivent être pris en compte dans les documents d'urbanisme et traduits en contraintes d'aménagement.

5.1. Les risques naturels

A) Le risque inondation

L'inondation est une submersion temporaire, par l'eau, de terres qui ne sont pas submergées en temps normal. Cette notion recouvre les inondations dues aux crues de rivières. L'inondation est un phénomène naturel qui constitue une menace susceptible de provoquer des pertes de vie humaine, le déplacement de populations et des arrêts ou des perturbations d'activités économiques.

L'activité humaine aggrave le risque d'inondation. Ainsi, en zone inondable, le développement urbain et économique constitue l'un des principaux facteurs aggravants, par augmentation de la vulnérabilité. De plus, les aménagements (activités, réseaux d'infrastructures) modifient les conditions d'écoulement (imperméabilisation et ruissellement), tout en diminuant les champs d'expansion des crues. Enfin, l'occupation des zones inondables par des bâtiments et matériaux sensibles à l'eau peut générer, en cas de crue, un transport et un dépôt de produits indésirables, susceptibles de former des embâcles. Leur rupture peut engendrer une inondation brutale des zones situées en aval.

Le Plan de Prévention des Risques d'Inondations, institué par la Loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, est un outil réglementaire mis en place par le préfet de département sur les territoires exposés aux inondations. Dans le département du Haut-Rhin, ce risque a fait l'objet de 6 plans de prévention approuvés :

PPRI	Communes concernées
PPRI DE LA DOLLER approuvé le 30/04/2014, annulé par la CAA de Nancy le 08/02/2018	Aspach-le-Bas – Aspach-le-Haut – Bourbach-le-Bas – Bourbach-le-Haut – Burnhaupt-le-Bas – Burnhaupt-le-Haut – Dolleren – Guewenheim – Heimsbrunn – Kirchberg – Lauw – Leimbach – Lutterbach – Masevaux – Morschwiller-le-Bas – Mulhouse – Niederbruck – Oberbruck – Pfastatt – Rammersmatt – Reiningue – Rimbach-près-Masevaux – Roderen – Sentheim – Sewen – Sickert – Schweighouse-Thann – Wegscheid.
PPRI DE LA FECHT approuvé le 14/03/2008, modifié le 01/07/2008	Ammerschwyr – Beblenheim – Bennwihr – Breitenbach – Colmar – Guémar – Gunsbach – Hohrod – Houssen – Illaeusern – Ingersheim – Kientzheim – Luttenbach-près-Munster – Metzeral – Mittlach – Muhlbach-sur-Muster – Munster – Ostheim – Sigolsheim – Sondernach – Soultzbach-les-Bains – Stosswihr – Turckheim – Walbach – Wihr-au-Val – Wintzenheim – Zimmerbach.
PPRI DE LA LAUCH approuvé le 23/06/2006	Buhl – Eguisheim – Guebwiller – Gundolsheim – Hattstatt – Herrlisheim – Issenheim – Lautenbach – Lautenbach-Zell – Linthal – Merxheim – Pfaffenheim – Rouffach – Sainte-Croix-en-Plaine – Wettolsheim.
PPRI DE L'ILL approuvé le 27/12/2006	Altkirch – Andolsheim – Baldersheim – Bergheim – Bettendorf – Biltzheim – Brunstatt – Carspach – Colmar – Didenheim – Durmenach – Ensisheim – Fislis – Froeningen – Grentzingen – Guémar – Henflingen – Hirsingue – Hirtzbach – Hochstatt – Holtzwihr – Horbourg-Wihr – Houssen – Illfurth – Illaeusern – Illzach – Kingersheim – Logelheim – Meyenheim – Mulhouse – Munwiller – Niederentzen – Niederhergheim – Oberdorf – Oberentzen – Oberhergheim – Ostheim – Réguisheim – Riedwihr – Roppentzwiller – Ruelisheim – Sainte-Croix-en-Plaine – Saint-Hippolyte – Sausheim – Sundhoffen – Tagolsheim – Waldighoffen – Walheim – Werentzhouse – Wittenheim – Zillisheim.
PPRI DE LA VALLÉE DE LA LARGUE approuvé le 05/11/1998	Altenach – Balschwiller – Buethwiller – Dannemarie – Eglingen – Friesen – Gommersdorf – Hagenbach – Heidwiller – Hindlingen – Illfurth – Manspach – Mertzen – Retzwiller – Saint-Bernard – Saint-Ulrich – Seppois-le-Bas – Seppois-le-Haut – Spechbach-le-Bas – Strueth – Ueberstrass – Wolfersdorf.
PPRI DE LA VALLÉE DE LA THUR approuvé le 30/07/2003, modifié le 04/09/2018	Bitschwiller-les-Thann – Cernay – Ensisheim – Fellerling – Husseren-Wesserling – Kruth – Malmerspach – Mitzach – Mollau – Moosch – Oderen – Pulversheim – Ranspach – Saint-Amarin – Staffelfelden – Thann – Ungersheim – Urbès – Vieux-Thann – Wildenstein – Willer-sur-Thur – Wittelsheim.

et d'une prescription :

Arrêté portant création d'un PPRN inondation n° 2008-05012 du 19/02/2008	Blotzheim – Hémingue
---	----------------------

Dans les communes non couvertes par un PPRI mais où le risque d'inondation est connu, l'atlas des zones inondables cartographie ce risque et y associe les dispositions du plan de gestion du risque inondation (PGRI) en termes de constructibilité en fonction de l'importance de l'aléa.

B) Le risque remontée de nappe

Un porter à connaissance des informations utiles à la prévention du risque « remontées de nappe dans le bassin potassique » a été transmis par le Préfet aux communes concernées par courrier du 16 mai 2013 : Berrwiller, Bollwiller, Ensisheim, Feldkirch, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Pfastatt, Pulversheim, Raedersheim, Richwiller, Ruelisheim, Staffelfelden, Ungersheim, Wittelsheim et Wittenheim.

Les règles d'urbanisme de ces porter à connaissance doivent être intégrées dans les documents d'urbanisme et traduites dans des documents cartographiques appropriés.

C) Le risque coulées d'eaux boueuses

L'aléa « coulées d'eaux boueuses » désigne les écoulements chargés de terre en suspension qui a été détaché par les pluies ou le ruissellement, principalement sur des secteurs ruraux de collines. Le cumul de ces écoulements progresse vers l'aval et provoque des inondations.

Le zonage de la sensibilité potentielle à l'érosion à l'intérieur des bassins versants connectés aux zones urbaines est consultable sur le site de la DREAL Grand-Est :

<https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/les-coulees-d-eau-boueuses-dans-les-departements-a16758.html>

Cette cartographie sert de document de diagnostic pour la gestion de l'urbanisation notamment l'élaboration des SCoT et PLU et la mise en application de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme. Elle doit être affinée lors de l'élaboration des documents d'urbanisme sur le périmètre de la collectivité.

D) Le risque mouvement de terrain et sur-risque sismique

Les mouvements de terrain sont des phénomènes naturels d'origines très diverses. Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol, d'origine naturelle ou anthropique. Les mouvements de terrain se produisent de 2 manières :

- les mouvements lents et continus :
 - les tassements et les affaissements des sols ;
 - le retrait-gonflement des argiles ;
 - les glissements de terrain.
- les mouvements rapides et discontinus :
 - les effondrements de cavités souterraines ;
 - les écroulements et les chutes de blocs.

Les phénomènes de retrait-gonflement sont dus pour l'essentiel à des variations de volume de formations argileuses sous l'effet de l'évolution de leur teneur en eau. Ces variations de volume se traduisent par des mouvements différentiels de terrain susceptibles de provoquer des désordres au niveau du bâti. Le Haut-Rhin fait partie des départements français relativement peu touchés jusqu'à présent par le phénomène. De plus l'inventaire de l'aléa retrait-gonflement des argiles dans le département fait état d'une présence d'argiles qualifiées de risque faible à moyen.

Un porter à connaissance « risque mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux » a été transmis par le préfet du Haut-Rhin le 12 février 2020. Ce porter à connaissance comporte uniquement la cartographie de la connaissance de l'aléa. Les constructeurs sont tenus soit de suivre les recommandations des études de sols fournies par le maître d'ouvrage lorsque celles-ci sont obligatoires, soit de respecter les techniques particulières de construction dont les objectifs sont définis à l'article R.112-10 du Code de la construction et de l'habitat. Le rapport de présentation devra faire mention de ce risque.

L'inventaire départemental des cavités souterraines hors mines du département, réalisé par le Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM), répertorie un grand nombre de ces cavités.

Les données relatives aux risques de mouvement de terrain sont disponibles sur le site du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires :
<https://www.georisques.gouv.fr/accueil-collectivite>

Par ailleurs, dans le Haut-Rhin, le risque mouvement de terrain et sur-risque sismique a fait l'objet de 2 plans de prévention approuvés :

PPRN	Communes concernées
mouvement de terrain et sur-risque sismique des Vallées de la Largue et du Traubach approuvé par arrêté n° 2005-18118 du 30/06/2005	Altenach – Balschwiller – Bellemagny – Bréchaumont – Bretten – Buethwiller – Dannemarie – Eglingen – Éteimbes – Friesen – Fulleren – Gommersdorf – Guevenatten – Hagenbach – Heidwiller – Hindlingen – Illfurth – Largitzen – Manspach – Mertzen – Retzwiller – Saint-Bernard – Saint-Cosme – Saint-Ulrich – Seppois-le-Bas – Seppois-le-Haut – Spechbach-le-Bas – Strueth – Traubach-le-Bas – Traubach-le-Haut – Ueberstrass – Wolfersdorf.
mouvement de terrain et sur-risque sismique de la région de Ribeauvillé approuvé par arrêté n° 2007-0361 du 05/02/2007	Bebenheim – Bennwihr – Bergheim – Hunawihr – Kientzheim – Mittelwihr – Ribeauvillé – Riquewihr – Rodern – Rorschwihr – Saint-Hippolyte – Sigolsheim – Thannenkirch – Zellenberg.

Et de deux prescriptions :

Arrêté n°003653 du 22 décembre 2000 portant prévention d'un plan de prévention des risques « mouvements de terrain »	Rombach-le-Franc
Arrêté n° 004 portant prescription d'un plan de prévention des risques mouvement de terrain du 08 janvier 2016 Porter à connaissance du 5 juin 2019	Altkirch – Carspach – Hirsingue – Hirtzbach

E) Le risque sismique

Les décrets 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique et 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français classent les communes du Haut-Rhin en zone de sismicité 3 (modérée) pour les communes situées au Nord du département et en zone de sismicité 4 (moyenne) pour les communes situées dans le Sud du département.

Codifiée aux articles R.563-1 à 8 et D.563-8-1 du Code de l'environnement, cette nouvelle grille de zonage et les règles de construction qui en résultent, sont entrées en vigueur le 1er mai 2011.

À cet effet, le dimensionnement des bâtiments neufs doit tenir compte de l'effet des actions sismiques pour les structures de catégories d'importance III et IV en zone de sismicité 3 et 4.

La nouvelle réglementation parasismique (Eurocode 8) est consultable sous :

<http://www.plan-seisme.fr/Reglementation-en-vigueur-Batiments-a-risque-normal.html>

Légende

— Limites communales

Plan de Prévention des Risques Naturels

— Périimètre prescrit

— Périimètre approuvé

Zonages d'aléa des PPRN approuvés

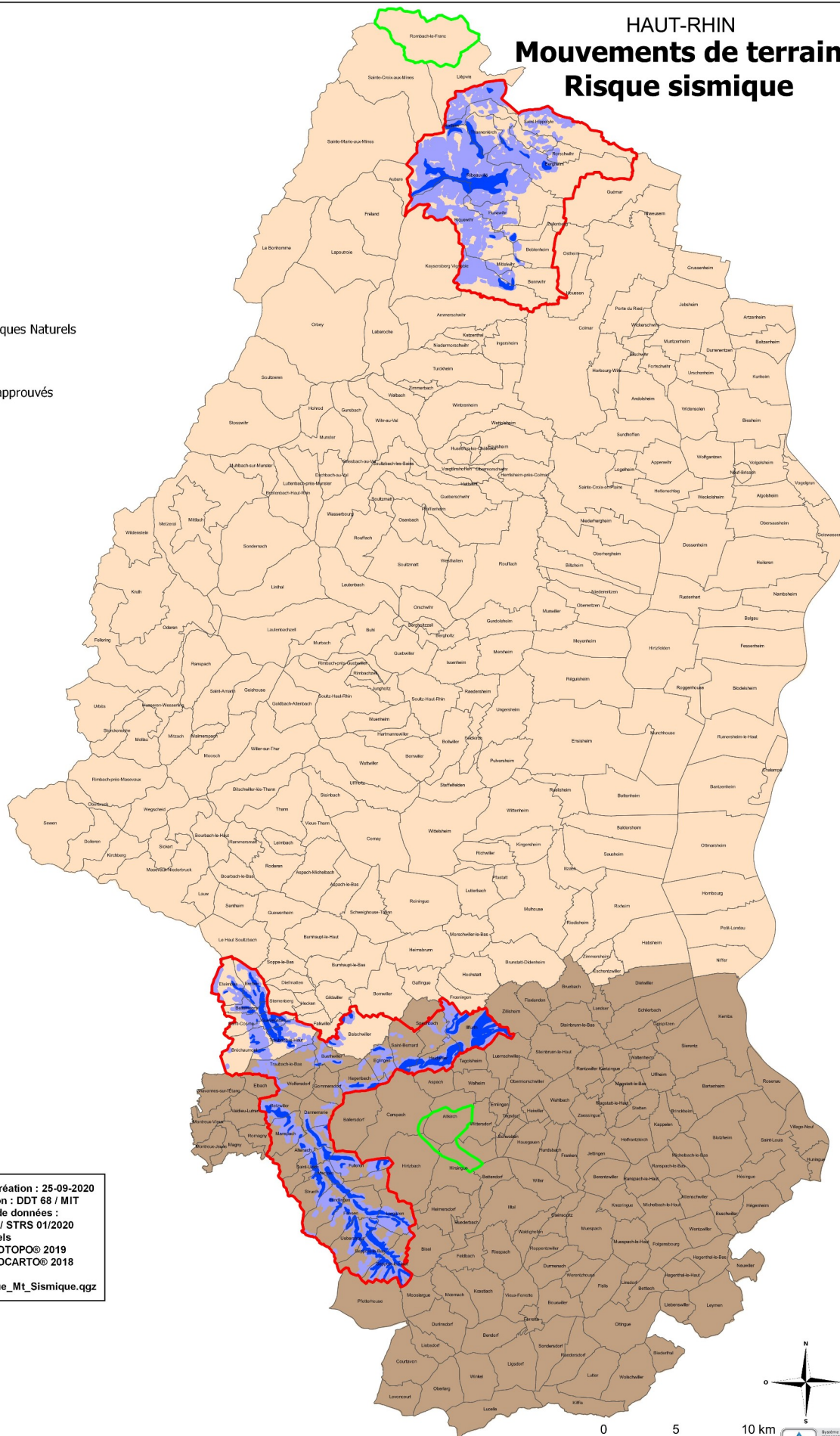
— Zone bleu clair

— Zone bleu moyen

Risque sismique

— sismicité modérée

— sismicité moyenne



Date de création : 25-09-2020
Réalisation : DDT 68 / MIT
Sources de données :
- DDT 68 / STRS 01/2020
Référentiels
- ©IGN BDTOPO® 2019
- ©IGN BDCARTO® 2018

HR_Risque_Mt_Sismique.qgz

5.2. Les risques technologiques

A) Le risque minier

Une mine est un gisement de matériaux (or, charbon, sel, uranium...). De nombreuses concessions minières ont été octroyées au cours des siècles. Il en résulte la présence de nombreuses cavités souterraines artificielles plus ou moins profondes présentant des risques d'effondrement. À l'arrêt de l'exploitation des mines souterraines, et en dépit des travaux de mise en sécurité, il peut se produire, à l'aplomb de certaines mines, trois catégories de mouvements résiduels de terrains :

- les effondrements localisés ;
- les effondrements généralisés ;
- les affaissements

Pour tous ces phénomènes, les dommages peuvent être importants et affecter les bâtiments, la voirie ainsi que les réseaux notamment de gaz et d'eau. Selon leur nature, les anciennes exploitations minières peuvent générer d'autres risques : pollution de l'eau, inondation par remontée des eaux en zones affaissées, explosions gazeuses (grisou), émissions de gaz asphyxiants, toxiques ou de radioactivité (uranium ou radon).

Dans le département du Haut-Rhin, une étude d'aléas miniers mouvements de terrain relatif aux anciens sites d'exploitation (pétrole et hydrocarbures, sels et potasse, fer et substances polymétalliques...) est en cours en vue d'élaboration de « porter à connaissance » ou de plan de prévention des risques miniers.

Un porter à connaissance concernant le risque lié aux anciennes mines de potasse d'Alsace a été transmis le 2 décembre 2019. Il concerne les communes de Berrwiller, Blodelsheim, Ensisheim, Feldkirch, Kingersheim, Pulversheim, Richwiller, Eulenheim, Staffelfelden, Ungersheim, Wittelsheim et Wittenheim. Ces porter à connaissance comprennent notamment des contraintes à prendre en compte pour l'urbanisation à proximité des anciens puits de mines, ainsi que des terrils. Ces dispositions doivent être prises en compte dans le futur document d'urbanisme ainsi que dans les décisions d'urbanisme.

B) Le risque nucléaire

Dans le Haut-Rhin, 39 communes sont concernées par le risque nucléaire du fait de la présence de la Centrale Nucléaire de Fessenheim (Algosheim, Kunheim, Rixheim, Andolsheim, Logelheim, Rouffach, Appenwihr, Merxheim, Ruelisheim, Baldersheim, Meyenheim, Sainte-Croix-en-Plaine, Battenheim, Munwiller, Sausheim, Biesheim, Neuf-Brisach, Sundhoffen, Biltzheim, Niederentzen, Ungersheim, Ensisheim, Niederhergheim, Vogelgrun, Gundolsheim, Oberentzen, Volgelsheim, Hettenschlag, Oberhergheim, Weckolsheim, Hombourg, Ottmarsheim, Widensolen, Illzach, Petit-Landau, Wittenheim, Kingersheim, Réguisheim, Wolfgantzen).

Ces communes, situées dans un périmètre de 20 km de la centrale nucléaire, font l'objet d'un plan particulier d'intervention (PPI). Les plans particuliers d'intervention sont établis afin de protéger les populations, les biens et l'environnement, pour faire face aux risques particuliers liés à l'existence ou au fonctionnement d'une installation nucléaire. Lorsqu'un incident majeur ou un accident nucléaire survient et que cet événement est susceptible d'avoir des conséquences extérieures au site, le préfet déclenche le PPI. Ce plan est un volet des dispositions du plan ORSEC départemental.

C) Le risque industriel

Un risque technologique majeur est un événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens ou l'environnement.

Créés par la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, les plans de prévention des risques technologiques (PPRT) vont permettre de contribuer à définir une stratégie de maîtrise des risques sur les territoires accueillant des sites industriels à risques.

Les PPRT sont des plans qui organisent la cohabitation des sites industriels à risques et des zones riveraines. Ils ont vocation, par la mise en place de mesures préventives sur les zones habitées et sur les sites industriels, à protéger les vies humaines en cas d'accident. Les acteurs concernés, industriels et salariés, public et riverains, élus et services de l'État élaborent ces mesures ensemble.

Dans le département du Haut-Rhin, ont fait l'objet d'un PPRT approuvé :

PPRT	n° arrêté et date	Communes concernées
ENTREPÔT PÉTROLIER DE MULHOUSE	2014-101-0014 du 11/04/2014 (approbation) 0086-PR du 16/10/2018 (modification)	Illzach – Sausheim
RHODIA-OPERATIONS, BUTACHIMIE et BOREALIS PEC-RHIN	2014-099-0003 du 09/04/2014	Chalampé – Bantzenheim – Ottmarsheim – Rummerheim-le-Haut
DUPONT DE NEMOURS	2010-218-24 du 06/08/2010	Cernay
TYM	2010-259-21 du 16/09/2010	Homboug
BASF HUNINGUE	2011-353-3 du 19/12/2011	Huningue
PPC CRISTAL FRANCE	2014-136-0005 du 16/05/14	Thann – Vieux-Thann
BIMA 83	2015-089-0005 du 30/03/2015	Cernay – Uffholtz – Wittelsheim
DSM NUTRITIONAL PRODUCTS ET RUBIS TERMINAL	2014-267-0010 du 24/09/2014 (approbation) 067-PR du 01/09/2017 (modification) 00108 PR du 02/08/2019 (modification)	Village-Neuf – Huningue

Les communes suivantes sont soumises au Plan Particulier d'Intervention de la gare de triage de Mulhouse-Nord : Brunstatt-Didenheim, Hochstatt, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller-le-Bas, Mulhouse, Pfastatt, Reiningue, Richwiller, Riedisheim, Sausheim, Wittelsheim, Wittenheim.

Par ailleurs, un porter à connaissance risques technologiques a été transmis aux communes ci-après :

Nom de l'établissement	Commune d'implantation
CONSTELLIUM (EX ALCAN RHENALU)	BIESHEIM
RHEMARO	BLOTZHEIM
SONOCO	CERNAY
STOCKMEIER URETHANES FRANCE SA	CERNAY
LINDE GAS SA	CHALAMPÉ
SCAPALSACE	COLMAR
STÉ COLMARIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	COLMAR
CENTRALE THERMIQUE DE L'ILLBERG	DIDENHEIM
CAC	ENSISHEIM
AMAC AEROSPACE	HÉSINGUE

EUROGLAS SA	HOMBOURG
TREDI HOMBOURG	HOMBOURG
SILO HUNINGUE	HUNINGUE, VILLAGE-NEUF
COVED	ILLZACH
EPM	ILLZACH
TYM ILLZACH	ILLZACH
DISTILLERIE ROMANN	KAYSERSBERG-VIGNOBLE
HARTMANN	LIEPVRE
CHAUFFERIE PORTE DE BÂLE	MULHOUSE
DMC	MULHOUSE
MITSUBISHI EQUIPEMENT ALSACE	MULHOUSE
WEIBLEN IMMEUBLES	MULHOUSE
SCAPALSACE	NIEDERHERGHEIM
SCAPASLACE	NIEDERHERGHEIM
CAROLA	RIBEAUVILLÉ
BOLLORE ENERGIE	RIEDISHEIM
WALLACH SAS	RIEDISHEIM
COGERI	RIXHEIM
PSA	RIXHEIM, SAUSHEIM
JET AVIATION	SAINT-LOUIS
ROSSMANN	SAINTE-CROIX-AUX-MINES
SALBER RECYCLAGES	SAINTE-CROIX-AUX-MINES
SIVOM	SAUSHEIM
VÉHICULES INDUSTRIELS	SOPPE LE BAS
ALSACE DÉCAPAGE	STAFFELFELDEN
ARMBRUSTER	SUNDHOFFEN
DU PONT DE NEMOURS SATELLITE 1	UFFHOLTZ
DU PONT DE NEMOURS SATELLITE 2	UFFHOLTZ
KNAUF EST	UNGERSHEIM
APPONTEMENTS RUBIS	VILLAGE-NEUF
GUSTAVE MULLER	VOGELSHEIM
TITANITE	WITTENHEIM

Les règles d'urbanisme de ces porter à connaissance doivent être intégrées dans les documents d'urbanisme et traduites dans des documents graphiques.

5.3. Divers

A) Le transport de matières dangereuses par voies terrestres

Le transport de matières dangereuses (TMD) concerne en premier lieu les voies routières et ferroviaires et, en moindres mesures, les voies d'eau. En plus des produits hautement toxiques, sont considérés comme matières dangereuses, les produits courants comme les carburants, gaz, engrais.

COMMUNES CONCERNEES PAR LE RISQUE TMD PAR VOIE FERREE		
ALTKIRCH	HATTSTATT	SAINT-LOUIS
BALDERSHEIM	HERRLISHEIM	SAUSHEIM
BALLERSDORF	HOUSSEN	SCHLIERBACH
BANTZENHEIM	HUNINGUE	SIERENTZ
BARTENHEIM	ILLFURTH	STAFFELFELDEN
BENNWIHR	ILLZACH	SUNDHOFFEN
BERGHEIM	LUTTERBACH	TAGOLSHEIM
BLOTZHEIM	MANSPACH	THANN
BOLLWILLER	MERXHEIM	TURCKHEIM
BRUNSTATT-DIDENHEIM	MONTREUX-VIEUX	VALDIEU-LUTRAN
CARSPACH	MULHOUSE	VIEUX-THANN
CERNAY	NEUF-BRISACH	VILLAGE-NEUF
CHALAMPÉ	OSTHEIM	VOLGELSHEIM
COLMAR	OTTMARSHEIM	WALHEIM
DANNEMARIE	PFASTATT	WETTOLSHEIM
DIETWILLER	RAEDERSHEIM	WINTZENHEIM
EGUISHEIM	RETZWILLER	WITTELSHEIM
FELDKIRCH	RICHWILLER	WOLFGANTZEN
GEISPITZEN	RIEDISHEIM	ZELLENBERG
GUÉMAR	RIXHEIM	ZILLISHEIM
GUNDOLSHEIM	ROUFFACH	
HABSHEIM	SAINT-HIPPOLYTE	

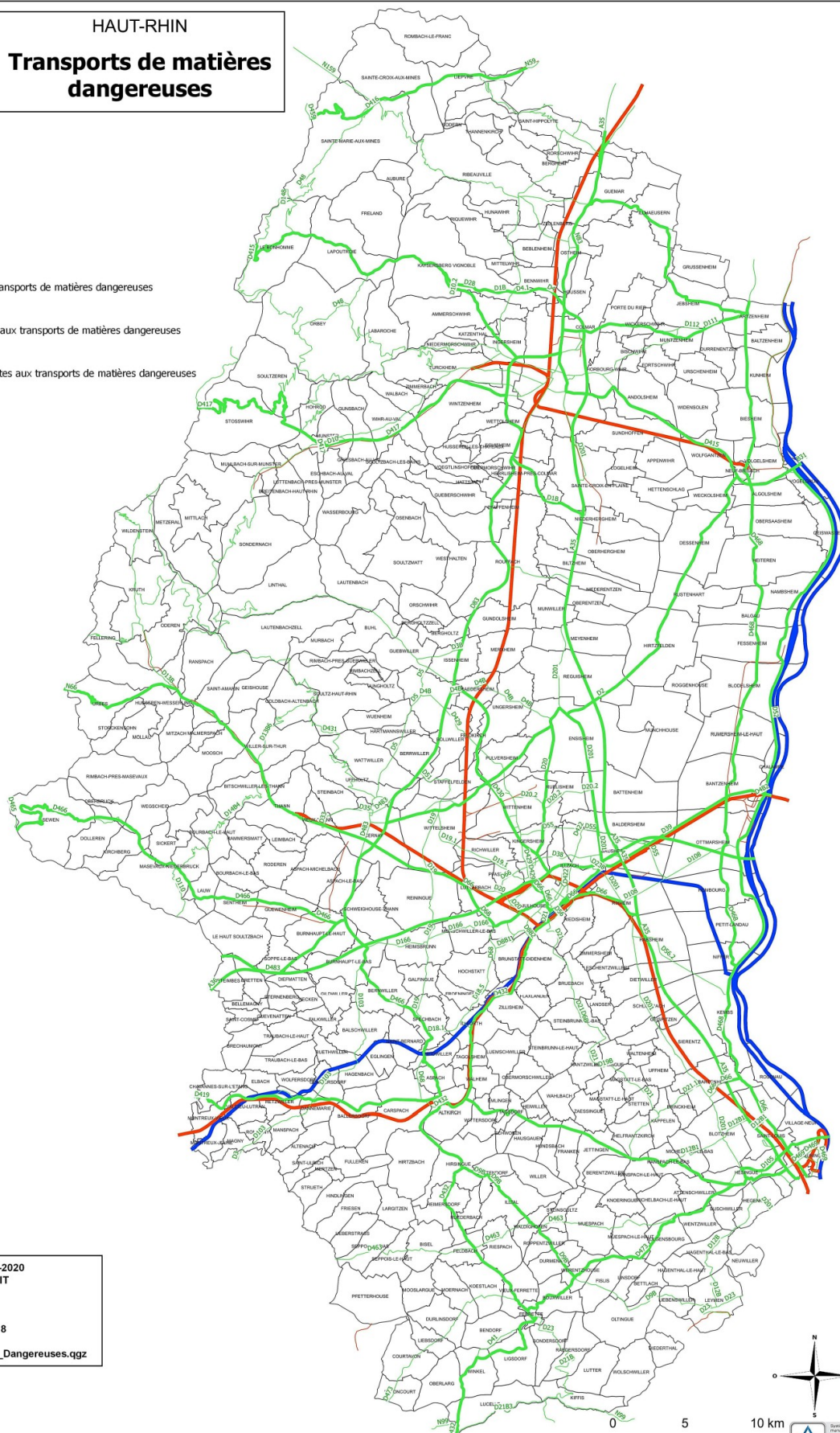
COMMUNES CONCERNEES PAR LE RISQUE TMD PAR VOIE NAVIGABLE		
ALGOLSHEIM	HEITEREN	RIEDISHEIM
ARTZENHEIM	HOMBOURG	RIXHEIM
BALGAU	HUNINGUE	ROSENAU
BALTZENHEIM	ILLZACH	RUMERSHEIM-LE-HAUT
BANTZENHEIM	KEMBS	SAINT-LOUIS
BARTENHEIM	KUNHEIM	SAUSHEIM
BIESHEIM	NAMBSHEIM	SIERENTZ
BODELSHEIM	NIFFER	VILLAGE-NEUF
CHALAMPÉ	OBERSAASHEIM	VOGELGRUN
FESSENHEIM	OTTMARSHEIM	VOLGELSHEIM
GEISWASSER	PETIT-LANDAU	

COMMUNES CONCERNEES PAR LE RISQUE TMD PAR VOIE ROUTIERE			
ALGOLSHEIM	FELLERING	LIGSDORF	SAINT-LOUIS
ALTKIRCH	FERRETTE	LINSBORF	STE-CROIX-AUX-MINES
AMMERSCHWIHR	FESSENHEIM	LUCELLE	STE-CROIX-EN-PLAINE
ANDOLSHEIM	FISLIS	LUTTERBACH	STE-MARIE-AUX-MINES
ARTZENHEIM	FOLGENSBURG	MALMERSPACH	SAUSHEIM
ASPACH	FRANKEN	MASEVAUX- NIEDERBRUCK	SCHLIERBACH
ASPACH-LE-BAS	GEISPITZEN	MEYENHEIM	SCHWEIGHOUSE- THANN
ATTENSCHWILLER	GEISWASSER	MICHELBAACH-LE-BAS	SCHWOEBEN
BALDERSHEIM	GRIESBACH-AU-VAL	MICHELBAACH-LE-HAUT	SENTHHEIM
BALGAU	GOMMERSDORF	MONTREUX-VIEUX	SEWEN
BALLERSDORF		MOOSCH	SICKERT
BALTZENHEIM	GRUSSENHEIM	MORSCHWILLER-LE-BAS	SIERENTZ
BANTZENHEIM	GUEBERSCHWIHR	MUESPACH-LE-HAUT	SOPPE-LE-BAS
BARTENHEIM	GUÉMAR	MULHOUSE	SOULTZ
BATTENHEIM	GUEWENHEIM	MUNSTER	SOULTZEREN
BENDORF	GUNDOLSHEIM	MUNTZENHEIM	SPECHBACH
BENNWIHR	GUNSBACH	MUNWILLER	STAFFELFELDEN
BERGHEIM	HABSHEIM	NAMBSHEIM	STEINSOULTZ
BERGHOLTZ	HATTSTATT	NEUF-BRISACH	STOSSWIHR
BERNWILLER	HAUSGAUEN	NIEDERENTZEN	SUNDHOFFEN
BERRWILLER	HEIDWILLER	NIEDERHERGHEIM	TAGOLSHEIM
BETTENDORF	HEIMERSDORF	NIFFER	TAGSDORF
BIESHEIM	HEIMSBRUNN	OBERBRUCK	THANN
BILTZHEIM	HEITEREN		TURCKHEIM
BITSCHWILLER-LES- THANN	HELFRANTZKIRCH	OBERENTZEN	UFFHOLTZ
BLODELSHEIM	HERRLISHEIM	OBERHERGHEIM	UNGERSHEIM
BLOTZHEIM	HÉSINGUE	OBERLARG	URBÉS
BOLLWILLER	HIRSINGUE	OBERSAASHEIM	VALDIEU-LUTRAN
LE BONHOMME	HIRTZBACH	OSTHEIM	VIEUX-FERRETTE
BOUXWILLER	HIRTZFELDEN	OTTMARSHEIM	VIEUX-THANN
BRETEN	HOMBOURG	PETIT-LANDAU	VILLAGE-NEUF
BRUNSTATT- DIDENHEIM	HORBOURG-WIHR	PFaffenHEIM	VOGELGRUN
BURNHAUPT-LE-BAS	HOUSSEN	PFASTATT	VOLGELSHEIM
BURNHAUPT-LE-HAUT	HUNDSBACH	PORTE DU RIED	WALBACH
BUSCHWILLER	HUSSEREN- WESSERLING	PULVERSHEIM	WALDIGHOFFEN
CARSPACH	ILLFURTH	RAEDERSHEIM	WALHEIM
CERNAY	ILLHAEUSERN	RANSPACH	WATTWILLER
CHALAMPÉ	ILLTAL	RANSPACH-LE-BAS	WECKOLSHEIM
CHAVANNES-SUR- L'ETANG	ILLZACH	RANSPACH-LE-HAUT	WEGSCHEID
COLMAR	INGERSHEIM	RÉGUISHHEIM	WENTZWILLER
DANNEMARIE	ISSENHEIM	REININGUE	WERENTZHOUSE
DESSSENHEIM	JEBBSHEIM	RETTZWILLER	WETTOLSHEIM
DIEFMATTEN	JETTINGEN	RIEDISHEIM	WICKERSCHWIHR
DIETWILLER	KATZENTHAL	RIESPACH	WIDENSOLEN
DOLLEREN	KAYSERSBERG VIGNOLE	RIXHEIM	WIHR-AU-VAL
DURMENACH	KEMBS	ROPPENTZWILLER	WILLER-SUR-THUR
DURRENENTZEN	KINGERSHEIM	ROUFFACH	WINKEL
EGUISHEIM	KIRCHBERG	RUEDERBACH	WINTZENHEIM
EMLINGEN	KOESTLACH	RUELISHEIM	WITTELSHEIM
ENSISHEIM	KUNHEIM	RUMERSHEIM-LE- HAUT	WITTENHEIM
ETEIMBES	LAPOUTROIE	RUSTENHART	WITTERSDORF
FELDBACH	LAUW	SAINT-AMARIN	WOLFGANTZEN
FELDKIRCH	LIEPVRE	SAINT-HIPPOLYTE	ZILLISHEIM

HAUT-RHIN Transports de matières dangereuses

Légende

- Routes ouvertes aux transports de matières dangereuses
- Routes importantes
- Voies ferrées ouvertes aux transports de matières dangereuses
- Autres voies ferrées
- Voies navigables ouvertes aux transports de matières dangereuses
- Limites communales



Date de création : 30-07-2020
 Réalisation : DDT 68 / MIT
 Sources de données :
 - DDT 68/STRS
 - Référentiel
 - ©IGN BDCARTO® 2018

HR_Transport_Matieres_Dangereuses.qgz

Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin



B) Le transport de matières dangereuses par canalisations

Le mode de transport des matières dangereuses (gaz combustibles, hydrocarbures liquides ou liquéfiés et produits chimiques) par canalisations est aujourd'hui considéré comme le plus sûr comparativement aux autres modes de transport applicables aux mêmes fluides (route, rail, transport fluvial, transport maritime). En Alsace, plus de 1 800 km composent ce réseau de canalisation. Toutefois, bien qu'ils soient rares, les accidents peuvent être très graves (explosion, inflammation, toxicité). Une nouvelle réglementation doit donc permettre de renforcer encore la sécurité des canalisations de transport. Dans ce cadre, des mesures spécifiques ont été définies ou renforcées dans les domaines :

- du contrôle de la construction des canalisations de transport neuves et de la surveillance de celles qui sont déjà en services (servitudes) ;
- de l'encadrement des travaux réalisés dans leur voisinage (DR et DICT) ;
- du contrôle de l'urbanisation de part et d'autre de leur tracé (servitudes, études de sécurité).

En liaison avec les exploitants de canalisations de transports de matières dangereuses, la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement a examiné les risques présentés par ces ouvrages et défini 3 zones de dangers (significatifs, graves, très graves) pouvant faire l'objet de mesures de limitation de l'urbanisation.

Les communes du Haut-Rhin traversées par ces canalisations de transport de gaz ont été destinataires d'un Porter à Connaissance générique transmis par le préfet le 30 septembre 2011.

À cet effet, la présence de canalisation doit être signalée dans le rapport de présentation avec le rappel des distances des zones de vigilance à respecter. Les moyens mis en œuvre pour en tenir compte doivent être exposés (choix de zonage, prescriptions particulières). Le propriétaire des canalisations (GRT Gaz) de transport de gaz naturel doit en outre être consulté pour toute modification du document d'urbanisme ainsi que pour tout projet d'urbanisme, en particulier les projets d'ERP (établissement recevant du public) de plus de 100 personnes ou d'IGH (immeuble de grande hauteur) envisagés à l'intérieur des servitudes d'utilité publique. Le cas échéant et dans l'attente de cette intégration, il doit être fait usage, dans le cadre de l'instruction des autorisations d'urbanisme, de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme pour interdire certains établissements recevant du public et IGH. Le recours particulier à cet article permet notamment de refuser une autorisation (permis, certificat d'urbanisme).

Des servitudes d'utilité publique ont par ailleurs été instituées sur le territoire du Haut-Rhin concernant les canalisations suivantes :

- canalisations de transport de gaz naturel exploitées par GRTgaz SA (arrêté préfectoral du 15 décembre 2016) ;
- canalisations de transports d'hydrocarbures exploitées par la Société du Pipeline Sud-Européen (arrêté préfectoral du 14 mars 2019) ;
- canalisations de transports d'hydrocarbures exploitées par la société Entrepôt Pétrolier de Mulhouse (arrêté préfectoral du 10 mai 2019) ;
- canalisations de transports d'hydrocarbures exploitées par la société Rubis Terminal SA (arrêté préfectoral du 16 décembre 2019).

COMMUNES CONCERNEES PAR LE RISQUE TMD PAR CANALISATIONS			
ALTENACH	DIEFMATTEN	KUNHEIM	STE-CROIX-EN-PLAINE
AMMERSCHWIHR	DURMENACH	LIEPVRE	STE-MARIE-AUX-MINES
ANDOLSHEIM	DURRENENTZEN	LINSBORF	SAINT HIPPOLYTE
ARTZENHEIM	ETEIMBES	LOGELHEIM	SAINT-LOUIS
ASPACH-LE-BAS	FELDBACH	LUTTERBACH	SAINT-ULRICH
ASPACH-MICHELBAACH	FELDKIRCH	MANSPACH	SAUSHEIM
BALGAU	FESSENHEIM	MERXHEIM	SCHWEIGHOUSE-THANN
BALLERSDORF	FISLIS	MOERNACH	SEPPOIS-LE-BAS
BALSCHWILLER	FOLGENSBURG	MOOSLARGUE	SEPPOIS-LE-HAUT
BANTZENHEIM	FORTSCHWIHR	MORSCHWILLER-LE-BAS	SIERENTZ
BARTENHEIM	FRIESEN	MULHOUSE	SOPPE-LE-BAS
BELLEMAGNY	GOMMERSDORF	MUNSTER	SOULTZBACH-LES-BAINS
BENNWIHR	GRIESBACH-AU-VAL	MUNTZENHEIM	SOULTZ
BERGHEIM	GRUSSENHEIM	MUNWILLER	STAFFELFELDEN
BERNWILLER	GUNDOLSHEIM	NIEDERENTZEN	STERNENBERG
BERRWILLER	GUNSBACH	NIEDERHERGHEIM	STRUETH
BETTLACH	HAGENTHAL-LE-BAS	NIFFER	SUNDHOFFEN
BIESHEIM	HAGENTHAL-LE-HAUT	OBERENTZEN	THANN
BILTZHEIM	HARTMANNSWILLER	OBERHERGHEIM	TURCKHEIM
BISCHWIHR	HEGENHEIM	OBERSAASHEIM	UEBERSTRASS
BISEL	HEIMSBRUNN	OLTINGUE	UFFHOLTZ
BODELSHEIM	HEITEREN	OTTMARSHEIM	UNGERSHEIM
BLOTZHEIM	HESINGUE	PETIT-LANDAU	URSCHENHEIM
BOUXWILLER	HINDLINGEN	PORTE DU RIED	VIEUX-FERRETTE
BRETEN	HOMBOURG	PULVERSHEIM	VIEUX-THANN
BRUN STATT-DIDENHEIM	HORBOURG-WIHR	RAEDERSHEIM	VILLAGE-NEUF
BUETHWILLER	HOUSSEN	REININGUE	WATTWILLER
BURNHAUPT-LE-BAS	HUNINGUE	RIBEAUVILLE	WECKOLSHEIM
BURNHAUPT-LE-HAUT	ILLZACH	RIEDISHEIM	WENTZWILLER
BUSCHWILLER	INGERSHEIM	RIXHEIM	WERENTZHOUSE
CARSPACH	ISSENHEIM	ROSENAU	WIDENSOLEN
CERNAY	JEBSHEIM	ROUFFACH	WIHR-AU-VAL
CHALAMPE	KAYSERSBERG VIGNOLE	RUMERSHEIM-LE-HAUT	WINTZENHEIM
COLMAR	KEMBS	RUSTENHART	WITTELSHEIM
DANNEMARIE	KOESTLACH	STE-CROIX-AUX-MINES	WOLFGANTZEN
DESSSENHEIM			

C) L'exposition au plomb

L'ensemble du territoire français est concerné par la recherche de plomb dans les habitations construites avant 1949. Le risque d'exposition au plomb devra être mentionné à titre d'information dans les annexes du Plan Local d'Urbanisme, conformément aux dispositions de l'article R.123-13 du Code de l'urbanisme (décret n° 2004-531 du 09/06/2004 et décret n° 2006-474 du 25/04/2006).

D) L'exposition au radon

Le radon, gaz radioactif d'origine naturelle, est classé « cancérigène certain » pour l'homme depuis 1987. Présent naturellement dans les sols, ce gaz peut se concentrer dans l'air intérieur des bâtiments, à la faveur des failles ou de microfissures dans le sol.

L'arrêté ministériel du 27 juin 2018 classe les communes en fonction du niveau du potentiel radon (faible, moyen, élevé).

Ainsi, il est pertinent, dès la phase de conception d'un bâtiment, de mettre en place des solutions efficaces pour un coût souvent marginal à cette étape afin de diminuer la présence de radon dans le bâtiment :

- limiter la surface des pièces de vie (chambre, séjour) en contact avec le sol ;
- assurer l'étanchéité et le bâtiment et son sous-sol au niveau du plancher bas, mais aussi des remontées de réseaux et joints périphériques ;
- veiller à la bonne aération du bâtiment et de son soubassement ;
- prévoir un vide sanitaire ventilé et accessible.

Il convient que le PLU informe les futurs constructeurs du risque lié au radon dans la commune.

E) Les servitudes d'utilité publique

Les servitudes d'utilité publique (SUP) sont des limitations administratives au droit de propriété autorisées par la loi au bénéfice de personnes publiques (État, collectivités locales, établissements publics), de concessionnaires de services ou de travaux publics, de personnes privées exerçant une activité d'intérêt général (concessionnaires d'énergie hydraulique, de canalisations de transport de produits chimiques, etc.).

Elles constituent des charges qui grèvent de plein droit des immeubles (bâtiments ou terrains) et qui peuvent avoir pour effet :

- d'interdire ou limiter l'exercice par les propriétaires de leur droit d'occuper ou d'utiliser le sol ;
- de les obliger à faire des travaux d'entretien, de réparation, de démolition, etc. ;
- de les obliger à laisser faire l'exécution de travaux ou l'installation de certains ouvrages.

Une SUP peut ouvrir droit à une indemnité. Généralement, les SUP ne trouvent pas leur fondement dans le code de l'urbanisme mais dans un texte spécifique établi en application d'une législation elle-même spécifique, indépendamment du CU.

Les PLU doivent comporter en annexe, conformément à l'article R.151-51 et suivants du code de l'urbanisme, les servitudes d'utilité publiques affectant l'utilisation du sol qui figurent sur une liste dressée par décret en Conseil d'État. Les arrêtés préfectoraux correspondant doivent également être annexés.

Les SUP ayant vocation à être diffusées, via le Géoportail de l'urbanisme, et superposées à des référentiels et des informations géographiques, elles doivent être numérisées à la résolution correspondant à la parcelle cadastrale et suivant les règles du conseil national de l'information géographique (CNIG).

Lors de la transmission du présent porter à connaissance, la DDT transmet une liste de SUP présentes dans le département, ainsi que les coordonnées des gestionnaires à qui les collectivités doivent s'adresser, notamment lorsque les SUP n'ont pas encore été publiées au Géoportail de l'urbanisme par leur gestionnaire.

F) Les nuisances sonores

La problématique de l'environnement sonore, qui constitue un élément important du cadre de vie, nécessite d'être prise en compte au moment de l'élaboration du PLU(i) afin de permettre le bon fonctionnement des activités, et au besoin de leur développement, sans que cela n'occasionne de nuisances pour les habitants. La présence des infrastructures bruyantes (voies de circulation, salles de spectacle, aires de jeu pour enfants, équipements sportifs, etc.) nécessite également d'être prise en compte au moment de la délimitation des zones à vocation d'habitation. Des aménagements destinés à limiter la propagation du son peuvent être prévus.

La collectivité peut au besoin s'appuyer sur le guide « PLU et Bruit : la boîte à outils de l'aménageur » : <https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/plu06.pdf>

Le décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le Code de l'urbanisme et le Code de la construction et de l'habitation, rend obligatoire la prise en compte du bruit des infrastructures de transports terrestres dans les PLU. L'arrêté ministériel du 30 mai 1996 définit les modalités de classement des infrastructures des transports terrestres et d'isolement acoustique de bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.

Dans le Haut-Rhin, le classement sonore de toutes les infrastructures de transports terrestres fait l'objet de l'arrêté préfectoral n° 98-1720 en date du 24 juin 1998 modifié par l'arrêté préfectoral n° 99-2523 du 11 octobre 1999. Cet arrêté a été révisé en date du 21 février 2013 par arrêté préfectoral n° 2013-052-009.

Les informations relatives aux catégories sonores des infrastructures et aux secteurs affectés par le bruit doivent être annexées au PLU et traduites dans des documents graphiques.

G) Les sites et sols pollués

Les sites et sols susceptibles d'être pollués et appelant une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif sont répertoriés sur le site du ministère chargé de l'environnement à l'adresse suivante :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/sites-et-sols-pollues/donnees#/>.

Il y a lieu de faire état des anciens sites, industriels et activités de service dans la mesure où tous ces sites, abandonnés ou non, sont susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement pouvant conditionner les travaux.

La prise en compte des sites et sols pollués se traduit dans le PLU par la nécessité de recenser ces sites et d'afficher le risque (rapport de présentation, zonage particulier...) Les secteurs faisant l'objet d'une pollution des sols ou devant faire l'objet d'études supplémentaires peuvent être représentés sur le plan de zonage du PLU, soit par la création d'une trame graphique, soit par un sous-zonage spécifique.

Les collectivités doivent s'assurer, préalablement au reclassement de ces secteurs, que l'état des terrains est compatible avec les nouveaux usages envisagés. En cas d'incompatibilité, il leur revient de détermi-

ner les conditions d'utilisation. L'implantation d'établissements accueillant des populations sensibles sur des sols pollués doit être évitée, notamment lorsqu'il s'agit d'anciens sites industriels (voir circulaire interministérielle du 8 février 2007). Les établissements concernés sont notamment les sous-destinations « établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale » et « autres établissements recevant du public ».

Le PLU(I) devra indiquer si des projets d'aménagement sont localisés sur d'anciens sites ayant accueilli des activités potentiellement polluantes. Dans ce cas, il devra faire état de cette population et des résultats des études disponibles et apporter des éléments démontrant que l'urbanisation de ces terrains est possible malgré la pollution.

À noter que la loi ALUR a réformé le droit des sites et sols pollués et structuré les outils d'identification et d'information sur les sols pollués en organisant une procédure impliquant à la fois l'État, les propriétaires et le public. À cette fin, elle a chargé l'État, par l'intermédiaire des préfets, de créer des secteurs d'information sur les sols (SIS). Ce zonage a une fonction d'inventaire cartographié des terrains pollués, mais aussi d'information, via les documents d'urbanisme notamment. Il implique, pour les maîtres d'ouvrage, l'obligation de réaliser une étude de sols préalable à tout projet de construction ou d'aménagement. Avec la parution du décret n° 2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols (SIS) et portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les risques miniers, la réforme opérée en la matière par l'article 173 de la loi ALUR est désormais opérationnelle. Ce texte et le décret qui le précède portant application de l'article L.512-21 du Code de l'environnement, mettent en place les outils et procédures nécessaires pour que puissent s'appliquer trois axes importants de la réforme :

- le renforcement des vecteurs d'information sur l'existence de sols pollués, par la création des SIS et de la carte des anciens sites industriels et activités de services (articles L.125-6, R.125-41 et suivants, R.125-48 du code de l'environnement) ;
- la possibilité pour un tiers de se substituer à l'exploitant pour réhabiliter un site ayant supporté une ICPE, moyennant constitution de garanties financières (articles L.512-21 et R.512-76 et suivants du Code de l'environnement) ;
- l'obligation de réaliser une étude de sols à la charge du maître de l'ouvrage qui projette soit le changement d'usage d'un site ayant accueilli une ICPE (L.556-1 et R.556-1 et suivants du Code de l'environnement) soit la construction ou l'aménagement d'un terrain situé en SIS (L.556-2 et R.556-2 et suivants).

Dans le Haut-Rhin, les SIS suivants ont été délimités :

N°Identifiant	Commune principale	Nom(s) usuels
68SIS06518	BRUNSTATT-DIDENHEIM	HERELE
68SIS06519	BRUNSTATT-DIDENHEIM	RECKHOLDERBERG
68SIS07163	CERNAY	METALLO
68SIS06378	COLMAR	JUX
68SIS07168	HEGENHEIM	CARRIERE ROHKIES
68SIS07112	HUNINGUE	ANC. USINE FROSSARD
68SIS07083	HUSSEREN WESSERLING	Parc de Wesserling - anciennement CDT (Compagnie de Développement Textile)
68SIS06520	ILLZACH	GAZ DE FRANCE (rue de l'III)
68SIS06885	KINGERSHEIM	MIKIT - Projet de construction de maisons d'habitation
68SIS06887	KINGERSHEIM	SCI CIMO - ASSOCIATION DES PAPILLONS BLANCS
68SIS06554	MULHOUSE	ANC. SACM (Pointe Citroen)
68SIS06845	MULHOUSE	LACAQUE
68SIS06847	MULHOUSE	Nufarm
68SIS06848	MULHOUSE	Site SACM-- secteur B (La Cathédrale et son parvis)
68SIS06893	REININGUE	Dépôt sauvage de terres polluées du chantier de terrassement de la zone d'aménagement Leroy Merlin
68SIS07021	RIBEAUVILLE	ANC. USINE A GAZ
68SIS06989	RICHWILLER	ABT
68SIS07020	RICHWILLER	AC2R
68SIS07016	RIEDISHEIM	Entrepôts HIEBEL
68SIS06990	RIXHEIM	ABT (ex TECHNOCHROME)
68SIS06778	SAINT HIPPOLYTE	Ancien site minier uranifère du Teufelsloch
68SIS07066	SAINT LOUIS	ABAX-RAVICOLOR
68SIS07024	SAUSHEIM	Ancienne décharge Ile Napoléon
68SIS07063	TAGOLSHEIM	FONDERIE DE PRECISION D'ALSACE
68SIS06383	TURCKHEIM	PAPETERIES DE TURCKHEIM - sites est et ouest
68SIS06384	TURCKHEIM	Wanacker
68SIS07065	VIEUX THANN	SIVT ATHANOR
68SIS05045	WINTZENHEIM	LIGIBELL

H) La gestion des déchets

En matière de déchets, la planification se traduit par :

- le Plan Régional d'Élimination des Déchets Industriels Spéciaux (PREDIS) incluant le Plan Régional d'Élimination des Déchets d'Activités de Soins (PREDAS) approuvé le 27 novembre 1996 ;
- le Plan d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PEDMA) dont la dernière révision a été approuvée par le Conseil Général en mars 2005 ;
- le Plan de Gestion des Déchets du Bâtiment et des Travaux Publics (PGDBTP) approuvé le 30 juin 2005 par le préfet ;
- le Plan Départemental de gestion des déchets du Haut-Rhin a été approuvé par le Conseil Général du Haut-Rhin par décision n° CG 2003/I-601/2 du 21 mars 2003.

En ce qui concerne les déchets radioactifs, deux sites sont répertoriés à l'inventaire des déchets radioactifs de l'ANDRA, à savoir le site de l'Armée de l'Air à Saint-Louis et celui de DSM Nutritional Products à Village-Neuf.

Une cartographie relative à la gestion de déchets peut être trouvée à l'adresse <https://carto.sinoe.org/>

I) Pollution de l'air extérieur

Les effets néfastes de la pollution atmosphérique urbaine ont été mis en évidence par de nombreuses épidémiologiques et toxicologiques. Elles sont aujourd'hui un enjeu de santé publique fort, qui nécessite d'être pris en compte dans les politiques d'urbanisme.

Ces effets sont classés en deux groupes :

- les effets à long terme, qui constituent l'enjeu principal en termes de santé publique, peuvent survenir après une exposition à la pollution atmosphérique chronique et induire une sur-incidente de certaines pathologies, ainsi qu'une surmortalité ;
- les effets à court terme, qui se traduisent par des manifestations cliniques survenant dans des délais très brefs suite à une variation des niveaux ambiants de pollution atmosphérique.

Les documents d'urbanisme constituent un outil privilégié dans la prévention des nuisances liées à l'implantation des voies de circulation, d'activités industrielles ou artisanales, ou encore de bâtiments d'habitation. Ils permettent également de prescrire la mise en place de mesures visant à limiter l'exposition aux pollens de plantes allergènes et aux produits phytosanitaires.

Pour prévenir l'exposition aux épandages de produits phytosanitaires, l'article L.253-71 du code rural et de la pêche maritime prévoit la mise en place de mesures de protection à proximité de nouveaux lieux et établissements accueillant des personnes vulnérables. Elles correspondent principalement à des haies anti-dérives ayant une largeur d'au moins 5 mètres. Cette contrainte n'est pas négligeable et mérite d'être anticipée au travers du document d'urbanisme.

Le PLU(i) doit prendre en compte la qualité de l'air dans son ensemble et au niveau des différents documents :

- l'état initial de l'environnement doit présenter une synthèse des données relatives à la qualité de l'air et identifier les secteurs du territoire concernés par des dépassements des normes de qualité de l'air ; et préciser s'ils font l'objet d'un projet d'urbanisation ;
- les OAP doivent intégrer l'exposition des populations à la pollution dans la programmation urbaine, les choix d'implantation des bâtiments et l'architecture ;
- le PADD peut prévoir des aménagements destinés aux modes doux de déplacements, permettre le développement des transports en commune et prévoir la création d'espaces verts ;
- le règlement écrit peut interdire l'implantation d'établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale à proximité immédiate des voies à fort trafic. Dans les secteurs sujets à des dépassements des normes de qualité de l'air, il peut prévoir que les aménagements limitent l'exposition de la population à la pollution atmosphérique.

J) Nuisances liées à l'activité agricole

En raison des risques de nuisances occasionnés par ce type d'établissement, des distances d'éloignement entre les bâtiments d'élevages ou leurs annexes et les immeubles et locaux occupés par des tiers sont fixées par le règlement sanitaire départemental (RSD). Ces distances sont variables en fonction du type et du nombre d'animaux, et indiquées à l'article 153 du RSD ou par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Par ailleurs, le code rural définit à son article L.111-3 une règle de réciprocité qui précise que ces règles de recul s'appliquent aux habitations vis-à-vis des exploitations agricoles et inversement. Il est nécessaire de tenir compte de ces distances lors de la détermination des limitations des limites des zones ur-

baines et à urbaniser du projet de PLU(i). Il appartient au maire de recueillir auprès des exploitants agricoles les projets de développement lors de la phase d'élaboration ou de révision du PLU(I).

K) Moustique tigre

Le réchauffement climatique et le développement des échanges internationaux favorisent la dispersion d'espèces exotiques envahissantes. Ainsi, le moustique tigre, vecteur de la dengue, du chikungunya et du zika est déjà largement présent dans le sud de la France et s'implante progressivement en Alsace.

Les moustiques ont besoin de très faibles quantités d'eaux stagnantes pour se reproduire. Aussi, l'urbanisation et les modes de vie actuels favorisent le développement des gîtes larvaires, lieux propices à la prolifération des moustiques. En effet, l'aménagement des quartiers et les techniques constructives ou architecturales créent une multitude de réservoirs d'eaux stagnantes favorable à la ponte.

Le projet d'aménagement doit donc intégrer ce nouveau risque sanitaire en réfléchissant aux meilleures techniques disponibles qui empêchent ou limitent les eaux stagnantes. Il s'agit d'un enjeu à intégrer dans l'état initial de l'environnement et dans les OAP.

Ces mesures sont efficaces contre la prolifération de tous les moustiques et permettent donc avant tout de limiter les nuisances liées aux piqûres.

L) Champs électromagnétiques

Les lignes à haute tension peuvent représenter une contrainte non négligeable en termes de sécurité et santé publiques, voire compromettre la réalisation du projet selon le contenu de la servitude d'utilité publique relative à ces lignes, et d'autre part selon les niveaux de champs présents sous et aux environs des lignes.

Il est donc nécessaire que le PLU(i), en particulier les OAP, prenne en compte cette problématique et apportent des éléments démontrant la compatibilité sanitaire des projets avec les lignes électriques.

Il est en particulier conseillé de ne pas implanter de nouveaux établissements sensibles dans les zones exposées aux champs magnétiques. Il s'agit en particulier des « établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale ».

6. La protection des milieux naturels et de la biodiversité

Le ministère de la transition écologique et solidaire a regroupé sur un site internet dédié – Nature France : <http://www.naturefrance.fr/> – l'information générale et les actualités sur la nature, les paysages et la biodiversité.

Un lien vers la plate-forme nationale du système d'information de référence sur la nature et les paysages permet notamment de connaître, consulter et télécharger les programmes et données de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN : <http://inpn.mnhn.fr>) dont l'organisation a été confiée au Muséum National d'Histoire Naturelle qui assure la responsabilité scientifique des inventaires définis à l'article L.411-1 A du Code de l'environnement.

6.1. Les réserves naturelles

Des parties du territoire peuvent être classées en réserve naturelle lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader (article L.332-1 du Code de l'environnement).

Les réserves naturelles constituent des servitudes d'utilité publique et sont reportées en annexe du document d'urbanisme. Les territoires classés en réserve naturelle ne peuvent être ni détruits ni modifiés dans leur état ou dans leur aspect, sauf autorisation spéciale du conseil régional pour les réserves naturelles régionales, ou du représentant de l'État pour les réserves naturelles nationales.

Les activités qui sont susceptibles de nuire au développement naturel de la faune et de la flore, au patrimoine géologique et, plus généralement, d'altérer le caractère de ladite réserve sont réglementées, voire interdites. L'acte de classement tient compte de l'intérêt du maintien des activités traditionnelles existantes dans la mesure où elles sont compatibles avec les objectifs de sauvegarde du site.

A) Les réserves naturelles nationales

Elles sont créées à l'initiative de l'État pour assurer la conservation d'éléments du milieu naturel d'intérêt national ou la mise en œuvre d'une réglementation européenne ou d'une obligation résultant d'une convention internationale. La décision de classement est prononcée par décret, après avis du Conseil national de la protection de la nature et des ministres chargés de l'agriculture, de la défense, du budget, de l'urbanisme, des transports, de l'industrie et des mines. Le ministre chargé de la protection de la nature saisit également le préfet du projet de classement afin qu'il engage les consultations et soumette le projet à une enquête publique.

Un organisme gestionnaire, un comité consultatif, et un conseil scientifique sont désignés, et un plan de gestion est établi pour 5 ans.

Il existe 3 réserves naturelles nationales dans le Haut-Rhin, : le Frankenthal-Missheimle (STOSSWIHR), le massif du Ventron (WILDENSTEIN, KRUTH et FELLERING), et la Petite Camargue Alsacienne (BARTENHEIM, KEMBS, ROSENAU, ST-LOUIS et VILLAGE-NEUF) couvrant une superficie de 2 650 ha.

B) Les réserves naturelles régionales

a) Les sites haut-rhinois

La création des réserves naturelles régionales est une compétence donnée par la loi n° 2002-76 du 27 février 2002 au conseil régional. Les propriétaires peuvent également demander à ce dernier le classement de leur propriété en réserve naturelle régionale. L'objectif des réserves naturelles régionales (qui englobent les anciennes réserves naturelles volontaires) est de protéger les espaces ou propriétés présentant un intérêt pour la faune, la flore, le patrimoine géologique ou paléontologique ou, d'une manière générale, les milieux naturels.

Cet objectif recouvre ceux assignés aux réserves naturelles nationales mais doit être compris de façon beaucoup plus large en fonction de l'intérêt qui peut être accordé au niveau régional à l'un ou à l'autre des éléments du patrimoine naturel. La décision de classement est prise par délibération de l'assemblée régionale après avis du représentant de l'État dans la région, du conseil scientifique régional du patrimoine naturel, de toutes les collectivités locales intéressées ainsi que, dans les zones de montagne, du comité de massif.

Il existe 7 réserves naturelles régionales dans le Haut-Rhin : les Chaumes du Rothenbach (WILDENSTEIN), les Collines de Rouffach (ROUFFACH), la Forêt du Hardtwald (HEITEREN), les Marais et Landes du Rothmoos et des Sibermaettle (WITTELSHEIM), Eiblen et Illfeld (REGUISHEIM), Im Berg (TAGOLSHEIM) et la Forêt du Wegscheid (WEGSCHEID), couvrant une superficie de 717 ha.

b) Les conservatoires d'espaces naturels

Les Conservatoires sont regroupés en réseau au sein de la Fédération nationale des conservatoires d'espaces naturels. Les conservatoires d'espaces naturels gèrent un réseau cohérent et fonctionnel de 3 800 sites naturels couvrant 145 000 ha en métropole et outre-mer.

L'action des conservatoires d'espaces naturels est fondée sur la maîtrise foncière et d'usage (acquisition, location, convention de gestion). Leur intervention s'articule autour de la connaissance, la protection, la gestion et la valorisation. Les conservatoires achètent, louent et gèrent des espaces naturels. Ils signent des conventions avec l'ensemble des acteurs de la biodiversité afin qu'elle soit prise en compte et préservée, et pour mettre en place de pratiques de gestion durable des territoires. Ils accompagnent également la mise en œuvre de politiques contractuelles telle que Natura 2000. Le premier conservatoire d'espaces naturels a été créé en 1976 en Alsace.

La Région Grand Est a confié au Conservatoire des Sites Alsaciens la gestion des sept réserves naturelles régionales haut-rhinoises. La carte des sites protégés par le conservatoire est accessible à cette adresse :

<https://www.conservatoire-sites-alsaciens.eu/espaces-naturels/le-reseau-des-sites-naturels-en-alsace/>

6.2. Les réserves biologiques

Les réserves biologiques s'appliquent aux forêts riches, rares ou fragiles relevant du régime forestier et gérées par l'Office National des Forêts. Comme tous les espaces naturels protégés elles participent à la conservation d'éléments ou d'espèces remarquables du milieu naturel, mais poursuivent également un objectif éducatif en facilitant l'observation scientifique et la sensibilisation du public. Une réserve peut être intégrale (fermeture au public et absence de gestion sylvicole) ou dirigée (contrôle de la fréquentation et gestion sylvicole conservatoire).

Il existe 5 réserves biologiques dans le Haut-Rhin : Deux Lacs (ORBEY), La Harth (ENSI-SHEIM), Guebwiller, (LINTHAL, LAUTENBACH-ZELL), Niederwald (COLMAR) et Wolschwiller (WOLSCHWILLER) couvrant une superficie de 1572 ha, dont 110 hectares en réserve intégrale.

6.3. Les arrêtés de protection du biotope

Les arrêtés de protection de biotope sont des aires protégées à caractère réglementaire, qui ont pour objectif de prévenir, par des mesures réglementaires spécifiques de préservation de leurs biotopes, la disparition d'espèces protégées. Mis en place en application de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, ils poursuivent deux objectifs :

- la préservation des biotopes ou toutes autres formations naturelles nécessaires à la survie (reproduction, alimentation, repos et survie) des espèces protégées inscrites sur la liste prévue à l'article R.411-1 du Code de l'environnement (R.411-15 du Code de l'environnement) ;
- la protection des milieux contre des activités pouvant porter atteinte à leur équilibre biologique (article R.411-17 du Code de l'environnement).

L'initiative de la protection d'un biotope appartient à l'État sous la responsabilité du préfet de département. L'arrêté de protection de biotope est pris après avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, de la Chambre départementale d'agriculture et du directeur régional de l'Office national des forêts le cas échéant (biotope situé sur des terrains relevant du régime forestier).

Afin de préserver les habitats, l'arrêté édicte des mesures spécifiques qui s'appliquent au biotope lui-même et non aux espèces. Il peut également interdire certaines activités ou pratiques susceptibles de porter atteinte à l'équilibre biologique du milieu.

Les arrêtés de protection de biotope dans le Haut-Rhin :

Nom	Date de création	Communes concernées
Champ d'inondation de la Thur (amont)	14/05/1992	Cernay
Drumont – Tête de Felling	08/01/1993	Felling
Tourbière du See d'Urbès	21/07/1983	Felling – Urbès
Carrières d'Ostbourg	27/02/1998	Guebwiller
Partie sommitale du Grand Ballon	07/06/1990	Lautenbach-Zell – Murbach – Soultz – Goldbach-Altenbach – Geisshouse
Le Louschbach	19/08/2016	Le Bonhomme
Le Kastelberg	25/01/2008	Metzeral – Mittlach
Tête des Faux étangs du Devin et tourbière de Surcenord	21/12/2000	Orbey – Lapoutroie – Le Bonhomme
Massif du Taennchel	17/01/2014	Ribeauvillé
Langenfeldkopf – Klintzkopf	25/02/2014	Sondernach – Linthal
Le Bruxberg	09/07/1992	Tagolsheim
Neuf-Bois	08/01/1993	Urbès
Carrière de Voegtlinshoffen	10/07/1997	Voegtlinshoffen
Ronde Tête Bramont	08/01/1993	Wildenstein
Wintzenheim	04/03/1992	Wintzenheim

6.4. Les réserves de chasse et de faune sauvage

Elles participent à la protection des populations d'oiseaux migrateurs, des milieux naturels indispensables à la sauvegarde d'espèces menacées et favorisent la mise au point d'outils de gestion des espèces de faune sauvage et de leurs habitats. Elles contribuent au développement durable de la chasse au sein des territoires ruraux.

Dans le Haut-Rhin, la réserve de faune des Îles du Rhin s'étend le long du Rhin depuis la commune d'Artzenheim au Nord jusqu'à Niffer. Les territoires classés ne peuvent être ni détruits ni modifiés dans leur état ou dans leur aspect, sauf autorisation spéciale du préfet de département après avis du comité de gestion.

6.5. Les sites inscrits et les sites classés hors ensemble urbain

Les sites classés sont des lieux dont le caractère exceptionnel justifie une protection de niveau national : éléments remarquables, lieux dont on souhaite conserver les vestiges ou la mémoire pour les événements qui s'y sont déroulés.

L'inscription est une reconnaissance de la qualité d'un site justifiant une surveillance de son évolution sans pour autant justifier une procédure de classement, sous forme d'une consultation de l'architecte des Bâtiments de France sur les travaux qui y sont entrepris.

Les sites classés dans le département représentent une surface de 1 128 ha :

- Ballon d'Alsace ;
- Massif du Grand Hohnack ;
- Rocher et Chapelle Kaysersberg ;
- Domaine du Schoppenwihr ;
- Rocher dit « Saut du Cerf ».

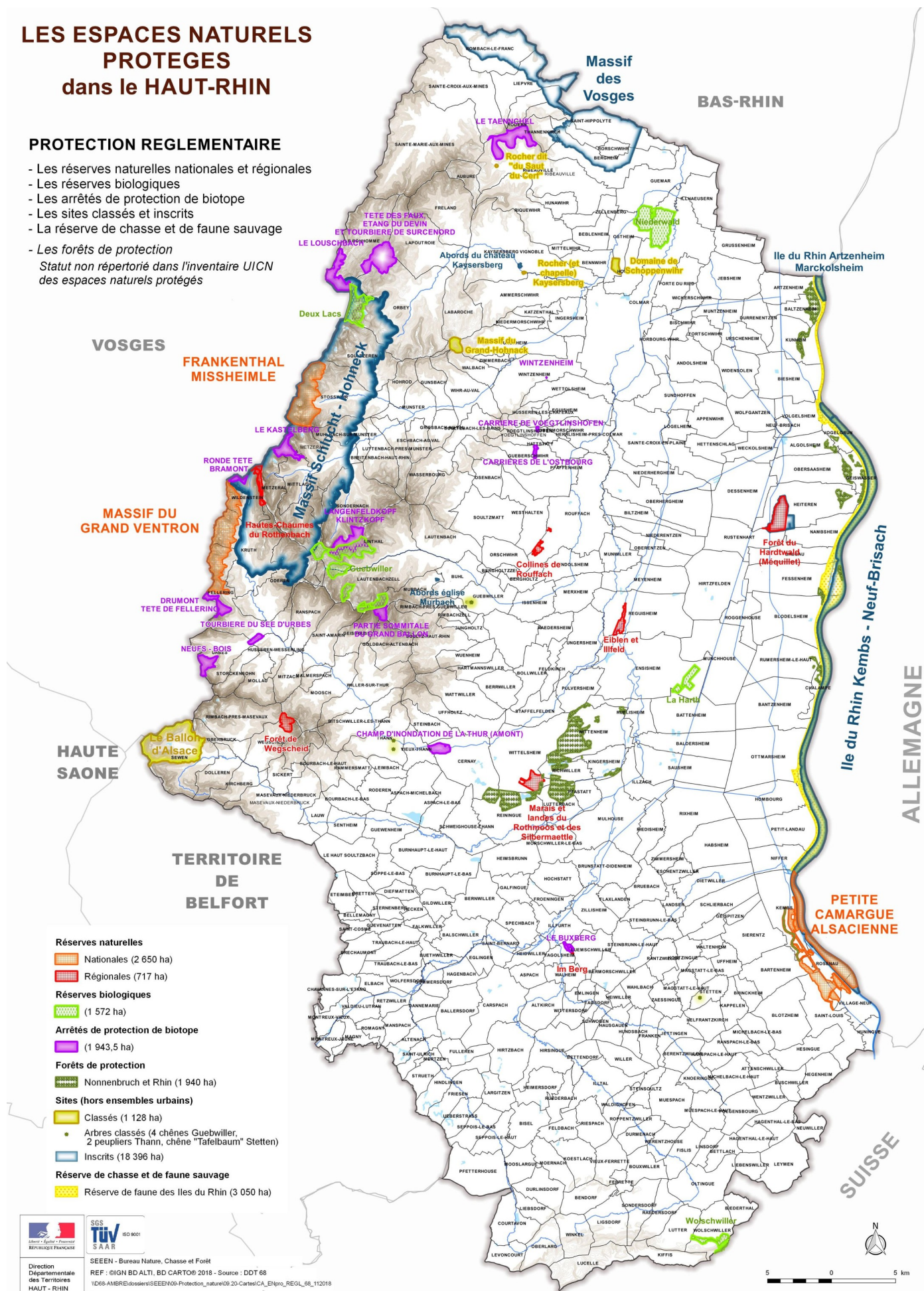
Les sites inscrits couvrent une superficie de 18 396 ha :

- Massif de la Schlucht-Hohneck ;
- Massif des Vosges ;
- Île du Rhin Artzenheim-Marckolsheim ;
- Île du Rhin Kembs-Neuf-Brisach ;
- Forêt du Hardtwald ;
- Abords de l'église Murbach ;
- Abords du Château Kaysersberg.

LES ESPACES NATURELS PROTEGES dans le HAUT-RHIN

PROTECTION REGLEMENTAIRE

- Les réserves naturelles nationales et régionales
 - Les réserves biologiques
 - Les arrêtés de protection de biotope
 - Les sites classés et inscrits
 - La réserve de chasse et de faune sauvage
 - Les forêts de protection
- Statut non répertorié dans l'inventaire UICN des espaces naturels protégés



- Réserves naturelles**
- Nationales (2 650 ha)
 - Régionales (717 ha)
- Réserves biologiques**
- (1 572 ha)
- Arrêtés de protection de biotope**
- (1 943,5 ha)
- Forêts de protection**
- Nonnenbruch et Rhin (1 940 ha)
- Sites (hors ensembles urbains)**
- Classés (1 128 ha)
 - Arbres classés (4 chênes Guebwiller, 2 peupliers Thann, chêne "Tafelbaum" Stetten)
 - Inscrits (18 396 ha)
- Réserve de chasse et de faune sauvage**
- Réserve de faune des Iles du Rhin (3 050 ha)



SEEN - Bureau Nature, Chasse et Forêt
REF : EIGN BD ALTI, BD CARTO 2018 - Source : DDT 68
ID66-AMBRE/Doc/seen/SEEN/06-Protection_nature/09-20-Carte/ICA_Elpro_REGOL_68_112018

6.6. Les espaces naturels sensibles

La Collectivité européenne d'Alsace (CEA) mène une politique en faveur des espaces naturels sensibles qui a pour objectif de préserver des milieux naturels et des paysages remarquables. Toute activité de nature à porter atteinte à la flore et à la faune des espaces naturels sensibles ou aux milieux naturels et habitats naturels qui s'y trouvent, ou pouvant les dégrader, est interdite. Ces espaces font en outre l'objet d'un plan de gestion qui prévoit les travaux d'entretien et de renaturation écologique à mener ainsi que les actions d'amélioration de l'état des connaissances sur la flore et la faune à conduire. Il fixe, le cas échéant, les conditions d'accueil du public sur certains sites favorables afin de mener des actions de sensibilisation (sentiers de découverte, panneaux d'information) ou des sorties « nature ».

Pour mettre en œuvre cette politique, la CEA peut protéger un site par le biais d'une convention avec le propriétaire ou acquérir directement des espaces. A cet effet, elle peut créer des zones de préemption. L'instauration de ces périmètres est établie en accord avec les communes et communautés de communes concernées. La CEA ou les communes concernées sont prioritaires dans ces zones pour se porter acquéreur des terrains qui font l'objet d'une vente.

Une cartographie interactive des sites est accessible sur le portail : [DATA HAUT-RHIN \(datalsace.eu\)](https://data.haut-rhin.datalsace.eu).

6.7. Natura 2000

Natura 2000 est un réseau écologique européen d'espaces naturels, dont l'objectif est de contribuer à préserver la diversité biologique et notamment permettre la migration, la distribution géographique et les échanges génétiques d'espèces sauvages sur le territoire de l'Union Européenne. Il est constitué de sites naturels, terrestres et marins, désignés par chacun des États membres en application des directives européennes « Oiseaux » (1979, révisée en 2009) et « Habitats, faune, flore » (1992) selon des critères spécifiques de rareté et d'intérêt écologique et de présence d'habitats et d'espèces d'intérêt communautaire. Dans les zones de ce réseau, les États membres s'engagent à maintenir, dans un état de conservation favorable, les types d'habitats et d'espèces concernés. Pour ce faire, ils peuvent utiliser des mesures réglementaires, administratives ou contractuelles.

La France, plutôt que de mettre en place une nouvelle protection réglementaire restrictive, a opté pour une politique contractuelle et de volontariat. L'objectif du réseau est de favoriser le maintien de la biodiversité, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales.

Pour chaque site, il est prévu un comité de pilotage et un document d'objectifs (DOCOB) qui définit les enjeux, objectifs et orientations de gestion permettant de préserver ou de restaurer les habitats et espèces ayant conduit à la désignation du site. Une structure est chargée de l'animation du site et de la mise en œuvre des actions déclinées dans le DOCOB. Cette dernière prend la forme de mesures contractuelles reposant sur l'adhésion volontaire à des chartes ou des contrats Natura 2000.

La désignation des sites Natura 2000 n'interdit pas la mise en œuvre de projets d'aménagements et d'activités, il y a toutefois lieu de s'assurer que ceux-ci sont compatibles avec les objectifs de préservation des milieux naturels et des espèces qui ont justifié cette désignation et qui sont par ailleurs déclinés dans le document d'objectifs de chacun des sites.

Aussi, avant d'autoriser leur réalisation, un certain nombre de documents de planification, programmes, activités, travaux, aménagements, installation, manifestations ou interventions dans le milieu naturel, sont soumis à une évaluation de leurs incidences sur le réseau Natura 2000.

Ce dispositif a pour but d'amener le porteur de projet à concevoir son projet en tenant compte des enjeux Natura 2000 afin d'éviter des impacts significatifs sur les espèces et habitats d'intérêt communau-

taire. Il est donc primordial que les enjeux Natura 2000 soient intégrés au projet dès sa phase de conception et non en fin de conception quand le projet est bouclé. Même situé en dehors d'un site Natura 2000, un projet peut avoir des incidences sur un ou plusieurs sites.

L'évaluation des incidences Natura 2000 suit la logique de l'évaluation environnementale. Elle s'inscrit toutefois dans la séquence « Éviter-Réduire-Compenser » d'une manière bien spécifique puisqu'elle ne s'intéresse qu'aux impacts sur les espèces et habitats d'intérêt communautaire qui justifient l'existence du site Natura 2000.

Dès lors qu'un document d'urbanisme est soumis à évaluation environnementale, son rapport de présentation doit contenir une évaluation des incidences Natura 2000.

L'analyse des incidences doit notamment prévoir les éléments suivants :

- identification des habitats naturels et espèces pouvant être impactés par le projet ;
- caractérisation argumentée des incidences négatives ou positives ;
- évaluation quantitative et qualitative des incidences ;
- évaluation des effets cumulés.

S'il résulte de l'analyse que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables sur le ou les sites Natura 2000, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets. Ces mesures doivent permettre de supprimer ou réduire les incidences du projet/programme sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire du site, que ce soit pendant mais aussi après sa réalisation. Des suivis écologiques devront être entrepris afin de s'assurer de la pertinence et de l'efficacité des mesures.

Lorsque malgré ces mesures, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation du ou des sites Natura 2000, le dossier prévoit des mesures compensatoires proportionnées aux impacts ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de leur prise en charge. Toutefois, le projet doit satisfaire aux deux conditions cumulatives suivantes :

- il n'existe pas de solution alternative de moindre incidence ;
- le projet obéit à des raisons impératives d'intérêt public majeur.

En outre, le dossier doit être transmis à la Commission Européenne pour information, voire pour avis si des habitats ou espèces prioritaires sont impactés.

Ci-après la liste des sites Natura 2000 du département du Haut-Rhin et, pour chacun des sites, les communes dont tout ou partie du territoire est inclus dans celui-ci.

Zones de protection spéciale (ZPS) – Directive « Oiseaux »	
Sites	Communes
Hautes-Vosges, Haut-Rhin	Altenbach – Aubure – Bergheim – Bitschwiller-les-Thann – Bourbach-le-Haut – Breitenbach – Buhl – Dolleren – Fellingring – Fréland – Geishouse – Goldbach-Altenbach – Gueberschwihr – Gunsbach – Hartmannswiller – Hohrod – Kirchberg – Kruth – Labaroche – Lapoutroie – Lautenbach – Lautenbach-Zell – Le Bonhomme – Lièpvre – Linthal – Luttenbach-près-Munster – Masevaux – Metzeral – Mittlach – Mitzbach – Mollau – Moosch – Mulhbach-sur-Munster – Munster – Murbach – Niederbruck – Oberbruck – Oderen – Orbey – Ranspach – Ribeauvillé – Rimbach-près-Guebwiller – Rimbach-près-Masevaux – Rombach-le-Franc – Rouffach – Saint-Amarin – Sainte-Croix-aux-Mines – Sainte-Marie-aux-Mines – Sewen – Sickert – Sondernach – Soultz – Soultzeren – Steinbach – Storckensohn – Stosswihr – Thann – Thannenkirch – Turkheim – Uffholtz – Urbès – Voegtlinshoffen – Walbach – Wasserbourg – Wattwiller – Wegscheid – Wihr-au-Val – Wildenstein – Willer-sur-Thur – Wuenheim.
Ried de Colmar à Sélestat	Bergheim – Colmar – Grussenheim – Guémar – Holtzwihr – Illaeusern – Jepsheim – Ostheim – Riedwihr – Saint-Hippolyte – Wickerschwihr.
Vallée du Rhin Artzenheim à Village-Neuf	Artzenheim – Balgau – Baltzenheim – Bantzenheim – Bartenheim – Biesheim – Blodelsheim – Chalampé – Fessenheim – Geisswasser – Heiteren – Hombourg – Kembs – Nambenheim – Niffer – Ottmarsheim – Petit-Landau – Rosenau – Rummersheim-le-Haut – Saint-Louis – Village-Neuf – Volgelgrun – Volgelsheim.
Zones agricoles de la Harth	Algolsheim – Balgau – Bantzenheim – Blodelsheim – Dessenheim – Fessenheim – Heiteren – Hirtzfelden – Munchhouse – Nambenheim – Obersaasheim – Réguisheim – Roggenhouse – Rummersheim-le-Haut – Rustenhart – Weckolsheim.
Forêt domaniale de la Hardt	Baldersheim – Bantzenheim – Bartenheim – Battenheim – Blodelsheim – Dietwiller – Ensisheim – Geispitzen – Habsheim – Hombourg – Kembs – Munchhouse – Niffer – Ottmarsheim – Petit-Landau – Rixheim – Roggenhouse – Rumersheim-le-Haut – Sausheim – Schlierbach – Sierentz.

Zones spéciales de conservation (ZSC) – Directive « Habitats »	
Sites	Communes
Sites à chauves-souris des Vosges haut-rhinoises	Bergheim – Fréland – Hartmannswiller – Hohrod – Kayersberg – Lapoutroie – Lièpvre – Mollau – Munster – Orbey – Osenbach – Ribeauvillé – Rodern – Rouffach – Sainte-Croix-aux-Mines – Sainte-Marie-aux-Mines – Soultz – Soultzeren – Soultzmatt – Stosswihr – Thannenkirch – Wattwiller – Wuenheim.
Promontoires siliceux	Bitschwiller-les-Thann – Hartmannswiller – Niedermorschwihr – Soultz – Soultzbach-les-Bains – Steinbach – Thann – Uffholtz – Vieux-Thann – Voegtlinshoffen – Wattwiller – Willer-sur-Thur.
Collines sous-vosgiennes	Bergheim – Ingersheim – Kientzheim – Orschwihr – Osenbach – Pfaffenheim – Ribeauvillé – Rorschwihr – Rouffach – Sigolsheim – Soultzmatt – Westhalten – Wintzenheim.
Hautes-Vosges	Le Bonhomme – Breitenbach – Felling – Geishouse – Goldbach-Altenbach – Kruth – Lapoutroie – Lautenbach – Lautenbach-Zell – Linthal – Luttenbach-près-Munster – Metzeral – Mittlach – Mulbach-sur-Munster – Murbach – Oderen – Orbey – Ranspach – Rimbach-près-Guebwiller – Saint-Amarin – Sondernach – Soultz – Soultzeren – Stosswihr – Urbès – Wasserbourg – Wildenstein.
Vosges du Sud	Bitschwiller-les-Thann – Bourbach-le-Haut – Felling – Kruth – Masevaux – Mitzach – Mollau – Moosch – Oberbruck – Rimbach-près-Masevaux – Sewen – Sickert – Storckensohn – Urbès – Wegscheid – Wildenstein – Willer-sur-Thur.
Hardt Nord	Appenwihr – Bantzenheim – Battenheim – Blodelsheim – Dessenheim – Ensisheim – Fessenheim – Habsheim – Heiteren – Hettenschlag – Hirtzfelden – Meyenheim – Munchouse – Niederhergheim – Niffer – Oberentzen – Oberhergheim – Rixheim – Roggenhouse – Rumersheim-le-Haut – Rustenhart – Réguisheim – Sainte-Croix-en-Plaine – Sundhoffen – Weckolsheim – Widensolen – Wolfgantzen.
Secteur alluvial Rhin-Ried-Bruch	Algolsheim – Artzenheim – Balgau – Baltzenheim – Bantzenheim – Bartenheim – Blodelsheim – Chalampé – Colmar – Fessenheim – Geisswasser – Guémar – Heiteren – Holtzwihr – Hombourg-Ilhaeusern – Kembs – Kunheim – Nambshaus – Niffer – Obersaasheim – Ostheim – Ottmarsheim – Petit-Landau – Riedwihr – Rosenau – Rumersheim-le-Haut – Saint-Louis – Village-Neuf – Volgelgrun.
Vallée de la Doller	Aspach-le-Bas – Burnhaupt-le-Bas – Guewenheim – Heimsbrunn – Lutterbach – Michelbach – Morschwiller-le-Bas – Reiningue – Schweighouse-Thann.
Vallée de la Largue	Altenach – Balschwiller – Bendorf – Bisel – Buethwiller – Courtavon – Dannemarie – Durlinsdorf – Eglingen – Friesen – Gommersdorf – Hagenbach – Heidwiller – Hindlingen – Illfurth – Largitzen – Levoncourt – Liebsdorf – Manspach – Mertzen – Mooslargue – Oberlargo – Pfetterhouse – Retzwiller – Saint-Bernard – Saint-Ulrich – Seppois-le-Bas – Seppois-le-Haut – Spechbach-le-Bas – Strueth – Ueberstrass – Wolfersdorf.
Sundgau région des étangs	Altenach – Bisel – Chavanne-sur-l'Étang – Friesen – Heimersdorf – Hindlingen – Hirsingue – Magny – Manspach – Montreux-Vieux – Pfetterhouse – Saint-Ulrich – Ueberstrass – Valdieu-Lutran.
Jura alsacien	Bettlach – Biederthal – Bouxwiller – Courtavon – Durlinsdorf – Ferrette – Fislis – Hagenthal-le-Haut – Kiffis – Liebenswiller – Liebsdorf – Ligsdorf – Linsdorf – Lucelle – Oberlargo – Oltingue – Raedersdorf – Sondersdorf – Werenthouse – Winckel – Wolschwiller.

Liens utiles :

Le réseau Natura 2000 du Grand Est : <http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/natura-2000-r198.html>

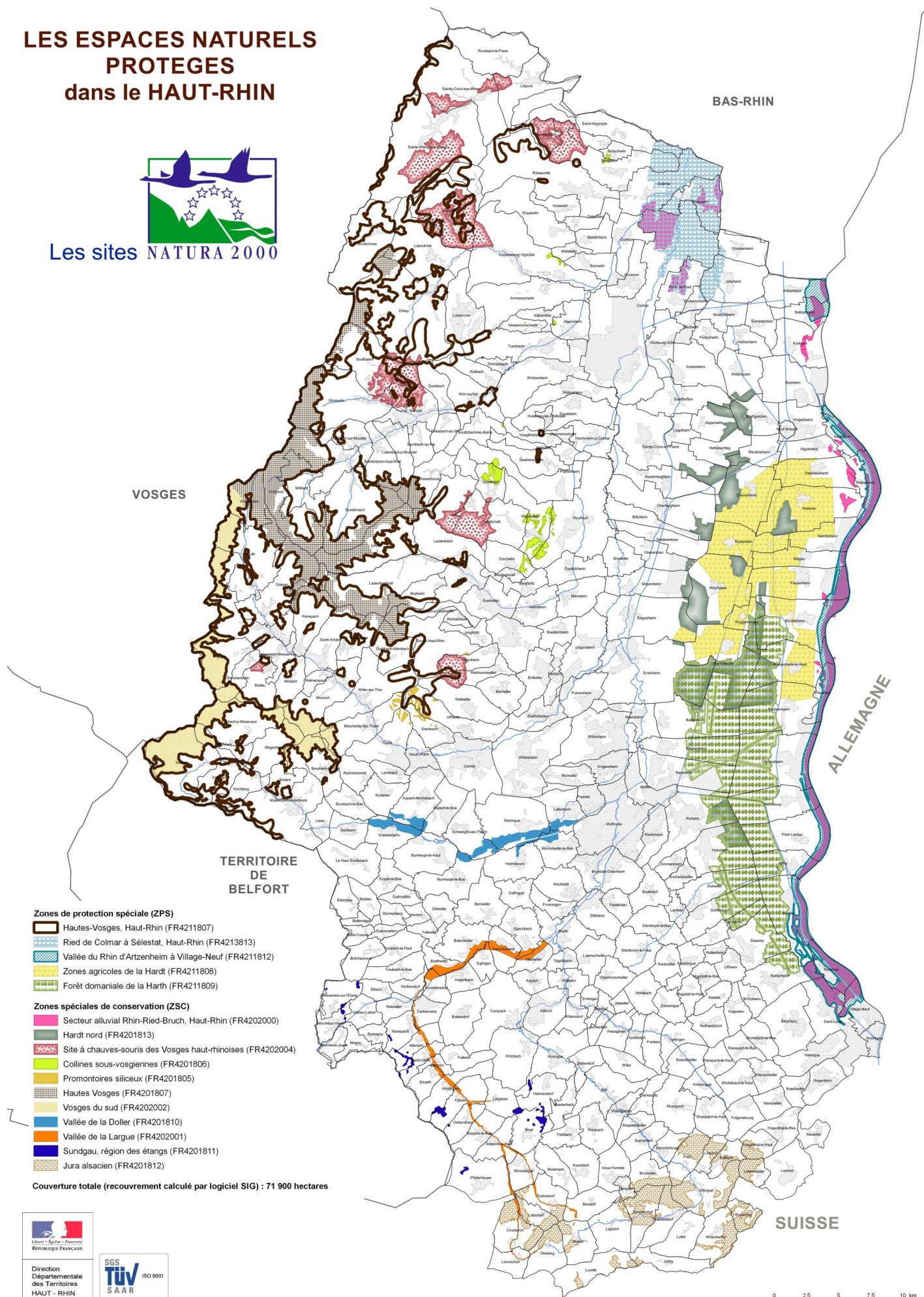
Site web du centre de ressources Natura 2000 : <http://www.natura2000.fr/>

Le site du ministère : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/reseau-europeen-natura-2000-1>

LES ESPACES NATURELS PROTEGES dans le HAUT-RHIN



Les sites NATURA 2000



Zones de protection spéciale (ZPS)

- Hautes-Vosges, Haut-Rhin (FR4211807)
- Ried de Colmar à Sélestat, Haut-Rhin (FR4213813)
- Vallée du Rhin d'Artenheim à Village-Neuf (FR4211812)
- Zones agricoles de la Hardt (FR4211808)
- Forêt domaniale de la Harth (FR4211809)

Zones spéciales de conservation (ZSC)

- Secteur alluvial Rhin-Ried-Bruch, Haut-Rhin (FR4202000)
- Hardt nord (FR4201813)
- Site à chauves-souris des Vosges haut-rhinoises (FR4202004)
- Collines sous-vosgiennes (FR4201806)
- Promontoires siliceux (FR4201805)
- Hautes Vosges (FR4201807)
- Vosges du sud (FR4202002)
- Vallée de la Doller (FR4201810)
- Vallée de la Largue (FR4202001)
- Sundgau, région des étangs (FR4201811)
- Jura alsacien (FR4201812)

Couverture totale (recouvrement calculé par logiciel SIG) : 71 900 hectares



Direction
Départementale
des Territoires
HAUT - RHIN



SEEN - Bureau Nature, Chasse et Forêt - Avril 2019

REF : GIGN BD TOPO-BD CARTO® 2018 - Sources : INPN, DDT 68

6.8. Les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)

Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) sont des espaces identifiés et reconnus pour leur intérêt écologique et leur bon état de conservation. Ils comprennent des espèces et des milieux naturels remarquables, rares ou menacés. Les ZNIEFF (mais également les zones d'importance communautaire pour les oiseaux ZICO) ont notamment permis de désigner les sites Natura 2000.

Lancé en 1982, l'inventaire des ZNIEFF est réalisé sous la responsabilité scientifique du Muséum national d'histoire naturelle qui en assure la validation et participe à leur diffusion.

On distingue deux types de ZNIEFF :

- les ZNIEFF de type 1 qui recensent des secteurs de superficie souvent limitée, caractérisés par leur intérêt biologique remarquable (milieux rares ou très représentatifs, espèces protégées) ;
- les ZNIEFF de type 2 qui définissent des grands ensembles naturels riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

L'inventaire ZNIEFF bénéficie d'une mise à jour continue et respecte à ce titre le principe de mise à jour permanente de l'inventaire du patrimoine naturel porté par la loi Biodiversité (L 411-1 du code de l'environnement). Il est ainsi devenu un élément majeur de la politique de protection de la nature.

Il n'a pas, en lui-même, de valeur juridique directe. Cependant, il est largement destiné à éclairer les décisions publiques ou privées.

Par conséquent, cet inventaire doit être consulté lors de l'élaboration des projets d'aménagement dont notamment les documents d'urbanisme.

Malgré son absence de valeur réglementaire, la ZNIEFF peut constituer dans certains cas, un indice pour le juge administratif lorsqu'il doit apprécier la légalité d'un acte administratif au regard des dispositions législatives et réglementaires protectrices des espaces naturels.

znief

Inventaire scientifique Génération 2



Inventaire
National du
Patrimoine
Naturel

MUSÉUM

VOSGES

HAUTE
SAONE

**TERRITOIRE
DE
BELFORT**

ALLEMAGNE

ANCIEN LIT MAJEUR DU
RHIN DE VILLAGE-NEUF
À STRASBOURG

SUISSE



0 2.5 5 7.5 10 km

ZNIEFF de type 2
Grands ensembles fonctionnels et paysagers

ZNIEFF de type 1
Ensembles homogènes écologiquement
30258 N° d'identification MNHN
(précédé de 4200 - Cf liste jointe)



Direction
Départementale
des Territoires
HAUT - RHIN



SEEN - Bureau Nature. Chasse et Forêt - 2019

REF : ©IGN BD TOPO, BD CARTO® 2015 - Source : INPN

6.9. Les zones humides

A) Généralités

a) *Contexte juridique*

Les zones humides sont définies par l'article L.211-1 du code de l'environnement) comme : « les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

Dans un contexte de changement climatique, ces zones humides contribuent à l'épuration des eaux, l'écrêtement des crues, la régulation des étiages, la recharge des nappes d'eaux souterraines.

Le SDAGE Rhin-Meuse 2016-2021 impose de mettre un terme à la disparition et la dégradation des zones humides en poursuivant un double objectif :

- préserver strictement les zones humides remarquables ;
- préserver les fonctionnalités des zones humides ordinaires, en particulier la fonction hydrologique, et limiter au maximum les opérations entraînant leur dégradation.

b) *Conséquences en matière de planification*

Il est essentiel que la question de la préservation des zones humides soit complètement traitée lors de l'élaboration du document d'urbanisme pour les zones urbaines ou devant être ouvertes à l'urbanisation. C'est à cette échelle que doit être mise en œuvre la séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC – voir paragraphe 1.4). Au moment de la réalisation des projets, il sera trop tard : les maîtres d'ouvrage n'auront pas intégré les paramètres de la séquence ERC et la réalisation des projets risque d'être fortement impactée voire impossible.

Pour aider les collectivités lors de l'élaboration de leur document d'urbanisme, la DREAL Grand Est a réalisé un guide de prise en compte des zones humides dans les documents d'urbanisme, accessible par le lien : <http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/documents-regionaux-relatifs-aux-zones-humides-r245.html>

c) *Identification des zones humides*

La préservation des zones humides, remarquables ou ordinaires, est une priorité au regard de leur caractère d'infrastructures naturelles. Pour éviter les impacts sur les zones humides, en les prenant en compte dès les études préalables et la conception des documents d'urbanisme, la première étape consiste à identifier et caractériser les zones humides :

- par la mobilisation des données existantes,
- par les compléments et l'affinage de cette connaissance.

Les zones humides remarquables abritent une biodiversité exceptionnelle. Elles se trouvent essentiellement dans les réserves naturelles, nationales ou régionales, dans les espaces naturels sensibles, dans les zones Natura 2000, les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristiques (ZNIEFF).

Le conseil départemental a également produit une cartographie de ces zones, sur laquelle s'appuie le SDAGE.

Les zones humides ordinaires sont toutes les autres zones humides.

Un inventaire de signalement des zones à dominante humide, la BdZDH2008, a été réalisé par la coopération pour l'information géographique en Alsace (CIGAL). L'inventaire est mis à disposition des organismes publics. La base de données a été réalisée par photo-interprétation assistée par ordinateur à partir d'images satellitaires, d'orthophotoplans et de nombreuses données exogènes et de terrains, mises à disposition par les partenaires. Elle est exploitable à l'échelle du 1/10 000. Elle n'a pas de vocation réglementaire et des investigations complémentaires et précises seront nécessaires à l'identification des zones humides. Toutefois, elle permet d'avoir une vision d'ensemble des zones identifiées comme comportant potentiellement un caractère d'humidité et de sensibiliser les acteurs de l'aménagement sur les enjeux liés à la préservation de zones humides.

Des précisions peuvent être obtenues sous <https://www.geograndest.fr>

Les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Lauch, de la Doller, de la Largue et Giessen-Liepvrette (approuvés) identifient des zones humides prioritaires, ordinaires ou à restaurer. Ces inventaires doivent être pris en compte. Les structures porteuses des SAGE peuvent apporter un appui technique aux collectivités sur ce sujet, et plus largement sur tout ce qui touche aux milieux aquatiques.

d) Préservation des zones humides

Le SDAGE Rhin-Meuse demande que les zones humides et leurs aires de bon fonctionnement (liées notamment à leur alimentation en eau) soient prises en considération dès la phase des études préalables ((T3-O7.4.4-D1) . Elles doivent faire partie des données de conception des documents d'urbanisme, l'objectif étant d'éviter les impacts sur les zones humides.

Une fois la connaissance établie sur le territoire, l'enjeu consiste donc à préserver les zones humides des atteintes directes et indirectes.

Les principes de préservation des zones humides suivants peuvent être mis en œuvre :

- inscrire les zones humides dans la trame verte et bleue de façon hiérarchisée en fonction de leur intérêt écologique et hydraulique et de leur fonctionnalité ;
- éviter les zones humides dans les choix de localisation des projets, en application de la séquence « éviter-réduire-compenser » (démarche ERC).

B) Mise en œuvre de la séquence « éviter-réduire-compenser »

Le SDAGE porte cette séquence au travers de son orientation T5B - O2.2 : « *Les documents d'urbanisme veillent à protéger les zones humides en privilégiant l'évitement au travers de leurs outils opposables. A défaut, ils prévoient les mesures de réduction et le cas échéant de compensation des impacts* » :

- **Éviter** : Le choix de la localisation des infrastructures et des aménagements doit être étudié et défini de manière à éviter au maximum la destruction des zones humides (stratégie d'évitement) et de leurs bassins d'alimentation.
- **Réduire** : Le choix de la localisation des infrastructures et des aménagements doit démontrer d'une part qu'un autre choix n'est pas possible, et d'autre part que ses impacts sur les zones humides et leur bassin d'alimentation ont été réduits au maximum.
- **Compenser** : Les impacts résiduels du choix d'aménagement sur les zones humides (c'est-à-dire ceux qui n'ont pas pu être évités ou réduits) devront être compensés conformément aux dispositions fixées par la loi sur l'eau et par le SDAGE.

C) Application à l'élaboration du PLU

Le repérage des ZH n'est pas exigé avec la même précision sur tout le territoire :

a) À l'échelle du territoire communal ou intercommunal

Des investigations générales sont à mener, basées sur des observations visuelles de terrain (notamment aspect de la végétation) et sur les éventuels éléments apportés par la collectivité. Ces investigations permettront de compléter les inventaires existants. Les zones humides ainsi délimitées devront figurer sur les cartes de synthèse des sensibilités environnementales du PLU.

b) sur les zones destinées à recevoir des constructions et des aménagements

La recherche de zones humides est à réaliser sur l'ensemble des zones U et AU du PLU.

Cette expertise permettra de conforter et le cas échéant compléter la connaissance obtenue par les inventaires ou les études de milieux.

L'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009, complété par la note technique du 26 juin 2017 précise les critères de définition et de délimitation des zones humides.

L'agence de l'eau Rhin-Meuse a édité un guide méthodologique pour l'élaboration des inventaires et la hiérarchisation des zones humides :

<http://cdi.eau-rhin-meuse.fr/GEIDFile/Guidemethodolog.pdf>

[Archive=232686805086&File=Guide+m%E9thodologique+d%27inventaire+et+de+hi%E9rarchisation+des+ZH_version_finale+10](http://cdi.eau-rhin-meuse.fr/GEIDFile/Guidemethodolog.pdf?Archive=232686805086&File=Guide+m%E9thodologique+d%27inventaire+et+de+hi%E9rarchisation+des+ZH_version_finale+10)

L'utilisation de cette méthode permet d'écarter tout doute quant à la nature du sol en zone d'urbanisation future ou plus généralement en zone de projet. L'expérience montre que l'aménageur n'envisage pas dans son plan de financement la compensation à la destruction de la zone humide résultant de l'aménagement d'une zone AU sans connaissance fine sur ce point. De plus, l'application de la séquence « ERC » et la complexité de la compensation, basée sur le principe de l'équivalence en termes de fonctionnalités, peuvent bouleverser la faisabilité d'un projet.

L'élaboration d'un document d'urbanisme doit permettre de garantir la préservation de l'ensemble des zones humides identifiées. La traduction réglementaire des choix opérés doit ainsi permettre de maintenir, voire d'améliorer la fonctionnalité de ces dernières, notamment en ce qui concerne la localisation des nouveaux secteurs destinés à être urbanisés et les emplacements réservés pour de nouvelles infrastructures.

En application de la démarche ERC, il y a lieu :

- de garantir la préservation des zones humides en évitant de leur porter atteinte ;
- d'apprécier les incidences potentielles du projet sur les zones humides et de chercher des alternatives, la priorité devant être donnée à l'évitement ;
- à défaut, d'intégrer des mesures correctives pour supprimer les incidences (par exemple évolution du périmètre de la zone) ;
- en cas d'incidences résiduelles significatives, de prévoir la mise en œuvre de mesures compensatoires selon les principes du SDAGE : équivalence en termes de fonctionnalité globale, situation dans le même bassin versant.
- L'agence française pour la biodiversité, en collaboration avec le muséum national d'histoire naturelle, a mis au point une méthode d'évaluation des fonctions des zones humides. Son objectif est de proposer une évaluation des fonctions associées aux zones humides applicables tout au

long des phases de conception puis de réalisation d'un projet et conduisant au choix de mesures ERC pertinentes.

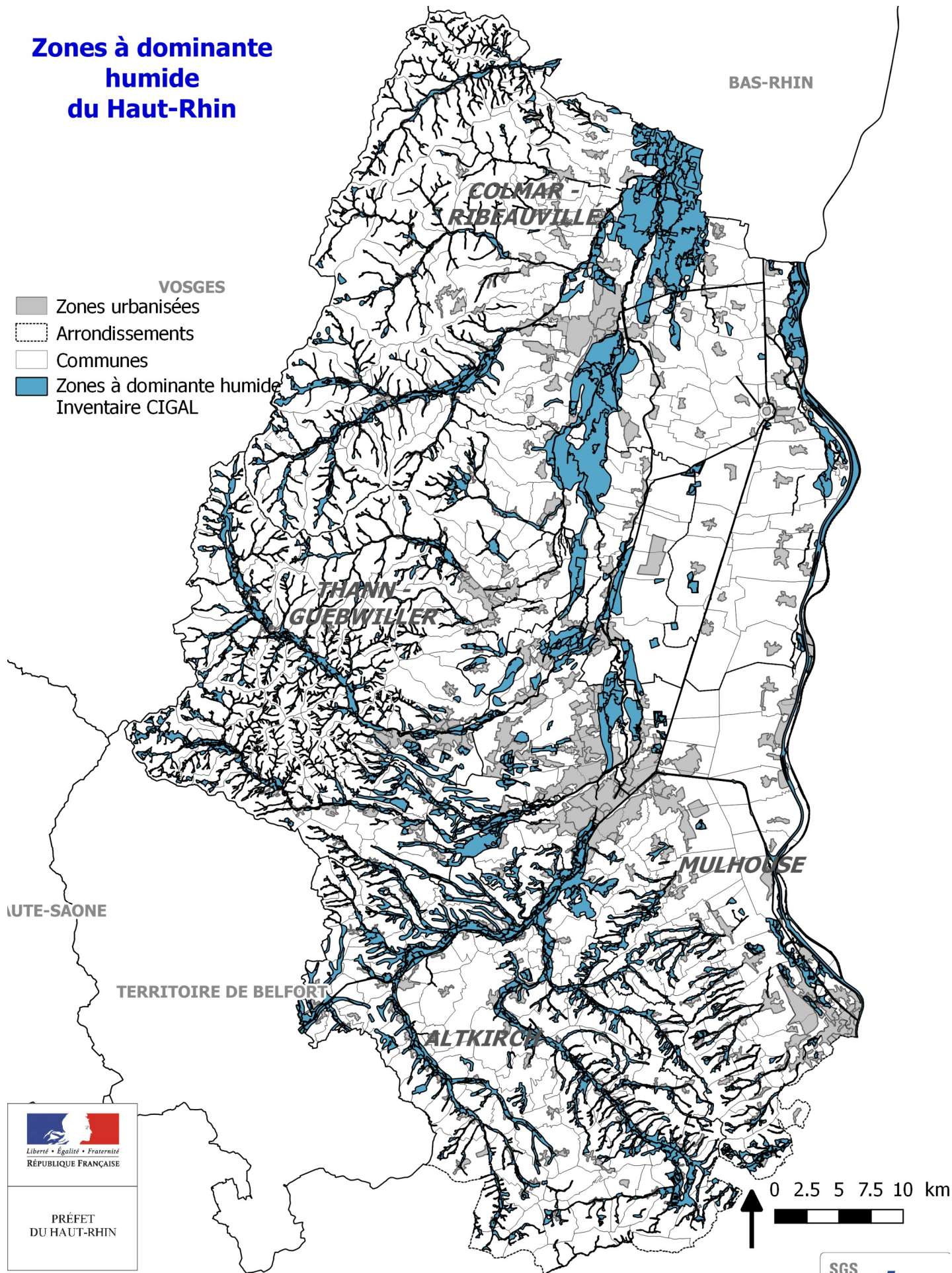
Elle est accessible librement à l'adresse suivante : <http://www.onema.fr/node/3981>

c) Les outils du PLU pour préserver les zones humides

- Le zonage : zonage N et dispositions de préservations des zones humides au titre des articles L.151-23 et R.151-43 du code de l'urbanisme (interdiction des remblais, de l'imperméabilisation par exemple) ;
- Les espaces boisés classés (EBC) au titre de l'article L.113-1 du code de l'urbanisme pour les zones humides avec végétation arborée ;
- Les emplacements réservés (ER) pour restauration ou création de zone humide ;
- Les OAP thématiques trame verte et bleue ou zone humide (article R.151-7 du Code de l'urbanisme) ;
- Les OAP sectorielles identifiant et protégeant les zones humides.

Le SDAGE 2022-2027 est consultable ici : <https://www.eau-rhin-meuse.fr/les-sdage-des-districts-rhin-et-meuse-2022-2027>

Zones à dominante humide du Haut-Rhin



Direction départementale des territoires
du Haut-Rhin – SCAU/BUPT – 19
sept.2018 – CIGAL BdZDH 2008

6.10. La trame verte et bleue

La trame verte et bleue vise à enrayer la perte de biodiversité, en préservant et en restaurant des réseaux de milieux naturels qui permettent aux espèces de circuler et d'interagir. Ces réseaux d'échanges, appelés continuités écologiques, sont constitués de réservoirs de biodiversité reliés les uns aux autres par des corridors écologiques. La préservation des continuités écologiques et, plus largement, de la biodiversité, contribue au maintien des services rendus par les écosystèmes : épuration des eaux, fertilité des sols, pollinisation, prévention des inondations, lutte contre l'érosion des sols, adaptation et lutte contre le changement climatique, amélioration du cadre de vie, qualité et diversité des paysages...

La création de la trame verte et bleue est issue de la loi "Grenelle 1" du 3 août 2009. La loi « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010 a défini les objectifs de la politique trame verte et bleue au travers d'orientations nationales devant notamment contribuer à la réalisation des schémas régionaux de cohérence écologique. La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016 a consolidé la politique trame verte et bleue en inscrivant notamment dans le code de l'environnement la stratégie nationale pour la biodiversité. La région Grand Est a par ailleurs adopté en 2020 sa stratégie régionale en faveur de la biodiversité 2020-2027.

La politique trame verte et bleue est désormais portée par les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des Territoires (SRADDET). Les règles 7 et 8 du SRADDET Grand Est indiquent la méthode et les mesures à mettre en œuvre afin de décliner localement la trame verte et bleue, la préserver et la restaurer. Dès lors, les documents locaux d'urbanisme doivent prendre en compte ses objectifs et être compatibles avec ses règles générales.

Lors de l'élaboration ou de la révision de documents d'urbanisme, les collectivités doivent répondre à un objectif de création, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques (article L101-2 du Code de l'urbanisme). Ainsi, le code de l'urbanisme demande aux SCoT, dans leur document d'orientation et d'objectifs de définir les modalités de protection des espaces nécessaires au maintien de la biodiversité et à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques (article L141-10).

Ce même objectif est assigné aux plans locaux d'urbanisme au travers de leur PADD (article L151-5 du Code de l'urbanisme).

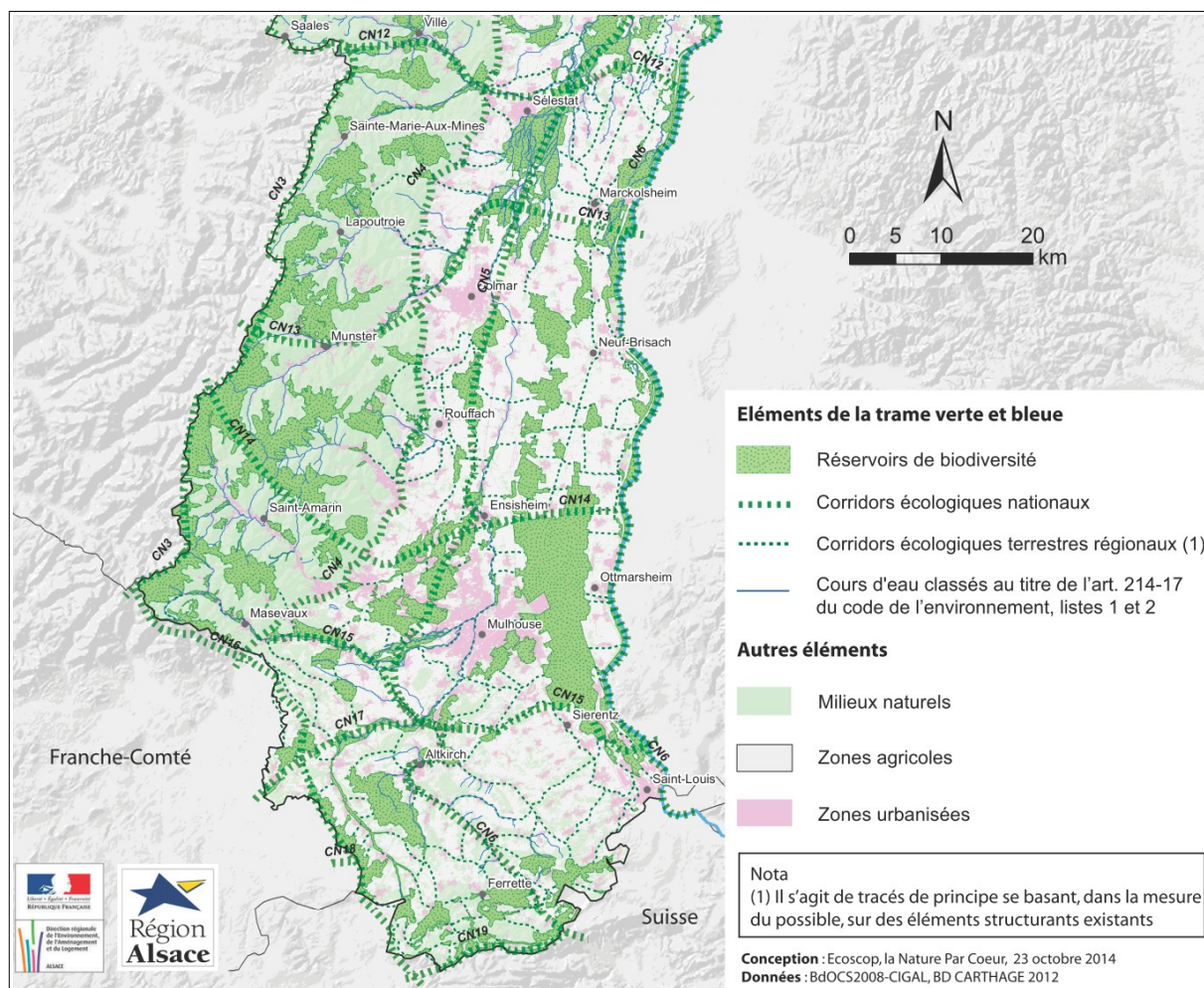
Par conséquent, l'état initial de l'environnement du PLU doit rendre compte de la biodiversité locale, identifier les trames du territoire et évaluer son fonctionnement écologique en tenant compte des exigences écologiques des espèces présentes. Une cartographie des continuités écologiques à l'échelle communale ou intercommunale doit être établie en s'appuyant sur l'ensemble des travaux déjà réalisés à plus large échelle et notamment ceux de documents s'imposant aux documents locaux d'urbanisme à savoir le SCOT et à défaut le SRADDET.

Une stratégie de préservation et de restauration des continuités écologiques doit être élaborée, y compris en milieu urbain. L'orientation T3-O8 du SDAGE demande à cet effet de garantir l'intégration de la trame verte et bleue dans les documents de planification et de déployer une stratégie pour les milieux urbains.

Elle doit en outre être rendue opérationnelle par l'usage d'outils adaptés :

- Au travers du règlement graphique et écrit du PLU : zonage, espaces boisés classés (L.113-1), part minimale de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables (L.151-22), sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques (L151-23), emplacements réservés aux espaces verts à créer ou à modifier ou aux espaces nécessaires aux continuités écologiques (R151-43).

- Par la maîtrise foncière, le conventionnement avec des propriétaires et la contractualisation avec la profession agricole.
- Par la définition d'actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur les continuités écologiques dans les OAP (article L151-6-2).



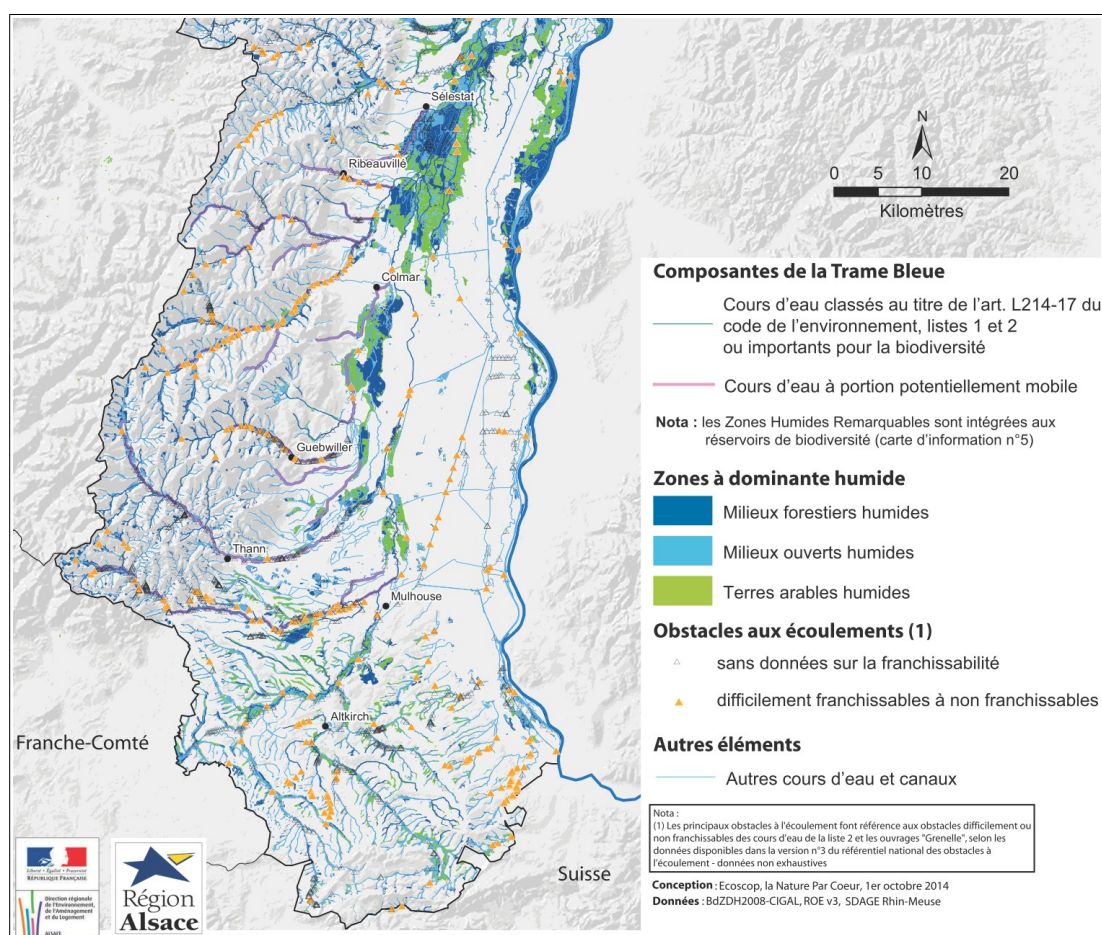
6.11. Les plans nationaux d'actions en faveur d'espèces menacées

Certaines espèces de faune et de flore sauvages sont particulièrement menacées, notamment du fait des activités humaines. Ces menaces peuvent conduire à la raréfaction, voire à l'extinction de telles espèces, sur tout ou partie des territoires qui les hébergent. L'état de conservation de ces espèces est considéré comme mauvais ou défavorable lorsque les paramètres qui conditionnent leur dynamique ou qui évaluent la quantité et la qualité de leurs habitats se dégradent à un niveau tel que la viabilité de leurs populations sur le long terme est remise en cause.

Dans le cadre de la stratégie nationale pour la biodiversité, la France consacre un effort particulier à la préservation des espèces les plus menacées présentes sur son territoire. Pour ces espèces, le Ministère de la Transition écologique et solidaire met en place des plans d'actions opérationnels (Plans Nationaux d'Action – PNA) qui sont un outil complémentaire au dispositif législatif et réglementaire les protégeant. Ces plans visent la sauvegarde des espèces végétales et animales les plus vulnérables pour lesquelles la France a une responsabilité patrimoniale.

Les plans nationaux d'actions sont organisés en trois parties : bilan des connaissances sur l'espèce, besoins et enjeux de sa conservation, objectifs à atteindre et actions de conservation à mener dans trois domaines : protection, étude et communication (par ordre de priorité), avec leurs modalités de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation. Certaines actions visent notamment l'intégration de la protection des espèces dans les activités humaines et dans les politiques publiques au travers des documents de planification.

Par conséquent, les documents d'urbanisme, à l'occasion de leur élaboration, doivent prendre en compte les plans d'actions et évaluer les incidences du projet de territoire sur la ou les espèce(s) concernée(s) et indiquer les moyens mis en œuvre pour participer à la conservation durable de l'espèce.



Lorsque des régions possèdent de forts enjeux de conservation pour des espèces dotées d'un PNA, une déclinaison régionale des plans est mise en œuvre.

En région Grand Est, et plus particulièrement en « Alsace », plusieurs espèces font l'objet d'un plan national et/ou régional d'actions :

- Chiroptères : 19 espèces ;
- Odonates : 18 espèces ;
- Lépidoptères « papillons de jour » : 38 espèces ;
- Pollinisateurs sauvages ;
- Amphibiens : déclinaison régionale en faveur du Crapaud vert, du Pélobate Brun et du Sonneur à ventre jaune ;
- Oiseaux : déclinaison régionale en faveur du Grand Tétras (2018-2022 massifs des Vosges et du Jura), le Milan royal (PNA 2018-2027), les Pies-grièches grise et à tête rousse, le Râle des genêts ;
- Mammifères : le Hamster commun (nouveau PNA en faveur du hamster commun (*Cricetus cricetus*) et de la biodiversité de la plaine d'Alsace 2019-2028), et le Castor d'Eurasie dont le plan régional d'actions est en cours de validation ;
- Plantes messicoles.

Les sites Internet suivants permettent d'accéder aux plans et à des informations complémentaires :

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire :

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/plans-nationaux-dactions-en-faveur-des-especes-menacees#e6>

Inventaire National du Patrimoine Naturel :

<https://inpn.mnhn.fr/programme/plans-nationaux-d-actions/presentation>

DREAL Grand Est

<http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/plans-d-actions-r212.html>

PNA « chiroptères » : <http://www.plan-actions-chiropteres.fr/>

Ligue pour la protection des oiseaux : <http://rapaces.lpo.fr/milan-royal/sensibilisation-et-documentation>

DREAL Bourgogne Franche-Comté : <http://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/plan-national-d-actions-en-faveur-du-grand-tetras-a7661.html>

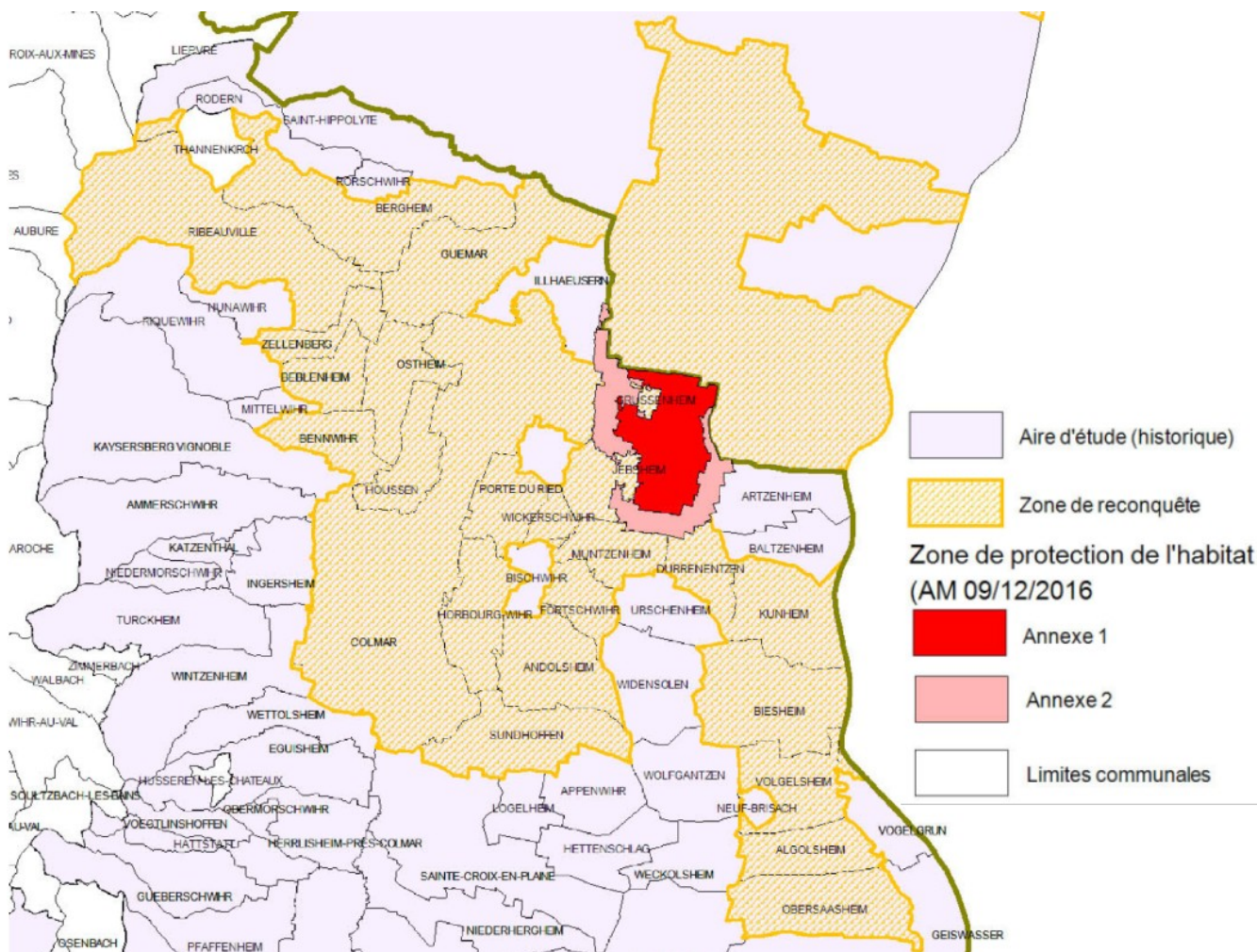
A) La protection de l'habitat du hamster commun (*Cricetus Cricetus*)

L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif aux mesures de protection de l'habitat du hamster commun (*Cricetus cricetus*) complète les prescriptions prévues par celui du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères protégés. Le texte prévoit un dispositif fondé sur :

- le maintien d'une zone de protection statique de l'habitat – hors forêts, vergers, vignobles, zones humides et espaces bâtis ou artificialisés – dans laquelle l'habitat de l'espèce est intégralement protégé : y sont interdits la destruction, l'altération ou la dégradation de l'habitat du hamster ;

- la création d'une zone dite d'accompagnement permettant de prendre en compte la dispersion de l'espèce autour de la zone de protection statique et dans laquelle la protection de l'habitat ne s'applique qu'à la périphérie immédiate des terriers de l'espèce : les mêmes mesures d'interdiction s'appliquent ;
- des dispositions concernant le contenu du dossier de demande de dérogation aux interdictions prévues ci-dessus : définition de l'impact résiduel, mesures d'évitement et justification, mesures de réduction et mesures compensatoires particulières assorties de prescriptions ;
- un bilan annuel de la mise en œuvre de l'arrêté.

Les communes concernées par cet arrêté sont Artzenheim, Colmar, Grussenheim, Illhaeusern, Jebenheim et Muntzenheim.



7. Les forêts

7.1. Les forêts de protection

Ce statut a été créé en 1922 pour la lutte contre l'érosion des sols en montagne, la défense contre les risques naturels (avalanches, glissements de terrain...) ainsi que contre l'envahissement des eaux et des sables en zone côtière. Il a été élargi en 1976, par la loi sur la protection de la nature, aux forêts dont le maintien s'impose soit pour des raisons écologiques, soit pour le bien-être de la population pour les forêts périurbaines.

La décision de classement est prononcée par décret en Conseil d'État après enquête publique et avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Il crée une servitude nationale d'urbanisme et soumet la forêt à un régime forestier spécial qui entraîne une restriction de la jouissance du droit de propriété. Ce classement induit en effet une forte protection du foncier car tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la protection des boisements est interdit.

Aucun défrichement, aucune fouille, aucune extraction de matériaux, aucune emprise d'infrastructure publique ou privée, aucun exhaussement du sol ou dépôt ne peuvent être réalisés dans une forêt de protection à l'exception des équipements indispensables à la mise en valeur et à la protection de la forêt et sous réserve que ces ouvrages ne modifient pas fondamentalement la destination forestière des terrains.

La décision et le plan de délimitation de la forêt de protection sont reportés au document d'urbanisme.

Dans le département du Haut-Rhin, il existe deux forêts de protection représentant une surface totale de 1 940 ha :

- la forêt du Nonnenbruch (KINGERSHEIM, LUTTERBACH, PFASTATT, RENINGUE, RICHWILLER et WITTENHEIM) ;
- la forêt du Rhin (ALGOLSHEIM, ARTZENHEIM, BALTZENHEIM, BLODELSHEIM, CHALAMPÉ, FESSENHEIM, GEISSWASSER, HEITEREN, KEMBS, KUNHEIM, NAMBSHEIM, OBERSAASHEIM, RUMMERSHEIM-LE-HAUT et VOGELGRUN).

7.2. Les espaces boisés classés

Peuvent être classés au titre de l'article L.113-1 du Code de l'urbanisme « les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies ou des plantations d'alignements. »

Les dispositions des articles L.113-1 et L.113-2 du Code de l'urbanisme sont applicables sur les secteurs situés en espaces boisés classés. Si cet article n'interdit pas toute construction, il prohibe tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements et entraîne le rejet de toute demande d'autorisation de défrichement, contrairement à la protection au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme.

Au regard de la jurisprudence il convient d'avoir une interprétation très stricte de ces dispositions et de considérer ces espaces comme inconstructibles. Cependant, une autorisation d'urbanisme ne pourra être refusée du seul fait de sa situation en espace boisé classé. Il reviendra à l'autorité administrative, d'apprécier si la construction ou les travaux projetés sont de nature à compromettre la conservation, la

protection ou la création de boisements. Pour cette raison, les espaces boisés classés ne doivent pas protéger les emprises routières, de transport d'électricité, de gaz ou d'hydrocarbures.

Les espaces boisés classés doivent être repérés sur le règlement graphique du PLU.

Ce classement est l'outil à privilégier pour protéger les boisements du territoire, y compris la forêt communale. Les forêts de protection et la forêt domaniale doivent également bénéficier de ce zonage à des fins de cohérence des règles, de hiérarchie des textes et de bonne information du public.

De plus, le classement est sans rapport avec :

- la nature du propriétaire (État, collectivité, particulier) ;
- le régime de gestion (régime forestier...) ;
- un classement Natura 2000 (qui peut parfois privilégier une ouverture paysagère au maintien de la forêt).

Un espace boisé classé est justifié par l'intérêt du boisement pour la commune et la région concernée (faible taux de boisement, trame verte ou bleue, rôle social ou paysager, prévention des risques...), quel que soit le classement au titre du PLU (U, AU, A ou N), cadastral ou d'AOC.

8. La protection et la gestion de la ressource en eau

La directive européenne cadre sur l'eau impose que l'ensemble des eaux, de surface ou souterraines, atteignent le bon état chimique et écologique en 2015, sauf dérogation à justifier selon les critères prévus par la directive.

Pour avoir une eau de qualité, il importe donc de se soucier de la qualité de l'eau et des milieux naturels eux-mêmes. Il convient donc à la fois de faire évoluer les comportements pour limiter le gaspillage et les pollutions et de maintenir les milieux naturels en bon état.

8.1. L'eau potable

L'objectif de délivrer en permanence une eau de bonne qualité à tous les usagers constitue un enjeu majeur auquel la collectivité devra répondre pour accompagner sa politique de développement. Le PLU devra analyser et prendre en compte l'adéquation de ses capacités d'alimentation en eau potable avec son projet urbain.

Selon l'article L.1321-2 du Code de santé publique, tous les points superficiels ou souterrains d'eau destinée à la consommation humaine doivent faire l'objet d'une autorisation de prélèvement et d'institution de périmètres dans lesquels certaines activités sont interdites ou réglementées. Le document d'urbanisme pourra prévoir un zonage qui complétera la protection réglementaire de ses captages. Le zonage du PLU(i) doit permettre la préservation et l'amélioration de la ressource en eau et peut être utile pour définir une zone destinée à la création d'un nouveau captage.

Mes résultats du contrôle sanitaire de la qualité de l'eau potable commune par commune et pour chaque réseau de distribution sont accessibles à l'adresse suivante :

<https://solidarites-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/eau>

La collectivité doit établir un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, en application de l'article L.2224-5 du Code général des collectivités territoriales.

Les cimetières situés dans les périmètres de protection rapprochée des captages pourront être utilement identifiés sur le règlement graphique et leur date de création inscrite dans le rapport de présentation. Ces indications doivent permettre de porter une vigilance particulière vis-à-vis des captages d'eau destinée à la consommation humaine, dont la qualité de l'eau peut être dégradée par la présence de cimetières de plus de 15 ans en zone urbaine et 30 ans en zone rurale.

8.2. Les cours d'eau

Les milieux aquatiques rendent gratuitement des services multiples et fondamentaux. On peut citer notamment la régulation des crues, l'auto-épuration voire l'atténuation des changements climatiques. Ce sont aussi d'importants réservoirs de biodiversité. Pour remplir toutes ces fonctions, il convient de préserver le fonctionnement naturel de ces milieux.

Ainsi les rives des cours d'eau et leur cortège végétal doivent être préservées de toute artificialisation et de toute construction. En effet, les ripisylves contribuent notamment au maintien de la diversité biologique, à la qualité des paysages, à la préservation et la stabilisation des berges à la dissipation des courants lors des crues et à l'absorption des pollutions diffuses.

Un zonage spécifique, voire un classement au titre des éléments remarquables, associé à des prescriptions dans le règlement peut être mis en œuvre afin de protéger la végétation rivulaire. De même, l'instauration d'une bande inconstructible le long des cours d'eau en zone peu ou pas urbanisée permet de

laisser au cours d'eau un espace de liberté et de faciliter son entretien. Cette bande inconstructible permettra en outre de contribuer à réduire le transfert des substances polluantes vers les cours d'eau et à limiter les risques de dégradation mécanique des berges en préservant ou en reconstituant les zones tampons non constructibles ou aménageables (surfaces enherbées en bordure de cours d'eau, boisement des berges, haies).

8.3. Le traitement des eaux usées

Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées qui doivent être soumises à un traitement approprié avant d'être rejetées dans le milieu naturel (articles L.2224-8 et R.2224-11 du Code général des collectivités territoriales).

Les possibilités de développement urbain de la commune dépendent en partie de la capacité des équipements publics, notamment d'assainissement, à couvrir les besoins nouveaux qu'ils engendrent (augmentation de la population, imperméabilisation des sols...).

La programmation de l'urbanisation est donc indissociable de celle de l'assainissement. Le document d'urbanisme doit en effet intégrer les contraintes liées à l'assainissement.

Il est donc attendu, dans le cadre de l'élaboration du PLU, que le rapport de présentation développe une analyse argumentée de la situation de l'assainissement de la commune :

- **en assainissement collectif, données relatives :**
 - à la station d'épuration (localisation, historique, type de traitement, capacité de traitement et charge actuelle, conformité réglementaire, dysfonctionnements éventuels...) ;
 - aux réseaux (équipement et fonctionnement, déversoirs d'orage et estimation de la part d'eaux claires parasites...)
- **en assainissement non collectif :**
 - nombre d'habitants ou de logements concernés aujourd'hui et dans le futur ;
 - techniques les mieux adaptées au territoire de la commune ;
 - impact de l'ensemble des rejets sur le milieu récepteur...

Le projet de développement urbain de la commune sera dimensionné en fonction à la fois des possibilités de traitement des eaux usées et de leur conformité, qui seront présentées dans le rapport.

En application de l'article L.2224-10 du CGCT, les communes ont pour obligation de mettre en place un zonage d'assainissement collectif et non collectif réalisé conformément aux prescriptions de cet article. Conformément à l'article R.151-53 du Code de l'urbanisme, le zonage d'assainissement est annexé au PLU.

Le service public d'assainissement non collectif (SPANC) est un service public local chargé :

- pour les installations neuves, de procéder à un examen préalable de la conception de l'installation, puis de vérifier son exécution en établissant un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions complémentaires ;
- pour les installations existantes, de procéder à la vérification du fonctionnement et de l'entretien de toutes les installations d'assainissement non collectif puis mettre en place un contrôle périodique (ne pouvant excéder 10 ans) de ces installations.

Il s'agit d'une disposition réglementaire obligatoire qui devait être mise en œuvre avant le 31 décembre 2005 pour permettre le contrôle des installations existantes et futures. La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30/12/2006 a confirmé cette obligation.

Des informations sur la mise en place d'un SPANC sont disponibles sur le site du Ministère de l'Écologie sous :

<http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/le-service-public-d-assainissement-non-collectif-r11.html>

L'article 6 de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, précise que les stations de traitement d'assainissement non collectif de 20 à 200 équivalent-habitants (EH) et d'assainissement collectif doivent être installés en dehors des zones à usage sensible :

- périmètre de protection de captage d'eau avec prescription relative à l'assainissement ;
- zone à moins de 35 mètres d'un puits privé à usage collectif ou à usage unifamilial ;
- zone à proximité d'une baignade dont le profil a identifié l'assainissement comme un risque de pollution ;
- zone identifiée comme sensible vis-à-vis des risques sanitaires par arrêté municipal ;
- zone identifiée comme sensible par le SDAGE ou SAGE.

8.4. La gestion des eaux pluviales

L'imperméabilisation croissante des sols, qui limite l'infiltration des eaux de ruissellement, est à l'origine de phénomènes de saturation et de débordement des réseaux d'assainissement, qui génèrent également des coûts : îlots de chaleur, inondations, coulées de boues, pollution des nappes et des cours d'eaux, destruction de la fonctionnalité des sols, etc. Cette situation va s'aggraver avec le changement climatique.

Le SDAGE demande que les eaux pluviales soient infiltrées le plus en amont possible au maximum de ce qu'il est techniquement et économiquement soutenable, qu'elles soient stockées et réutilisées et in fine, pour la partie des écoulements qu'il n'aura pas été possible d'infiltrer, stocker ou réutiliser, que les débits de rejet dans les cours d'eau soient limités (T5A - O5 - D1/T5B - O1.3)

Dans ce contexte, la règle n°25 du fascicule du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires du Grand Est (SRADDET) demande de limiter l'imperméabilisation des sols dans les projets d'aménagement et d'infrastructure, dans la logique « éviter-réduire-compenser ».

La compensation pour les surfaces qui seraient imperméabilisées seraient de 150 % en milieu urbain et de 100 % en milieu rural en rendant perméables ou en déconnectant des surfaces imperméabilisées.

Les documents d'urbanisme (SCOT, et PLU(i) en l'absence de SCOT) doivent exposer, dans leurs documents de présentation, de quelle manière les principes d'une gestion intégrée des eaux pluviales sont traduits dans leurs différentes orientations et dans leurs partis d'aménagement. Il s'agira notamment de préciser de quelle manière ces documents prévoient de compenser les surfaces imperméabilisées qui seront générées par l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation en vue d'atteindre une compensation à hauteur de 150% des surfaces imperméabilisées en milieu urbain, et de 100 % en milieu rural (T5A - O5- D6 / SRADDET règle 25).

Les principes de gestion des eaux de pluie ont ainsi évolué vers une « **gestion intégrée** ». Le but est d'**éviter tout rejet d'eau de pluie aux réseaux d'assainissement**. Ainsi, la pluie

doit être gérée dans l'enceinte d'un projet d'aménagement, en **privilégiant l'infiltration** directe de l'eau dans le sol, **l'évapotranspiration et la réutilisation** et en stockant l'eau de pluie sur la parcelle. Afin d'éviter qu'elle ne se charge en polluants par ruissellement, la prise en compte de l'eau de pluie **le plus en amont possible** est primordiale. Pour cela, il faut **éviter d'imperméabiliser le sol**.

A) Les principes de la gestion des eaux pluviales

La gestion des eaux pluviales suit les principes d'éviter, de réduire, de compenser, et d'anticiper :

- Éviter l'imperméabilisation, le ruissellement, et le rejet au réseau d'assainissement ;
- Réduire l'impact des pluies plus fortes en stockant, tamponnant et en maîtrisant le débit de fuite ;
- Compenser l'imperméabilisation des surfaces par la désimperméabilisation d'autres parcelles ;
- Anticiper l'écoulement des eaux pluviales pour les très fortes pluies, ainsi que les éventuelles contraintes géotechniques ou risques de pollution.

B) Intégrer l'eau pluviale à l'aménagement du territoire

La ville imperméable est à bannir : la gestion intégrée fait respirer la ville grâce à des **espaces végétalisés**, lieux de vie et d'infiltration des eaux pluviales. Des **toitures végétalisées** s'invitent également, permettant l'évapotranspiration de l'eau. Le long des routes, des **noues** permettent le stockage, l'infiltration et le drainage vers des **bassins d'infiltration** à ciel ouvert et végétalisés. Tous ces espaces verts permettent également le développement de la biodiversité, l'épuration de l'air et la lutte contre les îlots de chaleur. Des revêtements perméables peuvent être utilisés pour les routes, parkings ou trottoirs. Les directions d'écoulement des pluies les plus fortes sont réfléchies afin d'inonder en priorité les parcs ou aires de jeux végétalisés.

Le règlement du PLU(i) peut :

- Définir les règles concernant l'implantation des constructions afin de maintenir des espaces non imperméabilisés et/ou végétalisés dans l'enveloppe urbaine autour des constructions (L.151-17) ;
- Définir des secteurs dans lesquels il impose aux constructions, travaux, installations et aménagements de respecter des performances énergétiques et environnementales renforcées : toitures et façades végétalisées, systèmes de récupération d'eaux pluviales... (L.151-21) ;
- Protéger des éléments du paysage tels que les haies, bois, zones humides, prairies, contribuant à la bonne gestion du ruissellement (L.151-23) ;
- Dans les zones urbaines et à urbaniser, instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements (L.151-41) ;
- Imposer (R.151-43) : une surface de pleine terre minimale et un coefficient de biotope ; des obligations en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations ; des installations nécessaires à la gestion des eaux pluviales et du ruissellement ; pour les clôtures, des caractéristiques permettant de préserver ou remettre en état les continuités écologiques ou de faciliter l'écoulement des eaux.
- Définir les emplacements réservés aux espaces verts ainsi qu'aux espaces nécessaires aux continuités écologiques (R.151-43).

Les OAP sectorielles peuvent porter la gestion intégrée des eaux pluviales qui concerne également les espaces publics, collectifs et privés et vise à ne pas créer d'ouvrages spécifiques à la gestion des eaux pluviales mais à donner une fonction hydraulique aux espaces existants tels que espaces verts, toitures, stationnement et voirie.

La gestion intégrée des eaux pluviales constitue une priorité du 11ème programme 2019-2024 de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.

A ce titre, elle peut accompagner les collectivités dans leurs projets urbains : <https://www.eau-rhinmeuse.fr/les-domaines-dintervention-eau-nature-et-amenagement-du-territoire/leau-dans-laville>

C) Nouvelle doctrine régionale

La nouvelle doctrine régionale sur la gestion intégrée des eaux pluviales est parue début 2020. Le document PDF peut être téléchargé sous :

http://cdi.eau-rhin-meuse.fr/GEIDFile/Doctrine_pluviale_Grand_est.pdf?Archive=254375707255&File=Doctrine_pluviale_Grand_est_pdf

Le PLU prendra donc en compte la gestion des eaux pluviales en recherchant les meilleures solutions pour traiter cette problématique à la source. En application de l'article L.2224-10 du CGCT, la commune mettra en place un zonage pluvial délimitant les zones où des mesures doivent être prises pour maîtriser l'imperméabilisation et les écoulements ainsi que pour assurer, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales. Le règlement du PLU pourra recourir aux outils suivants :

- le coefficient de biotope, qui peut être imposé pour imposer une surface minimale de surface végétale à utiliser pour la gestion intégrée des eaux pluviales ;
- une OAP thématique sur la gestion intégrée des eaux pluviales ;
- une OAP sectorielle peut être réalisée pour expliciter sur un secteur à enjeux particuliers, le fonctionnement de la gestion des eaux pluviales

9. La préservation et la mise en valeur des paysages et du patrimoine

9.1. Les sites inscrits et les sites classés (ensembles urbains)

Les sites classés sont des lieux dont le caractère exceptionnel justifie une protection de niveau national : éléments remarquables, lieux dont on souhaite conserver les vestiges ou la mémoire pour les événements qui s'y sont déroulés.

L'inscription est une reconnaissance de la qualité d'un site justifiant une surveillance de son évolution, sous forme d'une consultation de l'architecte des Bâtiments de France sur les travaux qui y sont entrepris.

9.2. Les monuments historiques

Un monument historique est un monument ou un objet recevant par arrêté un statut juridique destiné à le protéger, du fait de son intérêt historique, artistique et architectural. Deux niveaux de protection existent : un monument peut être classé ou inscrit comme tel, le classement étant le plus haut niveau de protection.

La protection concerne, dans le cas d'immobilier, tout ou partie de l'édifice extérieur, intérieur et ses abords. Il s'agit d'une reconnaissance d'intérêt public pour les immeubles (édifices, jardins et parcs, réserves archéologiques, etc.) qui concerne plus spécifiquement l'art et l'histoire attachés au monument et constitue une servitude d'utilité publique.

Les monuments sont indissociables de l'espace qui les entoure et toute modification de leur environnement proche, qu'il soit naturel ou bâti, rejaillit sur la perception que l'on peut en avoir. C'est pourquoi, le législateur a créé un périmètre d'un rayon de 500 mètres au sein duquel tous travaux de construction, démolition, transformation, déboisement sont soumis à l'avis de l'architecte des bâtiments de France.

9.3. L'atlas des paysages alsaciens

L'atlas des paysages alsaciens a été élaboré sous le pilotage de la DREAL Alsace, il s'inscrit dans la politique nationale menée par le Ministère de l'écologie (MEDDTL) depuis de nombreuses années pour que, progressivement, chaque région dispose d'un atlas de paysage. Il répond à la demande de la Convention Européenne du Paysage, entrée en vigueur en France le 1^{er} juillet 2006, qui prévoit un engagement d'identification et de qualification des paysages. Plusieurs unités paysagères sont présentes sur le territoire du département du Haut-Rhin : Hautes-Vosges, Piémont Viticole, Plaines et Rieds, Bande rhénane, Hardt, Mulhouse et le Bassin Potassique, Sundgau, Jura alsacien, dont les principaux enjeux :

Hautes-Vosges	Maintenir les ouvertures agricoles en hauteur et dans les fonds de vallée Maîtriser l'évolution des versants forestiers Valoriser les modes de découverte Maîtriser l'urbanisation Dynamiser les centres urbains et améliorer les espaces publics Révéler l'eau Préserver la valeur patrimoniale des hautes chaumes
Piémont Viticole	Maintenir une diversité paysagère dans le vignoble Mettre en valeur les situations en belvédère Maîtriser la gestion forestière du coteau Maîtriser les extensions urbaines Mettre en valeur les espaces publics/affirmer les entrées
Plaines et Rieds	Maintenir une diversité dans les paysages de grandes cultures Préserver l'ambiance et la diversité des Rieds Valoriser la présence de l'eau et les canaux Soigner la qualité des bâtiments agricoles et de leurs abords Maîtriser les extensions villageoises/soigner le tour des villages Mettre en valeur les espaces publics/affirmer les entrées Mettre en valeur les axes routiers
Bande rhénane	Affirmer la présence du Rhin et du canal Révéler la présence de l'eau Soigner les abords des installations industrielles et leur architecture Atténuer l'impact des gravières Maîtriser l'urbanisation et soigner le rapport au Rhin Mettre en valeur les espaces publics/affirmer les entrées
Hardt	Maintenir une diversité dans les paysages de grandes cultures du nord de la Hardt Soigner la qualité des bâtiments agricoles et de leurs abords Valoriser les canaux Mettre en valeur les lisières forestières Soigner les accès à la forêt Maîtriser les extensions villageoises/soigner le tour des villages Mettre en valeur les espaces publics/affirmer les entrées
Mulhouse et Bassin potassique	Soigner la gestion de la forêt et de ses accès Atténuer l'impact des gravières et valoriser les étangs « potassiques » Valoriser la présence de l'eau comme élément structurant Maintenir des ouvertures paysagères/retrouver une cohérence paysagère entre espaces naturels, agricoles et urbains

	Soigner les limites urbaines Mettre en valeur le patrimoine issu de l'industrie de la potasse Qualifier les pénétrantes et affirmer les entrées de ville Mettre en valeur les espaces publics Maîtriser et recomposer l'urbanisation
Sundgau	Pérenniser et valoriser le petit parcellaire des coteaux Maintenir la place de l'arbre dans les paysages ouverts Préserver les fonds de vallons et de vallées Soigner la qualité des bâtiments agricoles et de leurs abords Valoriser la présence de l'eau Mettre en valeur les situations et les itinéraires en belvédère Maîtriser la gestion forestière des boisements Mettre en valeur les espaces publics/affirmer les entrées Maîtriser les extensions villageoises/soigner le tour des villages
Jura alsacien	Maîtriser l'évolution des versants forestiers Maintenir la présence de l'arbre dans le parcellaire Entretenir les fonds de vallons et révéler l'eau Soigner la qualité des bâtiments agricoles et de leurs abords Maîtriser les extensions villageoises/soigner le tour des villages Mettre en valeur les espaces publics/affirmer les entrées

9.4. La qualité des entrées de ville

La qualité des entrées de ville et de l'urbanisme aux abords des axes routiers doit également constituer une priorité du PLU afin d'éviter une banalisation des paysages périurbains. En tant que porte d'entrée de l'espace bâti, il est impératif de veiller à la qualité de l'aménagement et du développement urbain (prise en compte du paysage, présentation des cônes de vue et perspectives).

Afin d'améliorer la qualité architecturale, urbanistique et paysagère des « entrées de ville », la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement a introduit l'article L.111-1-4 dans le Code de l'urbanisme remplacé par les nouveaux articles L.111-6 à L.111-10 qui définit, en dehors des espaces urbanisés des communes, un principe d'inconstructibilité aux abords des grands axes routiers.

Sauf exceptions expressément prévues par la loi, ce principe s'applique sur une largeur de :

- 100 m de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière ;
- 75 m de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

Cette interdiction ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- aux bâtiments d'exploitation agricole ;
- aux réseaux d'intérêt public.

Le plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

9.5. La loi Architecture et Patrimoine

La loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine modernise la protection du patrimoine.

La loi intègre les modalités de gestion des biens classés au patrimoine mondial de l'Unesco dans le droit national. Les règles de conservation et de mise en valeur qu'impose ce classement devront désormais être prises en compte dans l'élaboration des documents d'urbanisme.

En outre, la loi crée la notion de « sites patrimoniaux remarquables » pour les villes, villages ou quartiers dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public. Un plan de sauvegarde et de mise en valeur peut être établi sur tout ou partie du site patrimonial remarquable. Le plan de sauvegarde et de mise en valeur est élaboré conjointement par l'État et l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme (commune ou établissement public de coopération intercommunale). Le périmètre de protection des abords des monuments historiques, fixé à 500 mètres actuellement, pourra être revu à la baisse ou à la hausse, avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France (ABF).

Par ailleurs, la loi crée un label dédié au patrimoine d'intérêt architectural récent (biens de moins d'un siècle qui ne peuvent être reconnus « monuments historiques ») pour faire en sorte que leur modification ou destruction ne se fasse sans concertation préalable avec les services chargés de la protection du patrimoine. Une Commission nationale du patrimoine et de l'architecture est créée, elle se substitue à la Commission nationale des monuments historiques.

En matière d'urbanisme, le seuil rendant obligatoire l'intervention d'un architecte est fixé à 150 m² (hors bâtiments agricoles). L'intervention d'un architecte et d'un paysagiste sera obligatoire sur les projets de lotissements, au motif de lutter contre « la France moche ».

10. Autres prescriptions

10.1. La commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF)

La nouvelle commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) est créée par la loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Agroalimentaire et la Forêt (LAAAF). Ce nouveau dispositif marque la volonté de l'État de lutter contre l'artificialisation outrancière des sols et de s'inscrire dans un développement durable du territoire. Dans la suite de la CDCEA, la CDPENAF intègre l'agriculture dans un projet global d'économie durable du territoire.

Cette commission peut être consultée sur toute question relative à la réduction des surfaces naturelles, forestières et à vocation ou à usage agricole et sur les moyens de contribuer à la limitation de la consommation des espaces naturels, forestiers et à vocation ou à usage agricole.

Elle émet, dans les conditions définies par le code de l'urbanisme, un avis sur l'opportunité, au regard de l'objectif de préservation des terres naturelles, agricoles ou forestières, de certaines procédures ou autorisations d'urbanisme.

Elle peut demander à être consultée sur tout autre projet ou document d'aménagement ou d'urbanisme, à l'exception des projets de plans locaux d'urbanisme concernant des communes comprises dans le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé après le 13 octobre 2014.

Des saisines obligatoires

- avis sur les SCoT entraînant une réduction des espaces NAF ;
- avis sur les procédures et dérogations concernant les territoires hors SCoT approuvés et qui induit une réduction des espaces (CC, PLU) ;
- avis pour toute procédure PLU, s'agissant de la constructibilité en zones A et/ou N (STECAL, extensions et annexes des habitations) ;
- avis pour toute procédure PLU ou CC si réduction surfaces AOP.

Des saisines facultatives

La CDPENAF peut demander à consulter tout projet ou document d'aménagement ou d'urbanisme pour toute question de réduction des espaces naturels, agricoles ou forestiers.

La CDPENAF du Haut-Rhin a décidé de se saisir systématiquement de tout projet de PLU intercommunal.

11. Divers

11.1. Les friches industrielles, commerciales ou autres

Une friche industrielle est un terrain ou un bâtiment laissé à l'abandon à la suite de l'arrêt de l'activité qui s'y exerçait.

La friche industrielle a souvent un impact négatif sur son environnement (pollution ou liée à la dégradation des installations).

La réhabilitation de friches, qu'elles soient d'origine industrielle, commerciale, etc., permet de redynamiser un quartier en désaffectation pour des usages industriels, commerciaux ou résidentiels.

Les friches peuvent aussi bénéficier d'une reconversion en espace public naturel ou sportif.

Les collectivités concernées par ces friches peuvent mener une réflexion lors de l'élaboration de leur document d'urbanisme afin d'y intégrer la requalification de leurs friches.

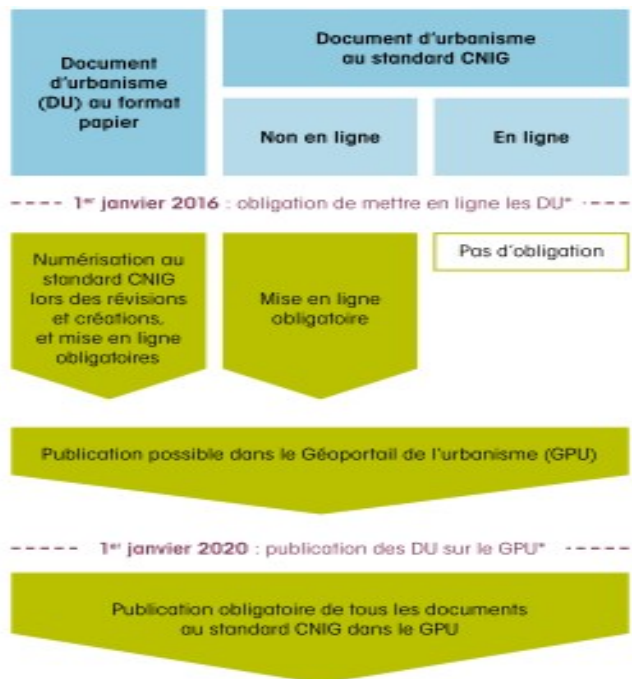
L'Observatoire départemental des friches du Haut-Rhin, qui fédère une vingtaine d'acteurs publics locaux, recense tous les sites en friche (de plus de 500 m² de superficie) du département.

Les friches qui sont ainsi recensées font l'objet d'une fiche descriptive individuelle indiquant l'identité de la friche, la localisation, l'état des lieux, etc.

11.2. La dématérialisation des documents d'urbanisme

La directive européenne INSPIRE vise la mise à disposition du citoyen d'informations géolocalisées sur les thématiques du développement durable tel qu'un PLU. La dématérialisation d'un document d'urbanisme est la transcription de ce dossier papier en fichiers informatiques pouvant être publiés sur Internet, échangés et combinés.

À terme, tous les documents d'urbanisme dématérialisés seront accessibles via le Géoportail de l'urbanisme (GPU). Les conditions de sa mise en œuvre sont déterminées par l'ordonnance n° 2013-1184 relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique du 19/12/2013. Depuis le 1^{er} janvier 2020, la publication des documents d'urbanisme sur le GPU est obligatoire.



A compter du 1^{er} janvier 2023, le caractère exécutoire des PLU sera acquis par la transmission au préfet et la publication du document sur le GPU.